



**Conseil de Métropole**

**Montpellier Méditerranée Métropole**

-----

**Séance publique  
du 14 décembre 2021**

-----

**PROCES-VERBAL**

Adoption de l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 14 décembre 2021

Application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

1. Ressources - Présentation du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au titre de l'année 2021 - Approbation
2. Ressources - Rapport d'orientations budgétaires - Débat d'orientations budgétaires - Adoption
3. Ressources - Budget principal et budgets annexes - Ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2022 - Autorisation
4. Ressources - Pacte Financier et Fiscal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption
5. Cycles de l'eau - Création d'une régie unique d'eau potable et d'assainissement - Modification des statuts de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature  
Affaire complémentaire n°1 - Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation
6. Cycles de l'eau - Principe de tarification de l'eau potable sur le périmètre de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Demande de modification pour une tarification plus solidaire et écologique - Approbation
7. Aménagement durable - Création de lignes de BusTram sur le réseau TaM - Programme d'opération, enveloppe financière et modalités de concertation - Approbation  
Affaire complémentaire n°2 - Hors commission - Prolongation du dispositif d'aide à l'achat de vélo à assistance électrique (VAE) - Coup de pouce Vélo - Création d'un dispositif d'aide à la réparation des vélos mécaniques - Approbation
8. Aménagement durable - Programme Savoir Rouler à Vélo auprès d'élèves de CM2 scolarisés sur le territoire de la Métropole - Attribution de subventions aux communes - Approbation - Autorisation de signature
9. Hors commission - Résorption du bidonville de Celleneuve - Protocole d'accord pour l'implantation d'un Village de transition secteur de la Rauze à Montpellier - Autorisation de signature
10. Solidarités - Programme Cités de l'emploi - Labellisation de Montpellier Méditerranée Métropole - Feuille de route et plan d'actions - Approbation
11. Solidarités - Fonds de Solidarité pour le logement (FSL3M) - Actions d'insertion par le logement 2022 - Attributions de subventions à diverses associations et CCAS - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
12. Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Délégation de gestion financière et comptable - Convention avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault - Autorisation de signature
13. Solidarités - Rapport annuel politique de la ville 2020 - Approbation
14. Attractivité - Prévention des risques majeurs - Système de gestion d'alerte en cas de risques majeurs - Convention de mutualisation de prestations entre Montpellier Méditerranée Métropole et ses communes membres pour l'aide à la gestion d'alerte en cas de risques majeurs - Approbation - Autorisation de signature
15. Solidarités - Observatoire Local des Loyers - Attribution de subvention à l'ADIL 34 - Convention - Autorisation de signature
16. Animation du territoire - Musée Fabre - Transfert de propriété de l'État de deux tableaux de Jean-Honoré FRAGONARD - "Le Jeu de la palette, vers 1761-1765" et "La Bascule, vers 1761-1765" - Approbation
17. Animation du territoire - Contrat d'exploitation de l'image de l'artiste Yan PEI-MING et de reproduction de l'œuvre "L'impossible rencontre"- Approbation - Autorisation de signature
18. Animation du territoire - Convention-cadre de partenariat avec la Région Occitanie pour la

connaissance du patrimoine métropolitain - Autorisation de signature

19. Animation du territoire - FDI Stadium - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Mise à disposition au Montpellier Handball - Avenant n° 2 - Autorisation de signature
20. Aménagement durable - Service Kartatoo - Convention relative à la tarification multimodale sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
21. Hors commission - Délégation de Service Public (DSP) Transport Urbain - Avenant n°5 - Approbation - Autorisation de signature
22. Aménagement durable - Création du Comité des partenaires "COPAR-mobilité" au titre de l'article L.1231-5 du Code des transports - Composition - Approbation
23. Aménagement durable - Convention de fonds de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Beaulieu, Saint-Drézéry, Restinclières, Baillargues, Saint Georges d'Orques et Villeneuve-lès-Maguelone - Approbation - Autorisation de signature
24. Aménagement durable - Communes de Saint Georges d'Orques et de Murviel-lès-Montpellier - Conventions de fonds de concours de 2020 - Avenants n°1 - Approbation - Autorisation de signature
25. Aménagement durable - Convention de refacturation entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Pérols - Délibération modificative à la suite d'une erreur matérielle - Approbation
26. Aménagement durable - Commune de Montferrier-sur-Lez - Renonciation à acquérir - Emplacement réservé n°D2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) grevant les parcelles cadastrées AH 166, AH 167 et AH 168 - Mise en demeure de la société civile de construction vente (SCCV) OLIVIA - Boulevard de la Lironde - Approbation
27. Aménagement durable - Projet de rénovation urbaine Cévennes (Petit Bard - Pergola) - Convention partenariale entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT) - Avenant n°4 - Approbation - Autorisation de signature
28. Aménagement durable - Commune de Courdonterral - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) CANNABE - Création d'une zone d'activités à vocation artisanale et d'un hameau agricole - Dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et à la cessibilité des terrains - Approbation
29. Attractivité - Convention de coopération entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Commune de Bargny au Sénégal - Approbation - Autorisation de signature
30. Attractivité - Attribution de subventions dans la thématique "Relations Internationales" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
31. Attractivité - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'association Montpellier Russie pour le Festival de Cinéma Russe de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
32. Attractivité - Coopération entre Montpellier Méditerranée Métropole, les 31 communes et les Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) - Renouvellement de la convention de gestion de services numériques communs - Approbation - Autorisation de signature
33. Attractivité - Convention d'engagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat dans le cadre du dispositif Quartiers Productifs - Approbation - Autorisation de signature
34. Attractivité - MED VALLEE - Rayonnement et innovation au sein de la filière environnement - Pôle de compétitivité Aqua-Valley - Convention d'attribution de subvention - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
35. Attractivité - Commune de Sussargues - Parc d'Activités Économiques Jules Rimet - Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme - Concertation au titre de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme - Objectifs poursuivis et modalités de la concertation - Approbation
36. Hors commission - Conventions d'attribution de subvention entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université de Nîmes (projet Collège Doctoral LR) et l'Université de Perpignan Via

- Domitia (projet PEPITES LR) - Attribution de subventions - Approbation - Autorisation de signature
37. Environnement - Contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) - Avenant n°12 - Autorisation de signature
  38. Environnement - Marché d'Intérêt National de Montpellier - Garantie d'emprunt à la SOMIMON - Concessionnaire - Approbation
  39. Attractivité - Covid-19 - Dispositif Garantie Congrès - Avenant n°5 au contrat de Délégation de Service Public relatif à la gestion et à l'exploitation du Corum et Zénith Sud - Autorisation de signature
  40. Cycles de l'eau - Ressources en Eau - Convention de financement entre le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) et Montpellier Méditerranée Métropole - Participations financières 2020 et 2021 au poste d'animateur des captages prioritaires de Garrigues Basses et de Bérange - Approbation
  41. Cycles de l'eau - Eau brute - Alimentation en eau du Lez - Avenant n°8 à la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, BRL et BRL Exploitation relative à la mise en place et à la gestion des ouvrages de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
  42. Cycles de l'eau - Ressources en eau - Recherche et Développement - Projet LEZ 2020 - Développement d'un outil Robotique Subaquatique d'Exploration Karstique semi-autonome - Accord de consortium - Autorisation de signature
  43. Cycles de l'eau - Réutilisation des eaux usées - Projet LIFE REWA - Accord de consortium entre Montpellier Méditerranée Métropole, le bureau d'étude DV2E et l'Institut Européen des Membranes - Autorisation de signature
  44. Cycles de l'eau - Note liminaire 2020 sur l'exercice des compétences Eau et Assainissement - Rapports annuels 2020 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable du Syndicat Bas Languedoc et du Syndicat Mixte Garrigues Campagne - Approbation
  45. Ressources - Budget - Clôture du Budget annexe de l'eau potable - Approbation
  46. Ressources - Apurement des régies 2021 - Remise gracieuse totale - Approbation
  47. Ressources - Attribution de compensation 2021 définitive à la suite de la CLECT du 5 octobre 2021 - Approbation
  48. Ressources - Tarifs de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
  49. Hors commission - Attribution d'acomptes de subventions dans le cadre des thématiques Culture, Mobilités, Développement économique, Transition Énergétique, Sports et Ressources Humaines - Exercice 2022 - Compléments de subventions - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
  50. Ressources - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Création de services communs et conventions de création de services communs - Autorisation de signature
  51. Ressources - Régime Indemnitaire - Modalités d'attribution de la part complémentaire - Approbation
  52. Ressources - Organisation du temps de travail à 1607h - Mise en place d'un temps de travail annualisé au sein de l'Ecolothèque - Approbation
  53. Hors commission - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
  54. Solidarités - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attributions de subvention pour la réhabilitation de 42 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature
  55. Solidarités - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers Courreau, Figuerolles, Nord Ecusson - Attributions de subvention pour la réhabilitation de 12 logements - Autorisation de signature
  56. Solidarités - Délégation de Service Public pour la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium - SAEML SFMA - Tarif Général 2022 - Approbation
  57. Solidarités - Complexe Funéraire - Délégation de service public - Rapport Annuel du Délégué

relatif à l'exercice 2020 - Examen

58. Aménagement durable - Exploitation et gestion des services de transport public - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2020 - Examen
59. Aménagement durable - Parcs de stationnement en ouvrage - Délégations de Service Public - Rapports Annuels des Déléataires relatifs à l'exercice 2020 - Examen
60. Environnement - Marché d'Intérêt National - Délégation de service public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2020 - Examen
61. Environnement - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) - Délégation de service public (DSP) - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2020 - Examen
62. Environnement - Réseau public de distribution d'électricité - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2020 - Examen
63. Environnement - Réseaux de distribution de gaz - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2020 - Examen
64. Animation du territoire - PlanetOcéan - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2020 - Examen
65. Animation du territoire - Patinoire Végapolis - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2020 - Approbation
66. Attractivité - Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2020 - Examen
67. Environnement - AMETYST - Délégation de service public (DSP) - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2020 - Examen
68. Aménagement durable - Sous-Concessions de Plages de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Délégation de service public (DSP) - Rapport annuel des délégataires (lot 1 et lot 2) relatif à l'exercice 2020 - Approbation
69. Ressources - Mandat SA3M pour la réalisation de la première tranche du cimetière métropolitain - Compte rendu annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2020 - Approbation

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50 Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Présents :**

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales:**

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

**Absent(e)/excusé(e) :**

Patricia MIRALLES.

**Secrétaire de séance :**

Clara GIMENEZ.

**Monsieur le Président**

Je vous remercie pour votre présence pour le dernier Conseil de Métropole de cette année. Je voudrais évidemment rassurer ceux et celles qui nous suivent en vidéo : en raison du contexte sanitaire, nous avons demandé aux élus de laisser procuration pour que nous puissions parfaitement respecter la distanciation sociale, une partie de nos collègues suivent le Conseil en visioconférence. Il y a suffisamment de pouvoirs, il n'y a pas d'absence d'assiduité. Je rappelle d'ailleurs que notre Assemblée a voté un règlement : quand un élu est absent de manière consécutive trois fois, comme la loi nous le permet, nous sommes allés au maximum, nous suspendons la moitié de son indemnité, car être élu c'est assumer cette obligation de siéger en Conseil de Métropole ou dans nos Conseils municipaux – même si, évidemment, ponctuellement, pour des raisons diverses, on peut avoir une absence, et elle peut tout à fait se justifier.

J'indiquais que c'était le dernier conseil de l'année. Nous nous étions vus il y a quinze jours pour la présentation de la Programmation Pluriannuelle d'Investissement (PPI). Nous nous retrouvons aujourd'hui pour des affaires, notamment le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB), mais il y a de nombreux dossiers. Je veux remercier d'emblée l'administration et l'ensemble des élus de l'exécutif, car l'intensité des conseils et des ordres du jour montre la mobilisation pleine et entière pour pouvoir faire avancer un certain nombre de dossiers qui concernent notre Métropole.

Je voudrais enfin avoir une attention toute particulière pour Nino, qui est un élève de troisième qui fait son stage avec Madame SERRANO, qui est scolarisé au collège Camille-Claudel. Je trouve ça très bien que des jeunes puissent assister à la vie de nos Institutions et mieux comprendre le fonctionnement de la vie démocratique à l'échelle territoriale. Je crois qu'il est très impressionné à cet instant et je sais ici que tous les maires ici sont impliqués pour accueillir des élèves, des classes. Ça participe de la construction de la citoyenneté.

Je vous propose de passer la parole à Madame GIMENEZ, qui la reprendra sans doute dans le conseil – assurément même –, pour faire l'appel.

*Madame Clara GIMENEZ procède à l'appel.*

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame GIMENEZ. L'appel est clos et nous avons le quorum. Nous pouvons délibérer.

*Le quorum étant atteint, Monsieur le Président déclare la séance ouverte.*

**ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 14 DECEMBRE 2021**

**Monsieur le Président**

Je vous propose d'adopter l'ordre du jour, avec deux affaires complémentaires : la première, une affaire relative aux représentations du Conseil de Métropole sur les statuts de la Régie, l'affaire n° 5 ; et une, qui sera portée par notre collègue Jean-Luc SAVY, sur la prolongation du dispositif d'aide aux Vélos à Assistance Electrique (VAE) et le lancement du dispositif « *Coup de Pouce Vélo* », sur l'affaire n° 7.

Je vous propose de mettre aux voix l'ordre du jour de ce Conseil qui comporte 71 affaires. Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

*A l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour modifié comportant 71 affaires a été adopté à l'unanimité.*

*Pour : 91 voix*

**APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Monsieur le Président**

Synthèse des décisions. (Jointe à la suite du PV)

*Le Conseil prend acte de ces décisions.*

## **AFFAIRE N° 1 : RESSOURCES - PRESENTATION DU RAPPORT ANNUEL SUR LA SITUATION EN MATIERE D'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES AU TITRE DE L'ANNEE 2021 - APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

On passe à l'affaire n° 1 et je donne la parole à Joël RAYMOND, pour présenter le rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au titre de l'année 2021.

### **Joël RAYMOND**

Bonjour à tous. Merci, Monsieur le Président. Oui, c'est un rapport important, l'égalité femmes-hommes. Les collectivités territoriales sont des actrices essentielles de l'égalité entre les femmes et les hommes. Par leur statut d'employeur, par la définition et la mise en œuvre de leurs politiques publiques, par leurs connaissances et leurs capacités d'animation des territoires, elles sont un véritable moteur de l'action publique pour l'égalité.

Pourquoi un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ? L'égalité entre les femmes et les hommes a été consacrée grande cause nationale par le Président de la République lors de son discours à l'Élysée le 25 novembre 2017. Les constats sont connus : premièrement, les inégalités entre les femmes et les hommes perdurent aujourd'hui en France dans de nombreux domaines. Deuxième point : des inégalités professionnelles femmes-hommes existent au sein des collectivités territoriales, malgré le statut de fonctionnaire. Troisièmement, les politiques menées par les collectivités peuvent amplifier ou au contraire réduire les inégalités. Il est donc nécessaire de mettre en œuvre des actions selon une approche spécifique pour corriger ces inégalités.

Même si l'égalité entre les femmes et les hommes constitue depuis 1946 un principe constitutionnel, rappelé pour la fonction publique dans la loi de 1983, force est de constater que l'égalité femmes-hommes reste en cours de construction et des inégalités persistent. Le cadre légal est venu légitimer et sécuriser l'action des collectivités territoriales en matière d'égalité et de lutte contre les discriminations. Premièrement, il y a eu la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ; plus récemment, la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019, qui impose de s'engager dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action pluriannuel. Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre un engagement plus fort et plus volontaire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations.

Si j'en viens à ce rapport, il nous présente les politiques conduites à Montpellier Méditerranée Métropole au sein de son organisation, sur son territoire, au titre de l'année 2021, même si le rapport porte, vous l'entendrez, sur les chiffres 2020, 2021 n'étant pas terminée. Ce rapport se décompose en deux parties : dans une première partie, il est fait état de la politique des ressources humaines menée en faveur de l'égalité entre les agents. À cet effet, il fait apparaître un état des lieux de la situation comparée femmes-hommes en reprenant les indicateurs du rapport de situation établi pour l'année 2020 – comme je viens de le dire, et présenté en comité technique à la Métropole lors de la séance du 1<sup>er</sup> octobre 2021. Il dresse le bilan de la prise en compte de l'égalité professionnelle dans la stratégie RH pour impulser une évolution des pratiques professionnelles et de l'équité.

On va prendre quelques exemples dans ce rapport qui montrent les bons côtés de l'égalité appliquée à la Métropole et d'un autre côté les défaillances, parce qu'il faut toujours avoir un œil juste et un regard équilibré quand on produit un rapport. Sur les côtés négatifs, je vais commencer par la page 5, où vous verrez qu'il y a de la surreprésentation des femmes dans les filières sociale, administrative, culturelle. Par contre, vous avez une surreprésentation des femmes de catégorie A qui se maintient en 2020. Côté négatif également, en page 8, sur la promotion interne : vous verrez que seulement 6 femmes ont eu une promotion interne contre 15 hommes – il y a un beau déséquilibre en cette matière-là. En termes de temps de travail, en page 9, vous verrez que la part des agents à temps partiel au sein de la collectivité, ce sont 16 % pour les femmes et seulement 2,8 % pour les hommes. On peut dire que le travail n'est pas forcément bien partagé, en tout cas pour la prise des temps partiels. Ensuite, autre point que j'ai noté négatif : c'est la rémunération – on en parle souvent – page 14. Sur les 10 plus importantes rémunérations de notre collectivité, dans le top 10, il y a seulement 2 femmes.

Sur les points positifs – il y en a quand même – sur les mouvements et les recrutements, 150 personnes, 75 femmes, 75 hommes : c'est le parfait équilibre. Page 15 également, sur la formation, vous pourrez vous rendre compte que c'est assez équilibré : quels que soient les femmes et les hommes, à moitié-moitié, ils prennent un jour de formation par an.



Je tiens à rappeler quand même que cette année 2020 – sur laquelle sont inscrits ces chiffres – est une année de transition, avec le renouvellement de l'exécutif, mais est aussi marquée bien évidemment par la crise sanitaire. Sur la base de ces 27 indicateurs que vous pouvez regarder, observer et analyser par vous-mêmes, de la page 1 à la page 18 du rapport, cela permet d'établir en tout cas un état des lieux, une photographie de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes au sein de la collectivité. Il nous aide également au dialogue et aux échanges sur la mise en œuvre du plan d'action triennal 2021-2023, plan en faveur de l'égalité professionnelle qui a été voté ici même, dans cette Assemblée le 28 mars 2021.

Au-delà des chiffres et des statistiques, la seconde partie du rapport présente les actions conduites, menées par la collectivité dans le cadre de la mise en œuvre de politiques publiques sur son territoire, et surtout cela fixe un cap, des orientations qui sont, certaines en cours, d'autres à venir. Plusieurs projets ont été mis en œuvre depuis le début du mandat, contribuant à la prise en compte de la situation professionnelle des femmes et des hommes au sein de l'Institution, à la réduction des inégalités genrées ou encore à offrir des services dédiés à certaines situations complexes ou de fragilité. Le plan égalité femmes-hommes triennal donne une feuille de route à notre Métropole, qu'il conviendra d'amender et de compléter, mais qui recense d'ores et déjà des actions aux projets en cours voire finalisés.

Je tiens à préciser que le plan d'action – si vous vous souvenez, lorsqu'on l'avait présenté – a été fait avec des volontaires, des agents, mais aussi certains élus qui ont participé à des ateliers. Je tiens à remercier tout particulièrement Madame Éliane LLORET dans cette Assemblée, qui a participé aux nombreux ateliers.

Sur les actions, je vais vous en citer quelques-unes. Pour 2020-2021, sept actions importantes :

La première, c'est le plan, bien évidemment, qui a été voté, qui est une obligation réglementaire, qui permet d'acter le projet sur trois ans, voire on peut dire même le mandat, avec sûrement des amendements qui seront portés.

Deuxième chantier : c'est celui de la ligne de gestion, avec la GPEC (Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences) prenant en compte l'usure professionnelle – qu'elle soit pour les femmes et les hommes – l'augmentation de la durée des carrières avec des interruptions de parcours pour les femmes, et la prise en compte des aspirations managériales.

Ensuite, il y a tout ce qui est promotion avec des lignes de gestion lors des Commissions Administratives Paritaires (CAP) en mettant en évidence les filières qui sont les plus féminines ou masculines et en incitant à la nomination des femmes ou des hommes, selon les cas, afin de permettre une meilleure mixité des équipes et de promouvoir les métiers genrés.

Quatrième action : le dispositif d'alerte et de signalement des violences et discriminations de toutes sortes, permettant de recenser et donc de mieux connaître ces situations, mais également d'offrir des services d'accompagnement aux agents concernés.

En point 5, la mise en place du télétravail, afin de permettre à chacun de mieux concilier vie professionnelle et vie personnelle et familiale, en complément de l'enjeu climatique. Cela oblige à repenser le rapport du travail vis-à-vis du présentiel et donc l'organisation des équipes, principalement administratives, et donc principalement féminines.

Le recrutement de l'encadrement supérieur, avec la nouvelle organisation, le macro-organigramme qui vous a été présenté au Corum dernièrement, sur lequel la Direction Générale est aujourd'hui plus équilibrée en matière de femmes-hommes, sur cet organigramme. Ça complète votre engagement, Monsieur le Président, de rompre notamment avec ce qu'il y avait par le passé en matière de directeurs, puisqu'à l'époque on ne pouvait pas dire « *Madame la Directrice* » : il n'y en avait pas.

La création également, dernier point, d'un poste égalité et diversité dédié aux trois entités, Ville, Métropole, CCAS, afin de porter et faire avancer ces dispositions. Le recrutement de ce chargé de mission est en cours.

Après la lecture de ces éléments, et pour 2022, quatre points essentiels, quatre chantiers majeurs, qui vont être conduits en 2022 et qui auront un impact sur ce rapport.

En tout cas, il engagera une bonne réflexion pour réduire les inégalités. Je veux penser notamment au régime indemnitaire, ce qu'on appelle le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP), qui doit nous amener à resserrer les écarts entre filières et notamment techniques et administratives, mais également sur certaines filières médico-sociales et culturelles, qui sont plutôt féminines. On va également poursuivre le projet du droit à la déconnexion, fortement en lien avec le temps de travail. Poursuivre les dispositifs d'entretien de mi-carrière pour les métiers à forte usure, principalement masculins à la Métropole, et si possible en renouvellement du forum des métiers conduit en 2018, qui avait permis de mettre l'accent sur les filières des métiers genrés, pour donner envie à des personnes de s'engager dans ces métiers. Enfin, une journée de sensibilisation, de l'information, autour de cette question envisagée en 2022. Elle pourrait notamment se traduire lors de la journée nationale dédiée, le 8 mars, avec des événements sportifs ou culturels.

D'autres projets, probablement, au niveau des ressources humaines pourraient voir le jour, être portés en complément, venant alimenter notre plan égalité femmes-hommes qui est dédié sur plusieurs années. Ce plan deviendra un outil, un outil de référence, permettant d'observer l'évolution de l'égalité entre les femmes et les hommes au sein de l'administration et d'évaluer ainsi les mesures engagées.

Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur le Vice-Président, pour cette présentation, qui a le mérite de pointer ce qui ne va pas, les chemins d'amélioration, et puis les points qui se sont améliorés. J'ouvre la discussion sur ce dossier, cette affaire. Madame BORNE.

### **Mathilde BORNE**

Merci, Monsieur le Président. Merci beaucoup pour cette présentation du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Comme il est écrit dans cette délibération, je cite, « *les collectivités doivent faire preuve d'exemplarité dans la démarche d'égalité femmes-hommes* ». Vous reconnaîtrez donc qu'il est inadmissible qu'en plein Conseil municipal d'une commune de la Métropole, un Maire puisse tenir des propos méprisants et sexistes et qualifier une élue « *d'hystérique* ». C'est ce qui m'est arrivé le 9 décembre dernier. Je n'ai pas de mots tant c'est choquant, indigne, inacceptable. Je tiens juste à rappeler que ce n'est malheureusement qu'un exemple de ce que chacune d'entre nous subit trop souvent dans le milieu professionnel, personnel et politique, encore en 2021. Parce qu'il ne faut jamais banaliser ce genre de propos, nous devons être particulièrement vigilants et dénoncer tous les comportements sexistes. Utiliser le terme « *d'hystérique* » pour qualifier une femme vise à décrédibiliser sa parole et à maintenir le joug d'une domination masculine. Ces comportements doivent cesser et la moindre des choses aurait été de le reconnaître et de s'excuser. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Monsieur LAFFORGUE, Maire de Castelnau-le-Lez, vous avez la parole.

### **Frédéric LAFFORGUE**

Monsieur le Président, chers collègues. On ne va pas confondre le Conseil municipal de Castelnau-le-Lez et les affaires en Métropole. Je me suis déjà exprimé sur ce sujet, j'ai répondu en Conseil municipal, j'ai transmis un communiqué de presse sur ce sujet. Je sais que chacun connaît mon comportement depuis 26 ans que je suis élu, aucune personne ne peut me faire de reproches. J'ai délégué Sylvie ROS-ROUART à l'égalité femmes-hommes dès le début de mon mandat, j'ai signé une charte d'égalité des femmes et la part féminine dans l'encadrement de l'administration de la Ville de Castelnau-le-Lez est importante. A côté, plusieurs missions ont été mises en place dans la ville : « *Castelnau donne des elles* » – je ne vais pas faire toute la liste. Pour moi, le sujet est clos : je connais mon comportement et je pense qu'il est irréprochable. J'ai juste remis de l'ordre dans le Conseil municipal de Castelnau-le-Lez en intervenant. Voilà. Je vous remercie de m'avoir donné la parole.

### **Monsieur le Président**

Merci, cher collègue. Monsieur VASQUEZ.

### **François VASQUEZ**

Président, chers collègues. Très loin de moi l'idée de m'adresser et de stigmatiser Frédéric – dont je connais le respect qu'il porte aux femmes. Je sais par conséquent qu'il ne se confond pas avec cet écart de langage.

Mais puisque j'ai délégation des déchets, permettez-moi d'évoquer les déchets de langage. Des concepts disparaissent, mais des mots qui les définissent demeurent, des mots qui heurtent, qui stigmatisent. Il faut nous débarrasser de ces archaïsmes de circonstance, de ces scories de langage qui blessent les femmes. Puisque le sexisme n'est pas dans nos esprits, il n'a aucune raison d'être dans nos formules et dans nos mots. Dans nos joutes verbales, parfois vives et particulièrement envers les femmes, opérons un tri sémantique et conservons en toutes circonstances l'élégance. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur VASQUEZ. Il y a d'autres points ? Plusieurs choses. D'abord, sur la tenue globale du débat démocratique – je saluais un jeune en classe de troisième – vous savez quel est l'état d'esprit qui est le nôtre : c'est de se respecter, de s'écouter. Parfois, l'argumentation fait que les esprits s'échauffent. Donc il faut toujours revenir à la retenue, au respect. Je crois qu'y compris, parfois, nos mots peuvent dépasser ; il faut qu'on puisse s'en expliquer, et c'est le caractère courtois et respectueux qui doit toujours présider dans nos assemblées, que ce soit dans la diversité de nos opinions, d'abord, que ce soit évidemment entre hommes, femmes, dans la diversité de ce que nous sommes. Je crois que c'est fondamental. Il y a parfois, et là il s'agit du rapport égalité hommes-femmes dans la collectivité aussi, des situations qui sont difficiles.

Je voudrais saluer d'abord le travail de Joël RAYMOND. Je l'ai dit, dans ta présentation, cher Joël : commencer par ce qui ne va pas, c'est dire le chemin que nous devons accomplir. Nous sommes là en début de mandat, il ne s'agit pas de jeter la pierre à qui que ce soit. C'est une situation qui traverse l'ensemble du pays, cette question des inégalités sociales entre femmes et hommes, et au détriment des femmes. Ça a beau être une grande cause nationale, la France a énormément de retard par rapport à d'autres démocraties en Europe, que ce soit en Allemagne, que ce soit dans les pays du Nord, et notre collectivité doit résolument prendre sa part là-dessus. Ce sont nos engagements communs dans nos positions, sur les différentes actions que nous pouvons mener.

Ça s'est traduit dans la représentation politique de la Métropole par la parité de l'exécutif, qui n'était pas une obligation de la loi, mais qui doit aller de soi et c'est une très bonne chose. Merci d'avoir relevé aussi que nous sommes passés d'une Direction Générale exclusivement masculine – c'était une réalité – à un Comité de Direction qui est maintenant majoritairement féminin et c'est une très bonne chose. D'avoir également annoncé que nous allons avoir une personne dédiée à un plan d'action sur l'égalité femmes-hommes, de lutte contre les discriminations pour l'ensemble de la collectivité, de la Métropole, de la Ville de Montpellier, du CCAS, et ça, sans doute, dans la coopération entre communes – je crois que tout le monde pourra être partie prenante – qui montre notre action. Enfin, vous l'avez annoncé, ce sera un des sujets que le Vice-Président aux finances présentera lors du budget sur le RIFSEEP, puisque ce sera un engagement budgétaire de la collectivité. Ce sera présenté le 25 janvier. Il y a là un levier d'action extrêmement important.

Enfin, je voudrais relever un point que vous avez soulevé : c'est qui prend les temps partiels, qui ne les prend pas. C'est un grand bonheur de s'occuper des enfants, pour les mamans comme pour les papas. Il faut évidemment participer à casser cette représentation et ce cliché, et nous devons y œuvrer.

En tout cas, c'était le premier point de l'ordre du jour, pour qu'on se dise les choses. Evidemment, chacun doit être exemplaire sur ces questions-là, qui sont des questions essentielles – nous avons la réalité des chiffres. Notre collègue François RIO proposera bientôt un projet. L'explosion des violences dans la société, ce sont les violences intrafamiliales. Si la délinquance sur la voie publique dans la Métropole a reculé, c'est une bonne chose – pas encore assez, naturellement – nous avons une explosion des violences intrafamiliales qui concernent les femmes, qui sont très préoccupantes. À la fois cet indicateur de l'explosion nous montre qu'elles déposent plainte et que les choses de ce côté-là avancent, et que dans nos politiques de solidarité nous allons devoir travailler pour les mettre en protection. Je dois dire que, de ce point de vue, avec Monsieur le Procureur de la République, François BELARGENT, un travail a été mené, qui permet de travailler sur l'isolement des conjoints violents et la protection des femmes. C'est encore très insuffisant.

Je mets aux voix. Non, c'est un donner acte. Très bien.

*Le Conseil prend acte.*

## **AFFAIRE N° 2 : RESSOURCES - RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES - DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES - ADOPTION**

### **Monsieur le Président**

Affaire n° 2. Je donne la parole à Monsieur Renaud CALVAT. Nous avons de nombreuses affaires liées aux finances et la plus importante dans l'exercice annuel, c'est le débat d'orientations budgétaires. Ensuite, sur le pacte financier et fiscal. Monsieur le Vice-Président, vous avez la parole.

### **Renaud CALVAT**

Merci beaucoup, Monsieur le Président. Chers collègues, nous allons échanger sur deux rapports importants : le débat d'orientations budgétaires ainsi que le pacte financier et fiscal. Comme vous le savez, le pacte financier et fiscal doit être voté avant le 31 décembre de l'année qui suit l'élection, mais nous avons souhaité – avec l'ensemble des maires – prendre un peu plus de temps pour pouvoir vous présenter un pacte financier et fiscal totalement bouclé à l'été 2022. Nous ferons ça en deux étapes : une première étape aujourd'hui et une deuxième étape en juillet 2022.

Vous avez tous reçu les grandes orientations budgétaires pour l'année 2022. Vous connaissez maintenant les traditionnels leviers de notre stratégie financière, les traditionnels deux 12 : 12 % d'épargne brute et 12 ans de ratio de désendettement et 2,5 milliards, c'est le projet de PPI que nous avons tous validé ici le mois dernier. C'est ce qui va guider notre action pendant les cinq prochaines années au niveau de notre stratégie financière : maîtriser les frais de fonctionnement pour conserver un taux d'épargne de 12 % ; avoir un recours à l'emprunt, parce que les taux d'intérêt sont très bas, mesuré, pour être toujours en-dessous du ratio de 12 ans, et nous permettre ainsi de financer les investissements nécessaires au développement de notre Métropole.

Voilà les prévisions pour les prochaines années. Ce graphique vous montre la trajectoire du taux d'épargne brute et la projection de notre capacité de désendettement. En 2018, le taux d'épargne brute était d'à peu près 25 %. Le seuil d'alerte est de 7 %. Nous ne souhaitons pas descendre en-dessous des 12. C'est donc le premier levier. Néanmoins, vous vous doutez bien que, si nous devons emprunter pour réaliser les investissements indispensables à la Métropole, cela va faire baisser notre taux d'épargne brute. Même si le seuil d'alerte est à 7, nous ne souhaitons pas descendre en-dessous de 12. Là vous avez les différentes étapes : 2021, 2022. Nous serons en 2026 à un taux d'épargne de 14, ce qui est donc le double du seuil d'alerte – c'est ce qui nous permet de pouvoir emprunter. Par parallélisme, la capacité de désendettement passera de 6 à 11,7, à 12, en sachant que le seuil maximum, le seuil d'alerte, est de 15 ans. Nous ne voulons pas dépasser les 12, pour conserver des marges de manœuvre importantes.

La question de la crise sanitaire, qui a fortement impacté les deux précédents budgets, devrait nous impacter de façon bien moindre en 2022 – nous espérons un retour à la normale. La crise sanitaire a coûté à peu près 26 millions d'euros en 2020 à la Métropole, environ 10 millions d'euros en 2021. Nous avons plutôt de bonnes prévisions pour l'année 2022. La fiscalité économique, le versement mobilité se portent mieux. Les entreprises, certainement grâce à l'action de toutes les collectivités (Région, Département, communes et Métropole), ont pu résister. Nous devrions avoir un retour à la normale en 2022, même si la prudence est de mise à la Direction des Finances, avec Vincent DOMEIZEL et toute l'équipe, parce que le variant Omicron qui arrive est encore insaisissable. Mais les prévisions que nous avons et les remontées que nous avons de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) sont plutôt bonnes sur la question des recettes fiscales en 2022.

Quelles sont les grandes orientations de la fiscalité concernant les recettes de fonctionnement ? Une hypothèse de retour à la normale en 2022-2023 – même si nous sommes prudents, toujours, et très prudents même, Monsieur DOMEIZEL – sauf pour la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), retour à la normale pour les autres taxes, mais pas la CVAE, parce que vous savez que la CVAE est calculée sur le chiffre d'affaires de l'année 2020, donc forcément avec une perte importante pour nos entreprises. Une stabilité des taux de fiscalité, donc une recette espérée de 406 millions d'euros pour l'année prochaine. Le produit des services : pas d'effet Covid-19 à ce stade ; 37 millions d'euros de recettes espérés. 55 millions d'euros de recettes espérés en dotations de l'État et 64 millions d'euros espérés en attribution de compensation, stabilité par rapport à 2021, mais je vous en parlerai dans le rapport suivant. Sur les attributions de compensation, nous sommes en discussion avec l'ensemble des maires dans le cadre du pacte financier et fiscal. Pour le financement des travaux de voirie de la ville nouvelle, nous avons toutes et tous bien conscience que le nombre d'habitants augmente lorsque le nombre de voiries augmente, d'éclairages publics, d'espaces verts le long des voiries, il faut les entretenir. Nous discutons dans le cadre des ateliers du pacte financier et fiscal à une possible

revalorisation pour la ville nouvelle des attributions de compensation des communes. Mais pour 2022, stabilité de la recette à 64 millions.

Les grandes orientations pour les dépenses de fonctionnement. Environ 510 millions pour les dépenses de fonctionnement avec des points de vigilance, qui seront compliqués à gérer pour nous dans les prochaines années, dès 2022 – et en 2023 encore plus. Sur la question des déchets – c’est un sujet que nous portons avec Monsieur VASQUEZ – nous savons que nous devons l’année prochaine prendre des décisions, parce que la fermeture du casier de Castries sans solution alternative nous coûte 11-12-13-14 millions d’euros, peut-être 15 en 2023, chaque année, avec des taxes qui vont fortement augmenter. C’est un point de vigilance important pour nos dépenses de fonctionnement. La question de la ville nouvelle – j’en ai parlé il y a quelques secondes – c’est aussi un point de vigilance. La plupart des Zones d’Aménagement Concerté (ZAC) de nos communes vont rentrer dans quelque temps – ou rentrent en ce moment – dans la gestion métropolitaine. C’est un point de vigilance sur les dépenses de fonctionnement. La Gestion des Milieux Aquatiques et Protection contre les Inondations (GEMAPI) : les travaux nécessaires à la protection des biens et des personnes sont indispensables. Nous avons ces points de vigilance sur ces trois sujets importants : déchets, ville nouvelle, GEMAPI. Pour les transports, la contribution à la TaM est stable : 70 millions d’euros prévus et l’impact de la gratuité est maîtrisé. C’est donc 9 millions d’euros pour l’année 2022, le coût de la gratuité, pour les plus de 65 ans, les moins de 18 ans et pour tout le monde le week-end. Des charges de personnel que nous maîtrisons aussi, à hauteur de 122 millions d’euros, mais avec des augmentations liées aux causes exogènes – Glissement Vieillesse Technicité (GVT), revalorisation des grilles, prime inflation, RIFSEEP, vous en avez parlé – donc forcément une augmentation des charges de personnel, mais que nous maîtrisons.

Concernant les principales dépenses en investissement, nous avons présenté il y a un mois la PPI sur les six prochaines années. Chaque année, lors du DOB, du Budget et du Compte administratif, nous ferons un état des lieux des engagements pris devant vous : qu’avons-nous pu réaliser, qu’avons-nous réalisé dans l’année dans le cadre de notre PPI ? Notre objectif pour 2022 est d’investir 400 millions d’euros – c’est ce que nous avons annoncé dans le vote de la PPI. Ces 400 millions d’euros se répartissent ainsi : 40 millions d’euros pour la solidarité, 230 millions d’euros pour les déplacements, 50 millions d’euros pour l’activité du territoire et l’activité économique, le cycle de l’eau 25 millions d’euros, l’environnement 25 millions d’euros, et les équipements sportifs et culturels 30 millions d’euros. Les principales dépenses : la ligne 5 du tramway, presque 50 millions d’euros en 2022, plus de 48 millions. Les mobilités actives – et nous sommes pleinement dans la commission que nous animons avec Frédéric LAFFORGUE et Julie FRÊCHE – les communes nous ont fait passer leurs projets de pistes cyclables, de déplacements piétonniers, et les dix premiers dossiers ont été validés ces deux derniers mois, donc nous avons à peu près 38 millions d’euros qui seront investis dès 2022 sur la Ville de Montpellier, sur les autres communes de la Métropole, sur la question des mobilités actives et des pistes cyclables. Les dossiers avancent vite, c’est une excellente chose, aussi pour le taux de réalisation. La rénovation – je cherche Clara, voilà – la rénovation urbaine quartiers Mosson, Cévennes, projet Agence Nationale du Renouvellement Urbain (ANRU) : 18 millions d’euros seront investis en 2022. La Halle de l’innovation à Cambacérès 20 millions d’euros et le projet cœur de métropole sur le patrimoine du cœur de ville de Montpellier, à peu près 9 millions d’euros seront investis en 2022.

Vous voyez les grandes orientations. Je ne vais pas vous présenter le rapport complet, vous l’avez reçu. Maîtrise des frais de fonctionnement ; le recours à un emprunt parce que les taux d’intérêt sont très bas et c’est maintenant qu’il faut le faire, mais un emprunt mesuré ; un investissement fort de 400 millions d’euros en 2022 ; et une administration qui, maintenant, est en ordre de marche : le Directeur Général des Services (DGS) a son équipe autour de lui pour justement augmenter le taux de réalisation et permettre la réalisation de ces 400 millions d’euros d’investissement. Merci, Monsieur le Président. La parole est à l’Assemblée et à vous.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur le Vice-Président. Qui souhaite s’exprimer sur ce débat d’orientations budgétaires ? Madame SERRANO, Madame DOULAIN, Monsieur MARTIN, Monsieur GUISEPPIN, Monsieur LÉVITA et Monsieur REVOL. Allez-y, Madame SERRANO.

### **Célia SERRANO**

Merci. Lors du précédent Conseil de Métropole, nous avons adopté notre programmation pluriannuelle d’investissement, qui donne un cap sur plusieurs années. Une PPI que nous allons ensuite décliner dans chaque exercice budgétaire. Cela commence dès aujourd’hui avec les orientations budgétaires du Budget Primitif (BP) 2022 qui reprennent certains axes de cette programmation.

Avant de rentrer dans le détail, réjouissons-nous de la bonne santé financière de la Métropole, qui nous permet de faire face aux conséquences de la crise de la Covid-19 tout en dégagant des marges de manœuvre pour financer des politiques ambitieuses que les élus écologistes – notamment – portent, coordonnent. Parmi les politiques ambitieuses, il y a celle en matière de déchets. C'est une politique qui se mène sur plusieurs fronts : réduction des déchets non recyclables ou non réutilisables, solutions pour récupérer et utiliser les biodéchets, soutien à la filière de l'économie circulaire. 2022 marquera le lancement de cette politique ambitieuse.

Notre Métropole doit également être en capacité de faire face à deux défis : son attractivité, qui implique une croissance démographique et des développements économiques, tout en préservant les terres agricoles, les espaces de biodiversité, les poumons verts de nos territoires. Accueillir de nouveaux habitants et nouvelles habitantes signifie aujourd'hui une plus grande densification, et non un étalement urbain. En matière économique, nous devons privilégier les activités qui s'inscrivent dans la transition écologique et qui développent un modèle économique plus résilient. Notre territoire ne doit pas tomber dans l'attractivité à tout prix et au détriment de son patrimoine naturel, de la qualité de son environnement.

Passons à un enjeu directement liés à cet accroissement de population : les mobilités. Notre politique des mobilités a pour ambition de réduire l'autosolisme, au bénéfice des transports en commun, du vélo. C'est un choix d'avenir, même si au présent il est parfois compliqué de le faire accepter. Mais c'est la seule voie d'avenir pour nos territoires, celle des équipements routiers étant celle du passé.

Nous avons de nombreux défis devant nous et nous n'hésiterons pas à les relever. Je vous remercie.

#### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame SERRANO. La parole est à Madame DOULAIN. Madame DOULAIN, Monsieur MARTIN, Monsieur GUISEPPIN, Monsieur LÉVITA, Monsieur REVOL. Allez-y, Madame DOULAIN.

#### **Alenka DOULAIN**

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues, le document de synthèse d'orientations budgétaires qui nous est présenté en cette fin d'année est sensiblement le même que celui qui avait été présenté l'année dernière – sur la forme, je trouve. Je remarque quand même une bonne nouvelle : c'est que vous avez enlevé les références à votre « *relance keynésienne* », qui était un petit peu exagérée, donc je m'en réjouis. Vous affichez en revanche toujours l'objectif de ne pas augmenter les impôts des ménages de notre Métropole, après pourtant avoir augmenté la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM), l'année dernière de plus de 10 %. Je me rappelle de déclarations surréalistes l'année dernière sur ce sujet, où des gens disaient « *mais une taxe, ce n'est pas la fiscalité, une taxe, ce n'est pas l'impôt* ». N'empêche qu'à la fin, ce sont les ménages qui trinquent. C'était sur la forme.

Mais petite remarque sur le fond, pour moi et pour le mouvement que je représente : ces orientations budgétaires ne sont aujourd'hui pas suffisantes, pas assez précises, pas assez claires pour engager ce que nous on appelle la nécessaire bifurcation écologique de notre Métropole. Je me suis longuement exprimée sur ces sujets à d'autres occasions, donc je ne vais pas y revenir longuement aujourd'hui.

Je voulais en revanche revenir sur deux points, deux questions sur lesquelles, en fait, malgré mes questions à plusieurs reprises lors de derniers conseils ou lors des assises métropolitaines, je n'ai toujours pas trouvé de réponses. Du coup, je vous les pose à cette occasion. Justement, qu'est-il prévu pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour 2022 ? Ce n'est pas forcément précisé dans votre document. Vous nous disiez l'année dernière que vous n'aviez pas le choix de l'augmenter. Est-ce qu'il est prévu de la réaugmenter ? Quelles prévisions on peut avoir sur les années qui viennent ? Ensuite, sur la PPI, vous avez présenté 443 millions d'euros sur les mobilités, dont 32 millions d'euros pour des participations à des « *grandes infrastructures* » – je vous cite. De quoi s'agit-il ? Voilà. J'ai vraiment besoin de ces éléments de réponse pour pouvoir statuer sur ce débat d'orientations budgétaires. Merci beaucoup.

#### **Monsieur le Président**

Monsieur MARTIN.

#### **Hervé MARTIN**

Merci, Monsieur le Président. Dans cette présentation de ce débat d'orientations budgétaires, il nous est présenté trois leviers, et je vais revenir brièvement sur chacun d'entre eux, mais un peu plus longuement sur

le premier.

Je commence par le troisième, quand même, qui est le plus important dans un débat d'orientations budgétaires : c'est quel investissement nous voulons faire. Je vais le faire rapidement parce que lors du dernier conseil nous avons longuement débattu de la PPI – donc on reste dans le sujet – et bien évidemment, en 2022, il s'agit de traduire ce que nous avons décidé pour la PPI, pour le mandat. J'insisterai juste sur l'importance du développement des transports en commun, c'est-à-dire les investissements prévus pour la ligne 5, les investissements prévus – et ça va être l'objet d'une délibération aujourd'hui même – sur ce que nous appelons le « *bus-tram* », le Bus à Haut Niveau de Service (BHNS). Ce sont tous ces investissements sur le transport en commun qui sont d'une importance capitale, quand on voit les difficultés à pouvoir se déplacer normalement sur le territoire de la Métropole, dans des temps normaux, à des distances acceptables.

Sur le levier n° 1, la maîtrise de la section de fonctionnement, Renaud CALVAT tout à l'heure a parlé de la maîtrise des frais de fonctionnement. Moi je veux dire – avec beaucoup d'importance, plus que la vigilance – vraiment comment nous devons agir vis-à-vis de ça. Parce que bien entendu, le levier n° 2, sur comment est-ce qu'on dégage de la capacité à emprunter, ça dépend beaucoup de ce levier n° 1, c'est-à-dire le taux des marges brutes, sur lequel évidemment le budget de fonctionnement a toute son importance. Je ne reviens pas – Renault l'a rappelé – sur la fermeture du casier de Castries, qui est une catastrophe, parce que la non-prévision de cette chose-là, de la gestion des déchets à la suite de la fermeture du casier, nous la payons cher, non seulement en termes de gestion des déchets, mais en termes de capacité à pouvoir emprunter par la suite, puisque ça agit très fortement sur les frais de fonctionnement. Mais il n'y a pas que les frais ; il y a aussi les recettes : il y a quand même un point dont on ne parle pas ou très peu, ce sont les dotations d'État, qui évoluent très peu et pas favorablement depuis de très nombreuses années. Ça, c'est un vrai problème parce que les compétences, elles, nous les avons, nous avons récupéré GEMAPI par exemple, et ça nous coûte extrêmement cher.

A un moment donné, quand on voit l'État – je dis bien l'État, je ne parle pas du gouvernement actuel, je parle de l'État, parce que c'est une succession de mauvaises décisions d'État qui ont été prises dans ce sens-là – faire des cadeaux en termes de crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) en termes de dizaines et de dizaines de milliards d'euros, pour soi-disant espérer un ruissellement dont nous n'avons jamais, jamais vu la couleur – aucun emploi n'a été créé par le ruissellement qu'on attendait du CICE. Par contre, nos investissements, eux, créent de l'emploi et on se retrouve dans quelle situation ? Nous portons des investissements, mais nous avons tellement peur des frais de fonctionnement que cela pourrait engendrer qu'on est finalement parfois frileux sur la création d'emplois derrière – ce qui est quand même un problème. Nous sommes aussi frileux sur la masse salariale, c'est-à-dire sur le pouvoir d'achat, qui est quand même la première préoccupation des Français actuellement. Quand on dit comme on le dit ici maîtriser les frais de fonctionnement, on sait très bien que c'est sur les charges de personnel que ça se situe en premier. Ça, c'est un véritable problème parce que c'est un frein à l'emploi et c'est un frein à la progression du pouvoir d'achat, alors qu'on peut aller chercher des marges de manœuvre auprès de l'État. C'est là que j'ai une demande importante : que nous, Métropole, nous devons porter un discours haut et fort au niveau de l'État, et nous devons avoir un pouvoir d'entraînement très important dans le pays là-dessus. Nous savons sur un certain nombre de sujets mener très haut certains débats publics. Nous devons le faire là-dessus.

Les charges financières, nous n'en parlons pas. La création d'un pôle public bancaire, de façon à ce que nous ayons des emprunts très peu chers – encore moins chers qu'ils sont actuellement. Moi j'aimerais bien connaître le montant de nos charges financières dans la Métropole. Là aussi ça doit rentrer en compte dans la maîtrise des frais de fonctionnement. J'aimerais avoir le montant des assurances que nous payons dans la Métropole. Et qu'est-ce que ça pourrait être si nous avions un pôle public de l'assurance dans le pays aussi ? J'estime que dans les difficultés que nous connaissons, dans la période de crise que nous connaissons aujourd'hui, nous, Métropole, devons porter très haut ce débat-là, parce que sinon, systématiquement, nous ne le ferons porter que sur les frais de personnel, c'est-à-dire sur l'emploi et sur le pouvoir d'achat, et ce n'est pas acceptable de notre part. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur MARTIN. La parole est à Monsieur GUISEPPIN.

**Serge GUISEPPIN**

Bonjour, Monsieur le Président. Bonjour, chers collègues. Les objectifs proposés sur les trois leviers qui ont été présentés restent dans la globalité, et quand il va falloir descendre dans les détails, la partie va être

beaucoup plus complexe. J'ai lu avec attention les comptes 2022 des Attributions de Compensation (AC) par commune. Je pense, et vous êtes d'accord avec moi, Monsieur le Président, que cela ne peut pas être renouvelé dans les mêmes conditions. Sincèrement, je vous souhaite bien du plaisir pour mener à bien le pacte financier et fiscal, car quand il y a des acquis, il est compliqué de remettre la balle au centre. Mais quand j'ai dit cela, je n'ai rien dit, mais tout le monde va comprendre facilement les difficultés.

Nos performances en termes de chiffres ne sont pas encourageantes – contrairement à ce que je viens d'entendre. Top 3 national sur l'indicateur fiscal en 2021, donc très forte fiscalité sur nos concitoyens. Top 2 pour l'intégration de nos compétences : je dirais que c'est plutôt bien. Mais il y a un hiatus entre le transfert de compétences et les attributions de compensation : le solde est négatif. Nous sommes avant-derniers pour notre potentiel fiscal : cela fait tache, car notre marge de manœuvre est très réduite pour espérer plus de recettes fiscales. Pour finir, nous avons le pompon : nous sommes numéro 1, et de loin, pour le cumul des dépenses de fonctionnement par habitant. Je ne peux pas vous mettre tout sur le dos. Vos prédécesseurs ont joué un rôle dans les chiffres exposés. En cette fin d'année où beaucoup de trophées sont décernés, s'il y avait une remise des prix pour les ratios de potentialité financière, nous pouvons rester tranquilles dans notre fauteuil : nous ne risquons pas d'être appelés parmi les lauréats. J'avais oublié : nous avons d'autres bienfaits, tels le soleil et les bouchons.

Blague mise à part – qui ne fait rire je pense personne – je reviens sur des sujets beaucoup plus préoccupants. On pourrait considérer qu'à ce jour notre taux de marge brute est acceptable. Mais eu égard à la programmation du pacte financier et fiscal proposée, nous avons plongé dans une situation très inconfortable. Les chiffres en fin de mandat proposés font froid dans le dos. Les négociations réalisées en son temps avec l'ancienne gouvernance ont été quelque peu généreuses avec nos communes, car comme on a pu le constater, la différence entre les transferts de compétences et les attributions donnent un résultat négatif. Ceci a quand même un effet positif pour les communes, en reconstituant indiscutablement les capacités financières de celles-ci, mais tout ça au détriment de la Métropole et au profit de la politique politicienne en son temps. Je pense que si nous continuons dans la même base, nous mettrons financièrement la Métropole au tapis, et je crains une hausse fiscale que personne ne souhaite. Si nous réalisons la synthèse, j'ai du mal à être optimiste, sauf si nous corrigeons le tir. Le fameux 12-12 sera un rêve, et le réveil en 2026 douloureux.

Pour cela, Monsieur le Président, vous devez porter des efforts sur trois priorités – et là je suis légèrement en opposition sur ce que je viens d'entendre. Je souhaite obtenir des résultats réels et sérieux sur les frais de fonctionnement. Ce qui est proposé – bien que n'ayant pas les détails – ne me semble pas acceptable. Nous devons faire beaucoup mieux pour nous permettre d'avoir plus de marges de manœuvre. J'insiste sur le sujet, car la venue du nouveau DGS était pleine de promesses et elle doit enfin porter ses fruits. Les réorganisations ne doivent pas être que des mots. À la fin, nous devons percevoir les bienfaits réels et sérieux, et voir que les frais de fonctionnement en données comparables se réduisent. Deuxième objectif : l'investissement massif programmé dans la PPI ne doit pas être diminué, quoi qu'il arrive. Troisième objectif, et je l'ai largement exposé en amont : vous devez trouver avec les AC cet équilibre financier avec les communes. La Métropole ne peut plus supporter ce déséquilibre et le financement de la ville nouvelle ne doit pas peser exclusivement sur les finances de la Métropole. Monsieur le Président, vous avez du pain sur la planche, avec en toile de fond le dossier des ordures où une solution métropolitaine s'impose, même si j'ai peur que mon message lors du dernier Conseil de Métropole n'ait pas été entendu par les maires de nos communes de la Métropole. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur GUISEPPIN. La parole est à Monsieur LÉVITA.

### **Max LÉVITA**

Monsieur le Président, mes chers collègues. J'ai lu avec une très grande attention le rapport introductif à ce débat. Page 1, on commence très bien : vous citez le rapport ARTHUIS, qui préconise le remboursement de la dette selon une trajectoire crédible, ce qui relance inévitablement la question des contrats financiers entre l'État et les collectivités – c'est Jean ARTHUIS qui dit ça, vous le citez, page 1. Mais c'est tout. Il n'y a aucune hypothèse qui suit, aucune contrainte, aucune précaution dans le débat d'orientations budgétaires. Sinon une phrase, page 4 : « *Le Budget primitif 2022 devra néanmoins envisager, au regard de la dégradation actuelle des dépenses et des conditions sanitaires, des budgets dédiés à la gestion de la crise* ». Bon. Très bien. C'est une phrase. Ça n'engage rien sur le plan de l'action.

Page 4, vous citez TaM et Montpellier Events. C'est une citation. C'est bien. Ça a été dit. Ça veut dire que vous ne les oubliez pas. Mais c'est tout. Je rappelle que la Métropole a versé à TaM, au titre de l'année 2020,



75 millions. 75 millions !

Page 8, vous annoncez un budget d'investissement pour 2022. On ne sait pas trop, parce que c'est 409 et vous annoncez 400. Au point où on en est, on n'est pas à 9 millions près... Mais 409, par rapport au budget d'investissement de 2021, qui était à 240 – il n'est plus à 240 d'ailleurs, il est maintenant à 220, après le vote de la Décision Modificative (DM) – ça fait 86 % d'augmentation. Franchement, c'est beaucoup quand même, en une année, d'autant plus que l'année va être un peu écourtée, puisque le BP n'est pas encore voté.

Page 11, je me réjouis – vous vous réjouissez aussi – du dynamisme démographique de notre Métropole, et vous avez raison, parce que c'est le véritable moteur économique de notre développement. Vous écrivez : « *Le Budget 2022 devra prendre en compte cette dynamique démographique* ». Très bien. En quoi ? Il n'y a rien qui suit.

Page 11, vous annoncez « *une coopération financière lisible et agile* » – c'est rigolo, je ne sais pas ce que c'est qu'une « *coopération agile* », mais bon, pourquoi pas – avec les 31 communes de la Métropole. C'est le cadre du pacte financier – on en parlera tout à l'heure.

Page 13, vous annoncez la stabilité du taux de fiscalité. Vous rappelez l'augmentation de la Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM) et vous créez une nouvelle taxe. Vous n'en avez pas parlé, Monsieur le Vice-Président chargé des finances : vous créez une nouvelle taxe sur les friches commerciales. Pourquoi pas. Mais c'est quand même un nouvel impôt. On le crée, il y a d'excellentes raisons à cela. Pourquoi pas. Je voudrais deux précisions. Parce que vous écrivez « *le taux est de 20 % la première année, 30 % la deuxième, 40 % la troisième* ». On ne sait pas sur quels montants ça s'applique. Si d'autres lisent le rapport – enfin il ne semble pas qu'il ait été lu, puisque personne n'a dit « *le nouvel impôt* » – je suis très intéressé par le nouvel impôt. Et deuxième point : quelle prévision ? Si vous lancez un impôt, c'est que vous avez une prévision sur le montant de la recette espérée. Vous ne le dites pas. Très bien.

Page 20. Mes collègues en ont déjà parlé, mais vous dites une « *gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement plafonnées par l'évolution des recettes réelles de fonctionnement* ». C'est intéressant. Honnêtement, ça ne me paraît pas rigoureux du tout, parce que vous espérez quoi ? 4-5-6 % d'augmentation des recettes ? Il n'est pas pensable – quoi qu'en dise Monsieur MARTIN – que les dépenses de fonctionnement augmentent autant. Je vous rappelle que nous avons été contraints dans le mandat précédent, du fait du pacte de Cahors, de limiter l'augmentation du taux d'augmentation des dépenses de fonctionnement à 1,5% et nous y sommes arrivés – ça n'a pas été sans difficulté, mais on y est arrivé, ce qui explique l'excellent état des finances dont vous avez hérité.

Page 32, vous donnez le tableau des crédits de paiement sur la période 2021-2026. Votre tableau annonce un peu moins de 1,5 milliard. Ça me paraît un peu loin des 2,5 milliards que vous nous avez annoncés dans votre PPI. Je sais bien que dans le système Autorisations de Programme-Crédits de Paiement (AP-CP) on ne met pas tous les investissements. Mais quand même, 1,5 par rapport à 2,5 : ça me paraît important.

Enfin, page 33, l'évolution prévue annoncée de la dette me paraît extrêmement inquiétante. Vous avez eu 875 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2021. Là, comme l'année est quasiment finie, on en sera à 913 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2022. Au 31 décembre 2022, 1,129 milliard. Seigneur, ça fait + 29 % par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 2021 ! Je trouve que c'est inquiétant, même si je tiens compte du fait que vous ne réaliserez pas les investissements annoncés. Mais c'est inquiétant néanmoins parce que ça révèle une indifférence à l'évolution de la dette : « *l'intendance suivra* ».

Enfin, je note que dans votre rapport, il n'y a pas une ligne sur l'Agence de Développement économique, il n'y a pas une ligne sur le Pôle santé, ce qui me paraît curieux – même dans un débat d'orientations budgétaires, je sais bien que ce n'est pas le budget, c'est un débat d'orientations budgétaires.

Au total, je répète ce que je disais l'année dernière : nous sommes dans une situation difficile, vous êtes dans une situation difficile, j'en conviens, mais je ne comprends absolument pas la stratégie que vous adoptez pour l'affronter. Le budget primitif permettra peut-être d'y voir plus clair. Je vous remercie de m'avoir écouté.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur LÉVITA. Monsieur REVOL.

## René REVOL

Monsieur le Président, chers collègues. Une remarque générale avant de parler des budgets qui concernent ma délégation – inutile de s'appesantir longuement, puisqu'on a eu déjà ce débat lors de la précédente séance. Pour moi, le critère essentiel c'est dans quelle mesure la construction du budget – parce qu'un rapport d'orientations budgétaires c'est un instrument pour construire un budget, ce débat a pour objectif d'ajuster la façon dont nous allons construire – doit correspondre à la planification d'investissement que nous avons adoptée au dernier conseil. Est-ce que nous avons des finances que nous organisons de manière dynamique par rapport à un objectif de développement, dont le centre je vous le rappelle est la transition écologique ? Où est ce que nous gérons les affaires courantes en espérant des jours meilleurs ? Je pense que c'est ça l'objectif. Il faut bien comprendre que l'ambition que nous avons votée lors de notre dernière séance nous oblige et il faudra d'ailleurs regarder le compte administratif de chaque année, pour voir dans quelle mesure il respecte la planification des investissements – et pas simplement son taux de réalisation, c'est-à-dire dans quelle mesure on le fait – parce que c'est ce sur quoi nous sommes tous attendus.

Alors, naturellement, comme nos communes, la Métropole est contrainte par le fait que ses frais, ses charges, son budget de fonctionnement ne peut pas être déficitaire. Je le rappelle à mes collègues – je le rappelle peut-être aussi à notre jeune stagiaire de troisième – l'État peut s'endetter pour ses frais de fonctionnement. L'année dernière, pour faire face à la crise de la Covid-19, il a bien eu raison de s'endetter pour assurer les frais de fonctionnement. Or les collectivités territoriales, nos communes comme la Métropole, n'ont pas la possibilité de s'endetter pour leurs frais de fonctionnement. Il y a une différence de traitement entre deux acteurs majeurs. Dans ces conditions, pour pouvoir emprunter, pour pouvoir investir, il nous faut dégager de la capacité d'autofinancement, sur nos budgets de fonctionnement. On est dans la contrainte d'une maîtrise de ces dépenses de fonctionnement. Mais moi, en tant que Maire, cette contrainte, on la reçoit tout de suite, hélas. La manière de la desserrer consiste parfois à augmenter les impôts, mais si on augmente les impôts on porte atteinte au pouvoir d'achat. Surtout que notre liberté d'administration fiscale de nos communes est de plus en plus limitée : en tout cas pour nous, à part la taxe foncière, on n'a plus rien. La Métropole s'appuie sur les taxes de nature économique qui sont importantes, mais qui elles-mêmes sont dépendantes de la conjoncture, et par là même créent une difficulté.

Dans ce contexte, l'idée de pouvoir maîtriser les dépenses de fonctionnement doit se faire. Dire « *maîtriser les dépenses de fonctionnement* » n'a pas de sens si on ne dit pas lesquelles on maîtrise. Là je partage totalement l'analyse de notre collègue MARTIN sur ce sujet – donc je ne le répète pas. Nous sommes dans un contexte où, quand on rapporte les dotations de l'État au nombre d'habitants dans nos communes, elles baissent sérieusement. Dans la dernière mandature présidentielle, elles se sont maintenues, mais de manière réelle elles ont baissé. Dans la mandature du Président précédent, Monsieur HOLLANDE, elles ont franchement baissé et tout ça a commencé avec le Président précédent. Là où on avait une Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) qui représentait autour de 12 à 15 % de notre budget, aujourd'hui sur ma commune elle est passée à 3 %, et en attendant, la commune se développe, les investissements sont nécessaires, donc il faut avoir conscience de ça.

Je suggère à votre réflexion un indice qu'on cherche à fabriquer sur notre commune. Cette maîtrise des dépenses de fonctionnement, on cherche à voir dans quelle mesure elle ne dégrade pas un certain nombre de choses essentielles. Première chose essentielle : le pouvoir d'achat des agents. Deuxième chose essentielle – qui me paraît fondamentale et qu'il faut mesurer – c'est le degré de qualité du service public rendu. Il ne faut pas que la maîtrise des dépenses de fonctionnement porte atteinte à la maîtrise de la qualité, et donc faire des efforts dans ce cadre avec ces deux objectifs. Ça c'était par rapport à ma remarque générale.

Maintenant concernant le débat d'orientations budgétaires, je souhaite que l'année prochaine – puisque nous sommes dans une année sur le plan juridique de transition en ce qui concerne l'eau et l'assainissement – nous puissions présenter en même temps une annexe au débat d'orientations budgétaires, avec ce qui concerne l'ensemble de l'eau et de l'assainissement.

Concernant l'eau potable, je vous informe que, pour l'année prochaine – ce sera à l'ordre du jour du conseil d'administration de la Régie qui aura lieu demain – nous avons augmenté le montant des investissements, ce qui est essentiellement lié à l'engagement des travaux qui ont commencé sur l'usine Valédeau. On va se retrouver avec un investissement de plus de 300 millions d'euros, qui aura lieu en plus des réseaux, en plus du reste, qui aura lieu sur l'année 2022. C'est un point important qu'il faut signaler, parce que c'est un outil au service de la Métropole. Ce n'est pas un outil indépendant de la Métropole. Il participe de la dynamique de l'investissement que nous portons tous ensemble.

Je signale au passage que depuis le passage en Régie au 1<sup>er</sup> janvier 2016, sur les six dernières années, en comprenant l'année 2021, nous avons investi en dépenses réalisées – et non pas simplement budgétairement – 80 millions d'euros. Sur les six années précédentes, nous n'avions pas atteint les 10 millions d'euros – puisque la compétence eau potable est passée au 1<sup>er</sup> janvier 2010, nous pouvons comparer ces six années. Le passage en Régie a été un véritable levier pour l'investissement dans le réseau d'eau potable.

Deuxièmement, concernant Maera, comme vous le savez, l'essentiel du travail va commencer, puisque le marché a été fait cette année, les offres ont été sélectionnées, elles sont arrivées et la sélection des offres définitives se fera fin-janvier, début-février. Là commencera un investissement qui à terme, à l'horizon 2027, sera de 150 millions d'euros, qui est une contribution majeure pour lutter contre la pollution et pour l'assainissement de notre territoire. Je pense que ce sont les leviers essentiels ; ces leviers essentiels, il faut les utiliser. Il faut voir comment nous poursuivons année après année cet objectif d'investissement, car c'est ça qui nous permettra à la fois de répondre aux enjeux de la transition écologique et en même temps de créer des emplois sur notre bassin d'emploi. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur le Maire, cher René. Je donne la parole à Monsieur le Vice-Président en charge des finances – et merci Monsieur le Vice-Président à l'eau sur la deuxième partie de votre propos.

### **Renaud CALVAT**

Je serai bref – je vous laisserai répondre aussi, Monsieur le Président – mais quelques éléments de réponse aux interventions qui viennent d'être faites sur l'augmentation des dépenses de fonctionnement que nous souhaitons – oui je le dis – maîtriser. Bien sûr que nous n'arriverons pas à tenir les 1,5 % de la contrainte de Cahors : c'est absolument impossible vu la situation actuelle. C'est même impensable de pouvoir penser qu'on peut le faire. Je vous le dis, Monsieur LÉVITA : vous avez pu peut-être le faire en 2019-2020, mais si vous aviez eu dans ce budget-là à intégrer les conséquences de la fermeture de Castries, il aurait fallu annuler énormément d'autres actions de la Métropole pour pouvoir tenir ce chiffre de 1,5 %. Alors oui, nous maîtrisons les dépenses de fonctionnement. Je le dis : nous sommes agiles et innovants. Nous n'essayons pas, nous faisons. Lorsque par exemple nous investissons dans le confort thermique des bâtiments communaux, nous baissions les factures de chauffage, nous maîtrisons les dépenses de fonctionnement. Quand nous changeons les véhicules carbonés, les véhicules à essence des services de la Métropole et qu'on passe aux véhicules électriques, on achète moins d'essence, donc on baisse les dépenses de fonctionnement. C'est pour ça que nous avons mis le paquet sur l'investissement, parce qu'il est des investissements productifs. Cet ensemble d'investissements vont nous permettre d'avoir des baisses des frais de fonctionnement, c'est cela la bonne gestion.

Nous ne devons surtout pas être passifs face à la crise qui est là. Alors, je le dis, on en parlera lors du budget : il y a des taxes ou des recettes qui sont affectées à des dépenses. C'est ainsi, certaines, c'est la loi, d'autres, c'est une recommandation et c'est la justice. Effectivement, la recette des déchets doit aller financer la gestion des déchets. Si on ne le fait pas, ça veut dire qu'on prend sur le budget général et donc on enlève de la recette. C'est ce qu'on fait encore aujourd'hui parce que l'augmentation de la TEOM n'a pas compensé l'augmentation du coût de la gestion des déchets. Si on ne le fait pas, ça veut dire qu'on enlève de l'argent qui serait utile pour la solidarité, qui serait utile pour la transition écologique, qui serait utile pour les déplacements, pour améliorer les déplacements décarbonés : ce serait une faute de la part de l'exécutif et de la Métropole.

Je voudrais ensuite rassurer certains élus, peut-être, qui ne participent pas ou qui n'ont pas été là lors de la dernière Conférence des Maires. L'ensemble des maires de la Métropole ici, tous, tous les 31 maires, nous avons toutes et tous conscience de la difficulté qui est la nôtre et du travail en commun que nous devons mener. Tous. Je vous le dis vraiment, Monsieur GUISEPPIN. On a eu cet échange-là, c'est très intéressant – je vois que vous êtes très attentif à la Commission ressources – mais nous sommes tous conscients que c'est en étant unis que nous gérerons les difficultés de la Métropole, sur la ville nouvelle, sur la transition écologique, sur la Zone à Faibles Emissions (ZFE). Il y a un esprit réel de coopération intercommunale, nous créons un espace de communauté, les 31 maires ont cela à cœur. Je vous le dis, c'est sincère, et je vous en parlerai tout à l'heure dans le pacte financier et fiscal. Nous avons déjà fait plusieurs ateliers et rencontres avec l'ensemble des adjoints, des DGS et des directeurs des finances. Je suis extrêmement confiant sur le résultat de ce pacte financier et fiscal, parce que nous avons bien compris, nous les 31 maires, que nos destins sont éminemment liés.

## Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-Président. Qu'il me soit permis d'apporter quelques éléments de réponse et de prospective à certaines remarques qui ont été données.

D'abord, c'est vrai que les frais de fonctionnement par habitant sont élevés pour Montpellier Méditerranée Métropole, c'est vrai, si on se compare à d'autres. Mais Montpellier Méditerranée Métropole est l'intercommunalité la plus intégrée de France. Les médiathèques, les piscines, la culture : tout cela est en partage – la manière dont Monsieur le Vice-Président l'a dit – par la Métropole. Attention aux effets de comparaison qui peuvent être trompeurs. Au demeurant, je crois ici que nous sommes tous attachés au périmètre du service public pour offrir aux habitants de la Métropole l'ensemble des services pour lesquels nous avons compétence. Parfois certains disent qu'il faudrait d'ailleurs un nouvel équipement à cet endroit, etc. : il nous faut gérer ce temps. Premier point. Il me semble important d'être rigoureux sur cela.

Deuxième point : la recherche des marges de manœuvre, évidemment – Monsieur le Vice-Président en a donné une et je veux insister. En ce moment nous allons être impactés, tous les maires dans leur commune, par la hausse du coût de l'énergie – je vois que tout le monde acquiesce – du pétrole, de l'électricité. De la même manière que nos concitoyens le sont, les collectivités le sont. Nous investissons et ça figure dans ce budget d'investissement pour verdir notre flotte, parce que quand on utilise des véhicules électriques, le plein c'est 5 euros, contre 50 ou 60 pour les véhicules thermiques, et ce sont des marges de manœuvre en frais de fonctionnement. Quand nous travaillons sur le plan piscine, sur la rénovation, qui fut engagé précédemment, on continue donc à investir comme précédemment. Nous permettons d'éviter que des surcoûts très importants d'énergie soient engagés, et ce n'est pas négligeable.

Nous avons également fait un choix – vous avez fait un choix – pendant la crise de la Covid-19 : c'est d'assumer le périmètre du service public. Par exemple sur les transports – ce n'est pas là-dessus, Monsieur LÉVITA que vous êtes venu nous taquiner, je vous répondrai – certains, couvre-feu 21h, plus rien. Nous, parce que nous avons les soignants, des personnels qui avaient besoin d'aller au travail, nous avons maintenu ce périmètre du service public ; ça a été le travail de TaM. Pourtant il faut financer, tout comme beaucoup de maires dans les communes ont appliqué une forme de « *quoi qu'il en coûte* » pour maintenir les écoles ouvertes, pour éviter que les habitants de la Métropole se retrouvent en difficulté dans leur vie professionnelle. C'était des choix forts qui effectivement ont impacté les dépenses de fonctionnement. Si nous avions fait le contraire, mes chers collègues, ça aurait été difficile. C'est pour cela qu'on ne peut pas se retrouver dans le 1,5% ; je pense qu'aujourd'hui ce n'est pas, Monsieur LÉVITA, votre demande. C'est le Premier ministre Edouard PHILIPPE à l'époque, qui était l'auteur du pacte de Cahors, qui a dit « *on ne peut plus* », et c'est l'effort collectif que nous avons accompli dans cette crise sanitaire, et dont nous savons encore – et en ce moment tous les adjoints à l'école dans les communes travaillent pour maintenir les écoles ouvertes – ô combien c'est difficile. On ne s'en rend pas forcément compte, mais c'est indispensable pour les parents.

Deuxième point : il y a un débat naturel dans cette Assemblée sur, finalement, le « *qui fait quoi* », notre rapport à l'État, le rapport à l'autonomie fiscale de la collectivité, notre capacité à vivre pleinement nos responsabilités et la décentralisation. Je veux ici rassurer Monsieur MARTIN – je partage beaucoup de son point de vue – il faut que les choses changent pour conforter l'autonomie fiscale, parce qu'aujourd'hui on nous demande d'assumer plus en ne créant pas la ressource qui permet d'agir mieux. Je suis un grand défenseur de la décentralisation, parce que c'est la responsabilité au plus près de nos concitoyens.

J'en viens sur ce que vous avez dit, Monsieur LÉVITA. Vous avez employé une expression : « *La situation est difficile* », que vous avez raison. Pourquoi est-elle difficile ? Bien sûr, les incertitudes liées à cette longue pandémie maintenant, mais la situation, elle est difficile et je dois vous le dire, par cette affaire sur les déchets. Cela nous coûte entre 11 et 14 millions d'euros d'exporter nos déchets, sur nos dépenses de fonctionnement. Mais, chers collègues, avec entre 11 et 14 millions d'euros, comment aurions-nous pu faire plus de services publics ou dégager des marges de manœuvre ? Je suis obligé de vous le dire avec beaucoup de gravité : oui, en cela la situation est difficile. D'où le travail que nous devons mener, colossal, titanesque, parce que ça, ce n'est pas une ardoise, c'est un boulet pour les 500 000 habitants de la Métropole qui nous est lesté. Peut-être qu'à un moment quelqu'un nous dira ce qu'il avait prévu face à cela ? Parce que cette note, on va la porter année après année, et année après année à chaque DOB, à chaque budget, nous allons en parler. On montrera d'ailleurs au budget la décision prise en 2019 et comment elle affecte les finances de la Métropole.

Quand on a raconté ça à d'autres en commission des finances de France Urbaine, on nous a parlé de décision

budgétaire « *hérétique* ». Je suis attaché en matière budgétaire au sérieux. L'année dernière, Monsieur LÉVITA, nous avons fait des choix de fiscalité : Airbnb – et celui-là, je l'assume pleinement – va commencer à produire ses effets – il faudra du temps mais ça va produire ses effets – la TASCOM. Nous l'avons fait voter et je me souviens très bien de la démonstration, on ne l'a pas faite en catimini – j'ai expliqué pourquoi nous avons fait la TASCOM, les friches commerciales. J'avais pris l'exemple du parc à ballons, où il existe un linéaire commercial qui n'est toujours pas mis en activité – il y en a beaucoup sur le territoire de la Métropole – ça crée un espace public déqualifié, une mauvaise ambiance. Les gens disent « *mais pourquoi il n'y a rien ?* ». Ensuite vient se nicher un certain nombre de problèmes. Donc on a créé cette TASCOM pour que ceux qui sont propriétaires de fonds commerciaux baissent leur loyer pour convaincre des gens de venir y créer leur activité, on a proposé ça. Monsieur CALVAT en espère 1,5 million d'euros de recettes. Je dois vous remercier Monsieur LÉVITA, parce que vous l'avez votée ! Donc elle sera dans le volet recettes et merci d'avoir soutenu ce choix de fiscalité utile. Cette TASCOM baissera et ça sera plus de recettes de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE). Vous pouvez pointer « *mais pourquoi là il n'y a pas la ligne ?* », vous le verrez lors du budget et ce sont nos choix.

Ensuite, nous investissons bien plus que précédemment. Aujourd'hui, les taux d'intérêt pour emprunter sont à 0,4 %. Jamais à la Banque Centrale Européenne (BCE) les taux d'intérêt ont été aussi bas. C'est de la marge de manœuvre, parce que les intérêts, ce sont des frais de fonctionnement, mais quand ils sont à 0,4% et que tous les prêts sont renégociés, on dégage – et là je vois encore des maires qui acquiescent – des marges de manœuvre. Et bravo, Monsieur CALVAT, dans la gestion de la dette, parce que la question c'est de ne pas être au-delà de 12 ans – et le graphique démontre que nous sommes bien loin de ce qu'on appelle le seuil d'alerte – les renégociations de dette nous ont permis de dégager des marges de manœuvre. Aujourd'hui nous aurions tort de ne pas saisir les opportunités pour emprunter, parce que le coût de la dette est extrêmement bas et notre capacité à rembourser en tenant notre autofinancement, elle est là – ça a été démontré dans l'autre graphique. Si on se compare à d'autres métropoles, nous sommes bien dans la moyenne, y compris dans la stratégie PPI qui est la nôtre. Voilà un élément qui permet de faire les choix. Si les taux d'intérêt étaient à 3 %, nous ne serions peut-être pas dans ces choix-là. Clairement. Aujourd'hui ils sont à 0,4 % donc il faut saisir cela.

Et puis, je l'ai dit lors du débat sur la PPI – je veux terminer sur les points de bonne gestion – il y a le plan de relance : 500 milliards. Il faut que notre Métropole en profite, que chaque commune en profite. Pour pouvoir être au rendez-vous du plan de relance, il faut des investissements avec des projets. D'ailleurs cela a été engagé pour essayer de soutenir la dynamique de l'emploi, la dynamique de nos entreprises – qui d'ailleurs se perçoit, malgré un contexte difficile, par une recette dynamique sur la CFE. Nous n'avons pas intérêt à fragiliser la machine économique. Nous avons intérêt à la soutenir, à la fois sur le plan fiscal et naturellement sur le plan de l'emploi, car personne ici n'a envie de se retrouver à devoir assumer – Madame GIMENEZ et d'autres collègues – des personnes en situation de plus grande précarité. Nous avons déjà beaucoup, mais il nous faut agir, d'où le choix d'investissements. Investissements parce que les taux sont bas, parce que nous avons la capacité grâce à notre autofinancement, parce que nous faisons le travail sur les marges de manœuvre. Peut-être qu'on pourrait faire un choix de réduction du service public : ce ne sera pas le nôtre. D'évolution de gestion du service public : c'est là-dessus que nous travaillons. Aujourd'hui je suis plus inquiet pour certaines métropoles – Monsieur CALVAT, peut-être, vous le montrerez sur le pacte financier et fiscal.

Nous investissons, sur un modèle plutôt keynésien – si on peut prendre les références qui sont connues de tous. Nous investissons parce que nous portons des projets nécessaires pour l'équilibre du territoire, pour maîtriser la croissance démographique, pour engager la nécessaire transition écologique et solidaire. Des projets que nous portons, qui ont été initiés et que nous aurions tort d'arrêter de payer : la Halle de l'innovation, le futur siège de l'Agence de Développement économique – pour vous répondre, Monsieur LÉVITA – et je crois que c'est une bonne chose. Ce projet a été initié par mon prédécesseur : on ne va pas arrêter de payer, on ne va pas réduire l'investissement là-dessus. Vous conviendrez, que sur la question des déplacements, nous ne pouvons pas être dans le statu quo.

Nous on se fait gronder : ça ne va pas assez vite, ça ne va pas assez vite. C'est vrai, ça ne va pas assez vite, mais parce qu'il faut du temps. Il y a beaucoup de procédures pour faire les choses, un peu trop d'ailleurs. Mais voilà, on lance la ligne 5 de tramway – je le dis toujours : si on l'avait faite plus tôt, elle aurait été à 350 millions d'euros ; là elle est à 450. Il faut la faire et cette année ce sera 50 millions d'euros engagés. Le développement des mobilités des pistes cyclables : indispensable ; c'est l'AP modes actifs, tout ça pour créer des alternatives au déplacement automobile. Continuer à accompagner nos équipements sportifs et culturels, soit pour se rénover, soit pour se développer – on en parlera lors du budget – c'est essentiel. Se protéger des

inondations : alors oui, Monsieur MARTIN, la GEMAPI, ça tombe sur nous, avec le niveau de recette qui est le nôtre – vous le savez Monsieur LÉVITA, parce que vous êtes à l’origine de la création de la taxe – parce qu’il faut qu’on protège les populations. Vous le savez mieux que personne : la recette de la taxe ne permet pas de couvrir toutes les nécessités d’investissement pour protéger la population des inondations. Nous portons les projets, nous investissons pour l’avenir du territoire.

Il y a une chose qui est certaine : c’est que dans le contexte du plan de relance de taux bas, ça crée la possibilité pour nous d’investir fortement, c’est parce qu’il y a ces indicateurs-là que nous pouvons le faire. Nous pouvons le faire pour à la fois agir sur le territoire, ce que nous gérons, mais aussi relever les défis du territoire : Mobilité, environnement, protection et lutte contre les inondations, conserver notre dynamique économique comme nos entreprises nous attendent, agir dans le domaine du sport et de la culture. Les chiffres que nous annonçons – c’est important de le dire, parce que ça a été à plusieurs fois relevé – ce fut souvent un point de débat entre nous – pas dans cette instance – mais l’exécution budgétaire, nous réalisons, alors pas autant encore que ce qu’il faudrait, mais nous réalisons – on aura l’occasion de le présenter, on est à près de plus de 10 points par rapport aux années passées. Ça veut dire que ce que nous affichons, nous arrivons à le mettre en œuvre et nous voulons que ce chiffre continue à s’accroître dans l’intérêt des habitants de la Métropole, dans l’intérêt du soutien à l’activité économique, et dans un esprit de bonne gestion, comme le montre Monsieur CALVAT.

Dans un débat d’orientations budgétaires, on peut toujours dire « *c’est plus* », « *c’est brouillon* », « *ce n’est pas ci* » : c’est le rôle de l’opposition, c’est tout à fait normal, c’est tout à fait respectable. Je crois que là nous apportons, avec Monsieur le Vice-Président, la démonstration de la soutenabilité de nos choix. Nous pointons où sont les contraintes et le point d’alerte rouge est cette question des déchets avec la décision « *hérétique* » de 2019, qui met un boulet financier dans les dépenses de fonctionnement de la Métropole. Mais nous pouvons quand même – parce qu’il y a un travail, des marges de manœuvre, des politiques publiques qui se déploient, qui se réinterrogent et qui se déploient – tenir nos objectifs. En 2026 vous pourrez voir – puisqu’on a construit une stratégie de PPI sur l’intégralité du mandat – son exécution et puis vous pourrez comparer la situation financière de Montpellier Méditerranée Métropole, qui est l’une des plus intégrées de France, avec les autres métropoles. Il faut être premier en général, mais là nous serons dans la moyenne, parce que c’est avec beaucoup de sérieux et de prospective que nous travaillons là-dessus, et notre but c’est que les projets se fassent pour pas qu’ils nous coûtent plus chers parce qu’on les a retardés, différés ou qu’on soit chaotique. Merci.

Je propose de passer au point suivant, de prendre acte que le débat a eu lieu. Qui est contre le fait que le débat se soit tenu ? Qui s’abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Je vous remercie.

*A l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.*

*Pour : 91 voix*

### **AFFAIRE N° 3 : RESSOURCES - BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES - OUVERTURE DES CREDITS AVANT L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2022 - AUTORISATION**

*Mme V. NEGRET (avec le pouvoir de M. S. DESSEIGNE) et M. R. CAIZERGUES sortent de séance*

*Mme H. EMAD sort définitivement de séance en donnant pouvoir à M. M. DELAFOSSE.*

**Monsieur le Président**

Affaire n° 3. Compte tenu du vote du budget.

**Renaud CALVAT**

C’est la délibération classique, l’ouverture de crédits pour le budget principal et les budgets annexes. Ouvrir les crédits avant l’adoption du budget primitif 2022, c’est pour vous autoriser, Monsieur le Président, à gérer la Métropole avant le vote du budget, ce que nous votons en décembre dans toutes nos communes. C’est le marronnier classique.

**Monsieur le Président**

Des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s’abstient ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 86 voix*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

## **AFFAIRE N° 4 : RESSOURCES - PACTE FINANCIER ET FISCAL DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION**

*Mme V. NEGRET (avec le pouvoir de M. S. DESSEIGNE) et M. R. CAIZERGUES entrent en séance.*

*MM S. GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. M. ALTRAD), J-L SAVY (avec les pouvoirs de Mmes MD. PARPILLON et P. WEBER) et B. TRAVIER sortent de séance.*

### **Monsieur le Président**

Affaire n° 4. Point très important. Pacte financier et fiscal.

### **Renaud CALVAT**

Merci, c'est la suite logique du DOB. Je vais vous présenter le projet de pacte financier et fiscal que nous sommes en train de construire avec l'ensemble des 31 maires de notre Métropole. Nous avons souhaité prendre notre temps justement pour être efficace, utile, construire cette envie d'intercommunalité. Plusieurs réunions sont programmées, nous avons commencé le premier travail de ce pacte financier et fiscal à 31 maires le 20 octobre, lors d'une Conférence des Maires décentralisée à Clapiers – un moment important. Ensuite nous avons animé un premier atelier le 25 novembre dernier, ici, avec l'ensemble des adjoints aux finances des 31 communes de la Métropole ainsi que les administrations et un Bureau de Métropole le 29 novembre.

Aujourd'hui nous délibérons sur le constat et la méthodologie. Nous avons un autre atelier prévu vendredi, le 17 décembre, toujours avec les adjoints et les responsables des finances des communes. Et au premier semestre, une nouvelle Conférence des Maires sur le sujet, sur la question des outils de gestion, et une délibération à l'été 2022 sur le pacte financier et fiscal définitif. Là on abordera tout : la ville nouvelle, la possibilité pour les communes qui le souhaitent, ou pas, d'investir plus lorsqu'elles ont des projets importants pour leur commune. Tout cela est en cours, dans d'excellentes conditions et tout le monde est très attentif et très attaché à trouver des solutions pour la Métropole.

Aujourd'hui, l'objectif, c'est de partager pleinement, en toute transparence les données. Je le dis : c'est une volonté aussi du Président que, lorsqu'une décision est prise, l'ensemble des élus aient connaissance de la conséquence de cette décision. Nous partageons toutes les données financières et fiscales que nous avons sur la Métropole et ses 31 communes.

Quelques éléments de contexte. Je ne reviens pas sur les leviers : on en a longuement parlé dans le cadre du DOB. Quelques éléments de contexte socio-économique de notre Métropole. Nous sommes une Métropole qui continue à attirer de la population, c'est une chance, mais cela aussi nous impose des investissements dans nos communes pour construire des écoles, des crèches, parce que ce sont nos compétences, mais aussi à la Métropole, parce qu'il faut réaliser les outils de déplacement, réaliser les travaux d'assainissement, d'eau, de voirie nécessaires à l'accueil de ces populations. Même si on sait aussi – et le Président travaille avec les présidents des autres intercommunalités – qu'il faut que la croissance se répartisse le plus justement sur l'ensemble du territoire de l'Hérault.

Nous sommes une Métropole qui continue encore à accueillir et à attirer de nouvelles populations, mais nous ne sommes pas une Métropole riche. Ce tableau vous présente le potentiel fiscal 2021 des métropoles : vous le voyez, si nous nous comparons, nous sommes en-dessous de la moyenne des métropoles, nettement en-dessous. Si nous nous comparons à Toulouse, Bordeaux ou Lyon, notre potentiel fiscal est bien plus faible. Nous avons une Métropole extrêmement intégrée – certainement la plus intégrée de toutes les métropoles françaises – c'est le fruit de notre histoire et des six dernières années passées. Mais nous ne sommes pas une Métropole riche, c'est une donnée qu'il faut avoir en tête.

En revanche, parce que justement nous arrivons à maîtriser nos frais de fonctionnement, même si nous ne sommes pas la Métropole la plus riche, nous ne sommes pas trop mauvais en taux d'épargne brute. On n'atteint pas la moyenne de 21,7 % en taux d'épargne brute, mais nous ne sommes pas loin : nous sommes à 19 %, ça dit des choses sur notre capacité à bien gérer notre institution aujourd'hui et ça donne nos marges de



manœuvre pour plus tard.

Nous ne sommes pas une Métropole riche, mais on voit, et c'est une réalité qu'il faut prendre tous en compte, que la richesse n'est pas répartie équitablement sur l'ensemble du territoire. C'est ainsi. C'est aussi le fruit d'une histoire et il faut en avoir conscience. Aujourd'hui, les deux cartes que je vais vous présenter présentent le revenu imposable moyen par habitant en 2021 sur l'ensemble des 31 communes. Le rapport est de 1 à 3. Ça dit des choses aussi sur le destin commun que nous avons et la nécessaire solidarité entre nous. On voit bien que la Ville de Montpellier a le revenu imposable moyen par habitant le plus faible de toute la Métropole.

Une carte légèrement différente, mais qui aussi dit des choses sur le développement économique. Là vous avez le potentiel fiscal 2021 par habitant et l'écart par rapport à la moyenne de la strate. On voit aussi que l'activité économique ne s'est pas répartie équitablement sur tout le territoire, d'où une nécessité d'investissements forts aujourd'hui, pour mieux la répartir et pour avoir un écart par rapport à la moyenne plus faible, parce que ce ne sera que justice pour l'ensemble des habitants de la Métropole.

Quelques éléments de comparaison entre les finances intercommunales et les finances communales. Vous avez ces trois dernières années l'évolution du taux d'épargne de la Métropole. Nous sommes passés d'à peu près 25 % de taux d'épargne en 2020 à 18. Ces deux schémas vous montrent l'évolution, le passage de l'agglomération à la Métropole. Nous avons transféré des charges dynamiques (la voirie, entre autres) et des recettes statiques (la fameuse attribution de compensation). Forcément, pour pouvoir investir, la Métropole a dû s'endetter, a dû dépenser plus d'argent en frais de fonctionnement. C'est vraiment la conséquence de la création de la Métropole, du passage de l'Agglomération à la Métropole, de 25 % à 18 % de 2017 à 2020. Je ne parle pas d'aujourd'hui ; je parle vraiment de 2017 à 2020, donc la mandature précédente. Même chose pour la capacité de désendettement qui forcément augmente à partir de 2019 – c'est tout à fait légitime.

Parallèlement à cela – même graphique pour les communes, vous avez les deux graphiques en bas – l'évolution du taux d'épargne brute consolidée des communes qui, au même moment, augmente. C'est le fruit de plusieurs décisions, bien sûr. Il y a des maires qui ont souhaité augmenter les taux d'imposition chez eux parce qu'ils avaient des projets, et donc ça a permis une augmentation de l'épargne brute, ça a permis pour certains aussi une baisse forte de l'endettement par habitant. On constate quand même, malgré tout, que le transfert de compétences des communes vers la Métropole a permis aux communes de retrouver des marges de manœuvre en investissement. Ces données-là, c'est vraiment entre 2015 et 2020, donc c'est le moment du passage de l'Agglomération en Métropole.

Nous aurions pu – ça n'a pas été le cas et c'est ainsi – lorsqu'on a construit la Métropole en 2016, créer des outils de réévaluation et d'attribution de compensations, l'indexer sur l'inflation, ou se dire qu'on fait chaque année une Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) différente. Ça n'a pas été le cas. Mais aujourd'hui, quatre ans plus tard, nous pouvons faire le bilan de cette période-là, on voit bien que les marges de manœuvre des communes ont été en partie retrouvées et que la Métropole, elle, a plus de difficulté, parce qu'elle assume de nombreuses charges. Nous vous avons aussi transmis l'évolution, et on voit bien que dans les charges de fonctionnement, les frais de fonctionnement, la Métropole prend en charge aujourd'hui, le coût pour la Métropole est de 25 % supérieur aux attributions de compensation de fonctionnement – 25 % supérieur.

C'est donc pour cela que nous avons souhaité avoir ce débat sereinement ensemble, avec les 31 maires et leurs adjoints aux finances, parce que l'objectif pour nous n'est absolument pas – et ça, nous sommes tous conscients et d'accord là-dessus – de baisser le niveau de service public. Les citoyens souhaitent que le service public soit rendu dans sa commune, peu importe que cela soit la Mairie ou la Métropole : le Maire est le représentant de la Métropole sur son territoire. Lorsqu'il faut entretenir la voirie, les espaces verts, l'éclairage public, la Métropole doit avoir les moyens de le faire parce que c'est dans l'intérêt de nos concitoyens. Nos concitoyens veulent que ça fonctionne, que ça marche.

C'est cet état des lieux que nous vous présentons aujourd'hui. Nous avons la réunion vendredi, tout la matinée, avec les adjoints aux finances, où nous allons parler de cela, du financement de la ville nouvelle, des capacités qu'ont les communes de pouvoir investir plus fortement sur la question des cœurs de ville, des centre-bourgs, de l'argent frais – comme on dit – que met la Métropole sur la question des mobilités décarbonées et des pistes cyclables. Tout sera sur la table. Nous souhaitons créer plus de souplesse dans les fonds de concours que les communes peuvent apporter à la Métropole pour la réalisation de travaux de voirie, mais avec une règle : les investissements réalisés grâce aux fonds de concours communaux entraînent une augmentation des dépenses



de fonctionnement pour la Métropole ; il faut que ces dépenses de fonctionnement soient aussi compensées par une évolution de l'attribution de compensation. Nous reviendrons vers vous après ce travail avec les adjoints aux finances que nous sommes en train de réaliser. Je reviendrai avec des propositions à faire en Conférence des Maires, puis en Conseil de Métropole, en toute transparence, comme nous le faisons maintenant depuis un an et demi, Monsieur le Président. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur le Vice-Président. Vous avez compris : pour les maires et les élus aux finances, ce document est connu, il a été beaucoup travaillé. Il faut le présenter au Conseil, c'est l'étape constat, diagnostic, qui fait clairement allusion à où se situe Montpellier Méditerranée Métropole – qui illustre ce que je disais précédemment. Je vous propose d'ouvrir la discussion sur ce sujet, s'il y a des demandes de prise de parole. Monsieur LÉVITA, puis Monsieur RAYMOND. Monsieur LÉVITA a été grand négociateur à l'époque, au moment de la création de la Métropole. Allez-y, Monsieur LÉVITA.

### **Max LÉVITA**

Merci, Monsieur le Président. Je ne suis pas là pour parler du passé. Je ne saisis pas bien ce que vous demandez exactement quand vous écrivez « *approuver le pacte financier et fiscal* ». On approuve quoi ? J'avoue que je n'ai pas bien saisi. J'ai écouté avec une très grande attention – la plus grande possible – Monsieur CALVAT. Son énoncé porte sur le futur, là je ne peux pas parler sur le futur : j'ai un document et je regarde ce qu'il y a dans ce document.

Je voudrais souligner d'abord la qualité de la première et de la deuxième partie du rapport, féliciter les services d'aboutir à ce résultat. On a une étude statistique particulièrement intéressante, sur laquelle il y a des discussions à avoir pour engager l'action. Mais ce sont des statistiques, auxquelles il faudrait joindre ce que vous nous avez donné, le rapport sur les 5 années de transfert entre les 31 communes et la Métropole, qui montre que les sommes transférées par les communes sont inférieures aux dépenses qui ont été faites par la Métropole.

Mais la troisième partie, j'avoue que je ne saisis pas bien, parce que c'est déjà voté – la CLECT, bon, ça existe. En fait, ce pacte, il est en cours d'élaboration, on est à la première étape. Mais le problème, c'est que la première étape, c'est ce qu'on a déjà fait : c'est fait, tout le monde était d'accord, tout a été voté. Ce qui est devant nous, ce sont les dossiers qui sont importants et qui sont décisifs.

Finalement, dans ce que j'ai compris par rapport à ce qui a été déclaré précédemment, il y a par exemple le financement de la sécurité dans les transports. Si j'ai bien compris, vous allez demander une participation aux 31 communes, pourquoi pas, mais ce n'est pas dans le rapport. C'est sûr qu'en 2015, quand on a fait la Métropole, on est allé très vite. Quand on va vite, il faut payer le prix de la rapidité. Donc dans l'étude, quand vous insistez sur le fait que les 31 communes sont dans une situation financière satisfaisante, ça veut dire que vous envisagez – d'ailleurs vous l'avez dit – de les faire participer selon des modalités à définir au financement de certains investissements. Mais cela n'est pas dans le rapport.

Comme je ne suis pas Maire, comme je ne suis pas membre de votre majorité, sur cet acte financier, franchement, je ne peux pas prendre part au vote. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur LÉVITA. Monsieur RAYMOND.

### **Joël RAYMOND**

Monsieur le Président, mes chers collègues, on vote le principe d'un pacte financier et fiscal entre les communes. Je pense que Monsieur LÉVITA a bien compris, mais c'est peut-être sa façon aussi de nier ce qui a été fait par le passé – et je veux y revenir parce que ça a une importance, et vous allez comprendre pourquoi.

Notre Métropole est composée de communes diverses et variées, dont notamment une certaine amplitude sur la représentation de la population de ces communes et de leur territoire. Lors du passage en Métropole, l'erreur fondamentale de nous impacter les attributions de compensation seulement sur le fonctionnement avait mis en péril certaines communes, dont les plus petites. Pourquoi ? Parce que, même si c'était 70 % des montants, ça représentait pour la Commune de Montaud 25 % de son budget de fonctionnement, alors que pour la Mairie de Montpellier, ça représentait grosso modo 10 %. Là, les pourcentages, Monsieur LÉVITA, ils ont une importance et ils impactent directement les capacités, ensuite, des communes à offrir le service public

qu'attendent les habitants de la commune et de la Métropole.

Ce pacte financier et fiscal, j'y suis favorable mais, cher Renaud – tu le sais – on ne peut pas comparer toutes les communes, comme on a pu le voir sur cet histogramme. Généralement, on fait des présentations par strate, parce qu'on sait bien qu'on n'a pas les mêmes dépenses, que l'endettement pour une commune comme Montaud ça va être une réalisation sur un mandat, quand dans d'autres communes ça va être une par an, et peut-être qu'à Montpellier ce sera bien évidemment plusieurs investissements d'importance chaque année. Ça veut donc dire que les chiffres ne sont pas tous comparables en fonction des communes. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur RAYMOND. Monsieur GUISEPPIN.

**Serge GUISEPPIN**

Rebonjour. Je suis ravi de ce que j'ai entendu, qui vient conforter un petit peu mon intervention de tout à l'heure. Je suis rassuré, Monsieur le Vice-Président, qu'entre les maires et la Métropole, tout va bien Madame la Marquise. C'est quand même pour moi une bonne chose, ne participant pas au débat, forcément c'est plutôt rassurant.

Mais je vois quand même que j'ai mis le doigt sur quelques problématiques que tout le monde constate et je dis, d'une manière assez simple : personne ne veut réduire le service public – personne. Mais à un moment, le service public, il faut le payer. Je dis que la Métropole à elle seule ne doit pas assumer cette charge, elle doit être répartie à juste titre. J'ai entendu Monsieur le Maire de Montaud et il a raison : chaque commune n'est pas comparable. C'est là l'exercice, Monsieur le Président, que vous avez : c'est de trouver cet équilibre cohérent, politique, économique pour qu'à la fin on ne réduise pas l'investissement, et qu'à la fin on ne réduise pas le pouvoir d'achat de chacun des Montpelliérains.

**Monsieur le Président**

Monsieur CALVAT, quelques éléments de réponse peut-être.

**Renaud CALVAT**

Oui, juste pour répondre, je comprends la position de Monsieur LÉVITA, mais nous revendiquons vraiment notre méthode. Vous l'avez dit tout à l'heure : vous êtes allés très vite en 2016. J'ai découvert qu'il y a eu un pacte financier et fiscal en 2016, en revanche, je n'ai pas trouvé la trace d'une seule réunion entre maires pour le préparer. Pas une Conférence des Maires, pas un atelier, pas une réunion avec des élus. Il y a eu un pacte financier et fiscal parce que la loi l'impose, le 31 décembre de l'année qui suit l'élection.

Lorsqu'on s'est réunis à Clapiers avec les 31 maires, on a décidé de prendre notre temps, parce que ce que nous construisons aujourd'hui – Michaël DELAFOSSE, le Président, et l'ensemble des maires – ce n'est pas la Métropole pour 3 ans qui viennent et puis on verra après – ce qui peut être a été fait en 2016, rapidement. Nous posons des fondations pour les 10-15 ans qui viennent. Pour créer l'outil indispensable au fonctionnement de nos communes, aux territoires, aux habitants, il nous faut quelques mois de travail en commun, pour qu'on puisse partager les données en toute transparence, partager la diversité des communes.

Monsieur le Maire de Montaud a raison, de même quand je discute aussi avec Madame la Maire de Castries, qui a un territoire extrêmement large, grand, immense, qui a beaucoup plus de routes à gérer que le Maire de Jacou qui a un petit territoire ou le Maire de Pérols qui a une grande activité économique mais qui prend des nuisances extrêmement importantes, parce qu'il a sur sa commune des équipements forts comme l'Arena, le Parc expo, qui nécessite pour sa ville des dépenses de fonctionnement ou de sûreté plus importantes que d'autres. Cette diversité dans la Métropole, c'est aussi sa richesse, cela nous impose de travailler en commun, ensemble, en toute transparence. C'est pour ça qu'aujourd'hui, ce que nous votons Monsieur LÉVITA, c'est le calendrier, le principe, la méthodologie, l'objectif, et le pacte financier et fiscal définitif vous sera proposé en juillet 2022, à la suite de tout ce travail que nous allons faire avec l'ensemble des maires de la Métropole.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur le Vice-Président. Vous avez pointé la méthode. Elle est peut-être perfectible, mais sur le sujet, les données sont les suivantes : nous avons l'intercommunalité qui est l'une des plus intégrées de France – ça a été dit tout à l'heure. Nous avons, ça a été dit et soulevé, ce qu'on appelle « *la ville nouvelle* », son extension, son nouveau périmètre. Nous avons la diversité des communes : ville-centre, 300 000 habitants, ensuite des villes de 20 000, et puis ensuite des villes, des communes de taille moindre. C'est une chance,

cette diversité de territoires. Ce que nous menons là, on fait le choix de présenter le diagnostic, de poser la méthode pour pouvoir travailler de manière transparente. Je pense d'ailleurs que ces documents – merci la presse d'être là – sont très instructifs pour comprendre les grands enjeux du territoire et financiers.

Bien sûr que se pose la question, demain, pour préserver l'autofinancement de la Métropole, de pouvoir dire comment les communes, selon une grille de répartition qui va être discutée, contribuent. Ça posera forcément – là je m'exprime en tant que Maire de Montpellier – la contribution de la ville-centre. Parce que telles que les choses avaient été décidées auparavant, selon les modalités qui appartiennent à mon prédécesseur, elles ont vocation à être redélibérées et c'est le sens du pacte financier et fiscal. On vous demande de voter sur une méthode et sur un calendrier.

Après, vous pouvez ne pas prendre part au vote. Franchement, je le regrette parce que je crois qu'il faut plutôt donner quitus, essayer. C'est l'exercice le plus difficile, parce que, qui va être le plus mis à contribution ? Il peut y avoir – pas dans cette Métropole mais ailleurs – des réflexes thatchériens, ce n'est pas simple. Là on pose le diagnostic, la méthode et, en juin-juillet – enfin nous espérons à la fin du premier semestre –, de nouvelles modalités de relations entre l'intercommunalité et la Métropole sur le plan financier pour pouvoir préserver le périmètre du service public et accompagner les nouvelles politiques publiques que nous menons. N'y voyez pas le diable dans cette méthode, au contraire, plutôt une forme de sérénité qui est nécessaire pour justement travailler pour l'avenir, y compris à l'aune des enjeux financiers que nous avons évoqués précédemment.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 77 voix*

*Abstentions : 8 voix*

*Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI*

## **AFFAIRE N° 5 : CYCLES DE L'EAU - CREATION D'UNE REGIE UNIQUE D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT - MODIFICATION DES STATUTS DE LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*MM S. GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. M. ALTRAD) et J-L SAVY (avec les pouvoirs de Mmes MD. PARPILLON et P. WEBER) entrent en séance.*

*M. H. MARTIN (avec le pouvoir de Mme E. CABELLO) sort de séance.*

*Mme C. GIMENEZ (avec le pouvoir de Mme A. SAURAT) sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir (le pouvoir de Mme A. SAURAT est annulé).*

### **Monsieur le Président**

Monsieur CALVAT, les grosses délibérations vous concernant sont finies. Mais il vient à Monsieur REVOL de nous présenter plusieurs délibérations. D'abord la délibération n° 5 sur la modification des statuts de la Régie.

### **René REVOL**

Très bien, Monsieur le Président, assez rapidement, mais c'est une délibération importante. Il y a un an, nous avons ouvert le débat sur le mode de gestion. Le 29 mars dernier nous avons adopté ici en Conseil de Métropole le fait de constituer une Régie à personnalité morale, à autonomie financière élargie à tout le secteur de l'assainissement des 31 communes.

Depuis, le travail a été intensif pour définir avec précision le périmètre de cette Régie. C'est-à-dire assainissement collectif, assainissement non collectif, la ressource en eau – qui sont des compétences qui sont transférées à la Régie – mais également nous confions à la Régie quelque chose dont elle ne peut pas assurer directement la compétence. Ce sera une délégation de la part de la Métropole, ça concerne le réseau de défense incendie. Ainsi, nous créons un outil qui est une Régie complète avec externalisation partielle, qui a pour objectif de répondre aux grands enjeux des années qui viennent, qui seront des années où la pression hydrique

sur la ressource en eau sera importante et on aura beaucoup de travail à mener.

Le deuxième chantier qui nous a occupés depuis le mois de mars, c'est effectivement le transfert du personnel, et vous savez que nous avons choisi de faire cela sur la base du volontariat avec un dialogue social soutenu. Ce travail a abouti à des accords de méthode, autant au niveau du personnel de la Métropole qu'au niveau du personnel de la Régie. Je me félicite de ce travail et je tiens ici à remercier Joël RAYMOND, Vice-Président ressources humaines, qui m'a accompagné dans ce travail de ressources humaines tout à fait essentiel.

À partir de là, les statuts qui vous sont proposés aujourd'hui permettent d'une part l'élargissement effectivement aux compétences que je vous ai dites, mais ce qui est important dans ces statuts, c'est la gouvernance qui se met en place. Le premier acte de cette gouvernance c'est que la Régie n'est pas quelque chose de séparé de la Métropole : c'est un outil au service de la collectivité publique. C'est pour ça que nous allons adopter dans les mois qui viennent un document d'orientation stratégique, par lequel la Métropole fixera la feuille de route de la Régie, qui sera chargée de la mettre en œuvre – c'est extrêmement important.

D'ailleurs, la deuxième délibération – que je vous présenterai peut-être avec la même intervention pour aller un peu plus vite – concerne un document d'orientation stratégique qui concerne la tarification. De la même manière, c'est la Métropole qui définit l'orientation, ensuite la Régie la met en œuvre, et on jugera chaque année le bilan de cette mise en œuvre.

La deuxième chose consiste au fait que les régies avec personnalité morale sont dirigées par des conseils d'administration, dans lesquels la loi nous permet d'introduire non seulement les représentants du Conseil de Métropole – ils sont obligatoirement majoritaires d'après la loi – mais également un autre collège qui représente à la fois les associations environnementales, d'usagers, également les personnalités qualifiées, car nous avons un partenariat très étroit avec la recherche et l'université sur Montpellier, et des représentants du personnel. Le nouveau conseil d'administration passe ainsi de 20 à 24. Il y a 2 élus supplémentaires concernant le Conseil de Métropole et 2 élus supplémentaires, l'un concernant la personnalité qualifiée et l'autre représentant le personnel.

Je signale à cette occasion que la Régie de Montpellier va être la seule régie en France où le personnel est représenté par 2 représentants avec voix délibérative. Beaucoup de régies ne leur donnent qu'une voix consultative. Ce progrès social est important à manifester, parce qu'ils sont très présents dans ce conseil d'administration et jouent un rôle tout à fait essentiel.

Dans les désignations qui seront faites ce soir, on vise uniquement à compléter le conseil d'administration tel qu'il est, mais au cours de l'année prochaine sera réélu un conseil d'administration nouvelle formule, permettant de couvrir les 31 communes. Comme ce conseil d'administration ne permettra pas de couvrir les 31 communes et qu'on est dans l'obligation que ce soit les conseillers métropolitains qui soient dans le conseil d'administration, nous proposons une deuxième structure de gouvernance, qui est une conférence territoriale, qui est importante, puisque dans cette conférence territoriale les 31 communes seront représentées.

J'ai des demandes de nombreux maires qui me disent avoir dans leurs conseils municipaux des élus tout à fait engagés et impliqués sur les questions du cycle de l'eau et qui souhaitent participer, et qui naturellement ne sont pas membres du Conseil de Métropole. Les maires pourront parfaitement se déléguer, et cette conférence territoriale – dont nous donnons l'obligation d'une réunion annuelle – peut peut-être, éventuellement, se réunir plus souvent, mais ça sera un lieu d'échange et de travail dans le détail. Pour avoir visité plusieurs communes de la Métropole, tant sur les questions d'assainissement que sur l'eau, je sais qu'il existe une démocratie de l'eau et des élus qui, sur le plan local, connaissent très bien leur territoire et qui nous apportent souvent leurs compétences. Voilà le dispositif que prévoient ces statuts, pour pouvoir les mettre en œuvre au cours de l'année 2022, car je vous rappelle que la Régie sera opérationnelle le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Quelques mots maintenant concernant la tarification.

**Monsieur le Président**

L'affaire n° 6.

**René REVOL**

Là aussi, au cours de l'année 2022, la Régie va être amenée à établir la tarification qui sera appliquée au 1<sup>er</sup> janvier 2023. Nous n'avons pas voulu bousculer le fonctionnement et surtout les finances de la Régie tels

qu'ils existent aujourd'hui par une décision hâtive et nous avons créé un cadre, fourni par cette délibération. Cette délibération nous dit que nous devons aller vers une tarification solidaire et écologique. La tarification solidaire consiste à faire que tous nos concitoyens puissent avoir un accès à l'eau, quel que soit leur revenu, quelle que soit leur situation. La loi – je le regrette – a supprimé la possibilité d'utiliser les premiers mètres cubes de manière gratuite, mais nous pouvons faire que les premiers mètres cubes soient les moins chers possible, puisque ce sont les mètres cubes qui permettent la survie humaine.

Et puis la deuxième chose, c'est la tarification écologique. C'est-à-dire que c'est une tarification progressive. Naturellement, cette tarification progressive s'appliquera aux compteurs individuels – car aux compteurs collectifs, ce serait profondément injuste. Cette tarification progressive fait que nous « *taxerons* » plus cher, quelque part, par le prix, les usages dispendieux de l'eau. Cela concerne naturellement les particuliers, mais ne l'oublions pas : dans ma commune, le plus gros consommateur d'eau, c'est une entreprise qui fait 25 % de la consommation d'eau de toute la commune.

Il faut qu'il y ait aussi une gestion par les collectivités locales : certaines d'entre nous sont engagées dans des politiques d'économie d'eau, et qui doivent se traduire dans les chiffres maintenant, dans les réalisations. Il faut valoriser ceux qui économisent l'eau et qui la gèrent de manière optimale pour préserver cette ressource à venir. Avec cette tarification, nous pouvons maintenir les moyens financiers identiques à la Régie, pour qu'elle soit à même d'assurer les investissements qui viennent.

Comme je l'ai dit tout à l'heure dans mon intervention budgétaire, depuis 2016 nous avons pu baisser le prix de l'eau de 10 %, et ensuite il n'a pas augmenté depuis 2016 – c'est-à-dire qu'en termes réels il a baissé, globalement dans les tarifications actuelles. Cela ne nous a pas empêchés, grâce aux avantages que donne l'organisation en Régie, de multiplier par 8 quasiment, le montant des investissements globaux, et d'avoir un taux d'endettement qui est de 0. Naturellement, nous allons emprunter pour l'année qui vient – il n'y a aucune difficulté pour trouver les prêts qui correspondent à cette situation financière très favorable. Nous allons investir sur Valédeau, sur également la préservation de la ressource et vous verrez que dans les délibérations que nous avons au cours de cette soirée – notamment sur l'étude de la ressource – nous avons des moyens techniques qui se mettent en œuvre et qui sont relativement importants.

Je précise aussi qu'il y a une proposition qui est à l'intérieur, qui peut être mise en œuvre l'année prochaine si la situation sociale s'aggravait. C'est qu'à partir du moment où vous faites une tarification progressive, vous taxez plus ceux qui consomment plus d'eau. Or parfois c'est lié à la taille du ménage. En conséquence, nous avons mis au point un système de versement d'un « *chèque eau* », qui ne serait pas un versement automatique. Nous travaillons avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), qui trouve l'idée tout à fait intéressante. Nous définirons le niveau de quotient familial qui permet de faire ce versement, ce qui permettra aux familles d'avoir une compensation importante qui fera baisser le coût de l'eau dans leur budget. Il faut savoir que l'eau, comme l'électricité, comme les loyers, ce sont des dépenses contraintes, et que dans une Métropole où nous avons 17 % de taux de pauvreté – dans une ville comme Montpellier, on est 26 % – cette préoccupation doit être centrale. Je vous remercie de votre attention.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur le Vice-Président, de porter ce dossier avec passion, comme l'illustre votre présentation des délibérations. Je propose d'ouvrir la discussion. Madame BORNE, bien sûr. Peut-être sur le volet global ?

### **Mathilde BORNE**

Oui, oui, bien sûr. Merci, Monsieur le Président et merci, Monsieur REVOL, pour cette présentation très exhaustive.

Je souhaitais intervenir en fait pour souligner justement ma profonde satisfaction concernant l'élargissement de la compétence de la Régie unique d'eau potable de d'assainissement et la mise en place de ces statuts – comme je vous l'avais déjà dit lors des débats précédents. C'est en effet un acte fort et, comme indiqué, qui permettra de garantir la transparence et la maîtrise du prix de l'eau, et d'assurer une gestion durable de la ressource. Comme vous l'avez dit, l'eau est une ressource précieuse et fragile qu'il est nécessaire de maîtriser et de préserver. Une vision globale de la gestion de cette ressource s'impose donc. Elle nécessiterait une action cohérente à l'échelle aussi de la Métropole, et donc de travailler à envisager l'incorporation de toutes les communes de la Métropole dans cette Régie unique, pour justement plus de cohérence.

Je me félicite encore une fois de cette décision de Régie unique, tout autant que je déplore la décision prise

par le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) de prolonger jusqu'en 2034 une délégation de service public pour l'eau potable et la manière dont celle-ci a été prise. Je reviendrai plus tard dans ce Conseil sur ce point, lors d'une prochaine délibération. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci, Madame BORNE, pour votre intervention. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Madame GALABRUN, Jackie.

**Jackie GALABRUN-BOULBES**

Oui, merci beaucoup. Je voudrais remercier René, parce que mettre en place cette réunion annuelle où les 31 communes pourront être représentées, c'est quelque chose de très fort. C'est pour cela entre autres que j'avais voté contre la Régie de l'assainissement, parce que je disais qu'il y avait un problème de représentativité des élus au sein du conseil d'administration de la Régie de l'eau. Si ça permet à des conseillers, à des gens qui aiment ce travail-là, de pouvoir venir nous épauler, nous en tant que maires, ce sera très bien dans la représentativité.

Juste un petit bémol, vous le savez, je l'ai dit l'autre fois : je regrette que pour les 2 membres élus qui sont rajoutés dès à présent dans le conseil d'administration, il n'y ait pas de membres qui ne soient pas issus de la Régie de l'eau, pour préparer cette Régie justement d'assainissement. C'est juste mon bémol, donc je m'abstiendrai. C'est sur le point 6 je crois, je n'ai pas l'ordre du jour, juste pour la représentativité. Merci.

**Monsieur le Président**

D'autres demandes de prise de parole ? Je voudrais bien poser qu'on va proposer tout à l'heure, sur l'affaire complémentaire, Monsieur PENSO et Madame TOUZARD pour le conseil d'administration, puisque ce sont des communes qui ont délibéré pour intégrer la Régie – c'est cette représentation. Merci beaucoup, chère Jackie, Madame le Maire, pour ce que vous avez relevé, et c'est vrai que – nous on l'a vu tous aux assises métropolitaines, c'était une première, que nous avons tenues au Corum – il y a des élus municipaux dans les communes, très impliqués sur ces questions, qui ont forme d'expertise acquise. Ça permettra d'avoir ce temps collectif autour des enjeux, je pense que ce qu'a proposé Monsieur le Vice-Président est une très bonne chose.

Je voudrais insister – René l'a bien présenté, mais marquer l'importance – nous allons vers un tarif d'écoresponsabilité de l'eau et une tarification sociale. Ça participe du bouclier social que nous devons mettre, car le prix de l'eau est un coût pour des ménages qui sont extrêmement fragiles – on évoquait les femmes seules avec enfants, les familles avec plusieurs enfants, les retraités avec petite pension. Aujourd'hui on paye le prix de l'eau de la même manière pour le premier litre que pour une consommation extrêmement importante à titre personnel.

Nous devons aller vers un mécanisme de responsabilité : c'est ce que propose la délibération rapportée par Monsieur le Vice-Président. Parce que la ressource en eau – je l'avais dit lors de mon propos après que vous m'ayez donné votre confiance à la tête de la Métropole – c'est un des plus grands défis qui est posé pour notre territoire. Nous devons travailler sur la responsabilisation : elle ne peut pas être consommée sans prendre la mesure que la ressource se raréfie. Nous gagnons des habitants : c'est ainsi, nous devons être hospitaliers, mais la ressource en eau, il faut en permanence la sécuriser. Elle est nécessaire – chère Isabelle [Touzard] – pour les deux tiers de la Métropole dont le potentiel agricole est extrêmement important, elle est nécessaire pour notre propre sécurité collective. C'est pour cela que nous allons travailler sur ce tarif.

Cette question de la responsabilité, elle est importante, celui qui est vertueux dans son rapport à la consommation doit payer moins, parce qu'il prend soin de la ressource. Si on a un rapport irresponsable, alors on doit contribuer davantage et ainsi financer des dispositifs, notamment d'innovation, sur l'usage des eaux grises, qu'on peut recycler et pour lesquelles toutes les équipes de la Métropole – que je veux saluer – sont extrêmement investis. La délibération n° 6, elle prépare ensuite des décisions effectives au mois de juin-juillet – tu acquiesces, cher René – sur la mise en œuvre de ce tarif d'écoresponsabilité, qui est indispensable à la fois pour protéger les habitants de la Métropole les plus fragiles et pour préserver la ressource en eau. C'est un changement de modèle que nous allons engager sur la question du prix de l'eau.

Je mets aux voix l'affaire n° 5. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Abstentions ? Contre ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 75 voix*

*Contre : 6 voix*

*Ont voté contre : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.*

*Abstentions : 5 voix*

*Se sont abstenus : M. Jean-Noël FOURCADE, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Nathalie LEVY, M. Julien MIRO, Mme Sylvie ROS-ROUART.*

## **AFFAIRE COMPLEMENTAIRE N° 1: HORS COMMISSION - REPRESENTATIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - DESIGNATIONS - APPROBATION**

*M. J. RAYMOND sort de séance.*

### **Monsieur le Président**

Affaire complémentaire, comme je l'ai indiqué en début de Conseil. Il s'agit de désigner les représentants de la Métropole à la Régie des eaux : Madame le Maire de Murviel-lès-Montpellier et Monsieur le Maire de Clapiers – Monsieur PENSO et Madame TOUZARD – et une personnalité qualifiée qui est en lien avec la recherche, Madame MONTGINOUL, qui est à l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture.

Je vous propose de voter à main levée.

Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ?

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

### **Ont été élus :**

*Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole :*

- *Madame Isabelle TOUZARD et Monsieur Eric PENSO (élus titulaires)*
- *Madame Marielle MONTGINOUL, Institut national de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture - IRSTEA (personnalité qualifiée titulaire)*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

*Abstentions : 3 voix*

*Se sont abstenus : Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOU, M. Guy LAURET.*

## **AFFAIRE N° 6 : CYCLES DE L'EAU - PRINCIPE DE TARIFICATION DE L'EAU POTABLE SUR LE PERIMETRE DE LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - DEMANDE DE MODIFICATION POUR UNE TARIFICATION PLUS SOLIDAIRE ET ECOLOGIQUE - APPROBATION**

*M. H. MARTIN (avec le pouvoir de Mme E. CABELLO) entre en séance.*

### **Monsieur le Président**

Affaire n° 6. C'est la délibération sur le principe de tarif d'écoresponsabilité sur lequel dorénavant la Régie va travailler et nous présentera ses conclusions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 87 voix*



## **AFFAIRE N° 7 : AMENAGEMENT DURABLE - CREATION DE LIGNES DE BUSTRAM SUR LE RESEAU TAM - PROGRAMME D'OPERATION, ENVELOPPE FINANCIERE ET MODALITES DE CONCERTATION - APPROBATION**

*MM. J. RAYMOND et B. TRAVIER entrent en séance.*

*M. Y. PELLET entre en séance (le pouvoir donné à Mme C. VASSAS-MEJRI est annulé)*

*M. J-L. MEISSONNIER (avec les pouvoirs de Mme S. MONIN et de M. A. MOYNIER) sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir (les pouvoirs de Mme S. MONIN et de M. A. MOYNIER sont annulés).*

### **Monsieur le Président**

Affaire n° 7. Il s'agit d'une délibération qui pose le principe de ce mot, ces quatre lettres qu'on utilise, que sont les Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) – je vais en faire une présentation aussi complète que possible. Mais c'est un dossier que Madame FRÊCHE a beaucoup suivi, en rencontrant de nombreux maires, pour beaucoup de collègues, ce dossier est extrêmement connu. Le 4 janvier, nous en ferons une présentation grand public par une conférence de presse. Nous aurons l'occasion d'y revenir, mais nous souhaitons délibérer maintenant pour que les premiers investissements commencent sur le budget 2022.

Evidemment, les enjeux sont écologiques. Il nous faut absolument réduire les émissions de CO<sub>2</sub> et la pollution dans l'air que nous respirons à l'échelle de la Métropole – nous en reparlerons d'ailleurs le 25 janvier, puisqu'on aura une délibération spécifique sur la qualité de l'air. Nous avons également ce défi d'offrir des alternatives au déplacement automobile. Je rappelle que, jusqu'en 2020, ce sont près de 6 000 véhicules supplémentaires chaque année qui entraient dans la ville-centre. Il faut permettre aux habitants d'avoir des alternatives à la voiture, par des systèmes de transport en commun qui se développent, et c'est l'idée des BHNS. Ça s'inscrit dans la stratégie mobilité 2025, sur laquelle nous avons délibéré.

À Montpellier, dans la Métropole – et qu'il me soit permis de rendre hommage au choix de Georges FRÊCHE à l'époque et des élus qui l'ont accompagné – il a été fait le choix de développer un réseau de tramway ces 20 dernières années, qui est une sorte de grande fierté pour le territoire, un objet très approprié par les habitants de la Métropole. Ceux qui vivent à proximité et ceux qui utilisent les parcs-relais et ceux qui viennent d'ailleurs l'utilisent de manière très conséquente. Nous continuons ce choix du tramway avec la cinquième ligne, avec le prolongement de la ligne 1 vers la gare Sud de France. C'est ce que nous ferons, ce sont les investissements que nous avons programmés. Le coût du tramway est élevé : on ne peut pas compléter de cinq lignes supplémentaires, ce ne serait pas soutenable financièrement. Déjà, c'est un choix très fort que nous faisons.

Ce que nous souhaitons développer, en plus du tramway, c'est un équivalent tramway, à travers les bus, les bus à haut niveau de service. L'idée – ça existe dans d'autres villes : à Grenoble, à Nantes, à Dunkerque, à Nîmes – ce sont des bus à haut niveau de service, et qui peuvent plus facilement se mouvoir dans un certain nombre d'axes, dont on peut améliorer la fréquentation s'ils sont lisibles. Je mets les potentiels que nos équipes estiment sur à la fois le nombre de kilomètres parcourus, le nombre de voyageurs que nous pouvons récupérer. Ça s'inscrit évidemment dans la politique de gratuité des transports, pour rendre résolument attractifs l'ensemble des transports en commun que nous mettons sur la Métropole. La police des transports : ça a été évoqué.

Les bus à haut niveau de service, ça va être des chantiers supplémentaires et ce sont des chantiers que nous pouvons mener de manière assez rapide – évidemment entre maintenant et 2025 – qui visent à travailler sur une autre répartition de l'espace, au profit de voies dédiées réservées au bus, pour que celui-ci ne soit pas prisonnier des embouteillages. Vous avez sur le schéma l'exemple de partage vers lequel nous souhaitons arriver : des bus en insertion centrale, sur certains axes, qui ne se retrouvent pas prisonniers dans la circulation automobile. En opérant ce partage de voirie, ça nous permet aussi de tracer de la piste cyclable et de pouvoir végétaliser là où ça manque – et il y a beaucoup d'endroits où ça manque. Ça permet de requalifier et de repartager l'espace public, pour que le bus soit plus performant, plus efficace et donc davantage fréquenté.

Je voudrais ici publiquement – je l'ai dit dans le *Midi Libre* – expliquer pourquoi nous avons dans certains endroits tracés du jaune – avenue de la Justice de Castelnau, Henri-Mares, ... – : on préfigure le futur bus à haut niveau de service. Je précise aussi que ces voies dédiées pourront être utilisées par les véhicules de secours, les forces de sécurité (police, pompiers), et permettent d'améliorer la protection des populations : d'ores et déjà, les préfigurations des voies jaunes actuellement ont permis d'améliorer l'efficacité d'intervention de 25 minutes à 13 minutes, et croyez-moi, pour les pompiers, ça n'est pas rien pour éviter ce



qu'on appelle « *les pertes de chance* ».

L'intérêt des bus à haut niveau de service, c'est une régularité et une performance, être sur un mode équivalent tramway. En effet, couloirs dédiés ; mais aussi, quand il arrive, le feu passe au vert. C'est-à-dire que, le bus arrivant, aussitôt il devient prioritaire pour pouvoir franchir un carrefour. On améliore la vitesse de transport des voyageurs qui font le choix du bus.

Deuxième aspect : une amplitude horaire élargie. Aujourd'hui, quand vous habitez le long du réseau de tramway, tout va bien. À 5 h le matin, les premiers trams démarrent pour amener les gens à leur travail, et jusqu'à plus tard le soir. Nous allons aller vers une amplitude horaire élargie : là il est indiqué 4 h 30 - 23 h ; c'est un ordre de grandeur. Mais en gros, nous allons aller vers le nocturne, parce que souvent le bus s'arrête, ou il en passe seulement un jusqu'à 22 h.

L'idée aussi, c'est une fréquence attractive, c'est-à-dire cadencée. Les bus, tout le monde connaît, les utilisateurs connaissent ces anecdotes : 9 h 23, 9 h 37, 9 h 51 ; bref, ce n'est pas lisible. Dans les communes de la Métropole, on est parfois plus excentré, en deuxième couronne notamment, nous sommes sur un horaire qui n'est même pas régulier quand c'est une fois par heure. Là l'idée, c'est de cadencer. Il y a une perception d'un tramway toutes les 5 minutes sur la ligne 1, 6-8 minutes, mais on sait qu'il y a une régularité. Donc c'est un service équivalent tramway, qui pendant les heures de pointe est aussi performant. Nous allons mailler tous les 500 mètres des stations de bus à haut niveau de service, et – je l'ai dit, mais il faut bien insister – aménager des voies de bus, priorité au feu.

Évidemment, des stations qui seront adaptées, lisibles. Ce n'est plus l'arrêt de bus posé comme on peut le connaître. Il y aura un aménagement spécifique, parce que certains bus seront articulés, d'autres mono, mais peut-être qu'à terme nous irons – selon le succès de ce réseau – vers des bus articulés. Des stations aménagées, à l'image des stations de tramway et puis performantes pour le service public, pour les personnes en situation de handicap – car là également, pour l'usage du bus, c'est extrêmement difficile. Avec évidemment l'ombre, la protection face aux intempéries, la bande de guidage – j'en ai parlé – l'affichage en temps réel, comme une station de tramway.

Voilà en synthèse ce que j'ai indiqué. Le matériel roulant se rapproche d'un tramway, totalement décarboné et spécifique aux lignes de bus à haut niveau de service. Il y a nos bus actuels, ce réseau va lui-même être réinterrogé – on aura l'occasion d'y revenir – mais nous aurons des bus spécifiques. Pour marquer cela, un artiste accompagnera ce nouveau service pour l'illustrer de manière emblématique, comme nous l'avons fait auparavant pour le tramway. Nous allons lancer 5 lignes et nous demanderons à un artiste de travailler sur les 5 lignes avec des thématiques – il y va là d'un choix.

Voilà ce que sera le réseau, sur lequel le dialogue a été engagé avec l'ensemble des maires qui sont concernés. Fait extrêmement important, c'est évidemment l'ampleur du réseau que nous voulons déployer : 57 km de lignes ; 35 aménagés en site propre, donc 35 km où les bus ne seront pas dans la circulation, pas prisonniers des embouteillages ; 104 stations de bus à haut niveau de service ; et au total près de 100 000 nouveaux habitants desservis par un dispositif de transport en commun en site propre. Sera créée, acquise par la Métropole une flotte de 60 bus à haut niveau de service.

L'enjeu est le suivant : que nous passions à 90 % des habitants de la ville-centre avec une offre de bus à haut niveau de service. Ça veut donc dire que dans plein de quartiers de la ville-centre où les gens sont obligés de prendre leur voiture pour souvent des déplacements inférieurs à 2 km – et ils sont très nombreux dans Montpellier – il y aura là une alternative. Je pense par exemple au quartier des Cévennes – là je vais un peu pointer – aux habitants des Hauts de Massane, pour lesquels le sentiment d'enclavement est fort et à travers eux, aller vers Grabels. C'est desservir sur la Ville centre des grands sites comme ICM, qui sont des points importants d'emploi – il y a près de 600 personnes qui y travaillent. Ou enfin, à travers la ligne 1, celle qui fera Castries – Place de l'Europe, desservir avec un site de transport en commun performant la zone d'activité du Millénaire – qui aujourd'hui est une véritable hérésie d'aménagement, car il y a de l'activité économique sans accompagner les gens pour aller travailler, ce qui oblige à prendre son auto : là, une réponse.

J'ai un peu parlé de la ville-centre, mais pour nous c'est faire Métropole, puisque 70 % des habitants de la Métropole seront à proximité d'une ligne de bus à haut niveau de service. Vous allez me dire : qu'est-ce qu'on fait pour les 30 % d'autres ? À cet instant, mon ami Yvon PELLET arrive. Il y a par exemple la délibération que nous avons prise sur le covoiturage et le schéma de développement des aires de covoiturage que nous

entendons développer.

Nous allons faire un gain significatif – je me tourne là vers les maires à la fois de l'est et de l'ouest – pour pouvoir améliorer l'offre de transport collectif dans la Métropole. La ligne 4, qui concernera l'ouest, dont vous avez le tracé ici, ira se rabattre pour rejoindre la ligne 5. La ligne 1 va utiliser – nous sommes en discussion avec le Président FARANDOU – l'ancienne voie de chemin de fer en site propre pour faire passer le bus à haut niveau de service, pour atteindre Sablassou, qui est un pôle d'échange multimodal, et rejoindre la place de l'Europe. Vous avez ici le tracé, il aura l'occasion d'être précisé après, station par station, mais c'est celui qui a été discuté.

Dernier petit point : le calendrier. Le 4 janvier, nous ferons une conférence de presse. Je le dis à l'ensemble des journalistes – qui je vois utilisaient des petits appareils photos pour récupérer ces informations très précieuses – on aura un temps de présentation avec un certain nombre de films qui montrent comment ça marche, et qui annonceront aussi le lancement de la concertation sur la localisation des arrêts, peut-être quelques remarques sur le tracé.

Nous allons commencer avec les partenaires économiques, pour une raison : c'est que les entreprises contribuent au financement de la mobilité avec le Versement Mobilité (VM). Quand il a eu un échange avec eux, le principal point qui est arrivé, ce sont tous les acteurs de la zone du Millénaire qui nous disaient : « *Monsieur le Vice-Président, vous êtes bien sympa, nous on paye plein pot le VM, puisqu'il est au taux maximum, mais nous n'avons pas le service correspondant* ». Vous vous doutez bien que l'arrivée de la ligne 1 sur la zone du Millénaire va être une réponse très importante à cette interrogation.

Puis 5 réunions publiques de fin-janvier à mi-mars : sur la ville-centre, par polarité sur les secteurs concernés ; concertations publiques avec registre. Nous allons poursuivre un certain nombre d'études, parce qu'évidemment il faut réussir les insertions centrales et les sujets des carrefours, avec les feux. Avec des travaux qui commenceraient même un peu plus tôt. Je dis un peu plus tôt parce que sur la ligne 1, nous avons un horizon 2024, et pour l'ensemble, 2025.

Voilà le projet. C'est une enveloppe dans la PPI. Ce projet reçoit des aides : 20 millions d'euros au titre du plan de relance par l'État. Nous allons aussi être accompagnés par la Région sur ce dossier dans nos investissements. Nous alignons des projets, nous avons des soutiens ; pas de projet, pas de soutien. CQFD.

Nous allons engager cela, nous avons commencé. Souvent les gens disent : « *Mais pourquoi, c'est quoi ces pistes jaunes qu'on voit ?* » : ce sont les futures voies des bus à haut niveau de service. Ça permet aujourd'hui aux bus n° 6, n°15 d'aller plus vite ; ça permet aujourd'hui aux forces de secours et de sécurité d'aller plus vite ; et ça préfigure ce réseau.

Nous allons délibérer en décembre 2021 pour une mise en service en 2025 – 2024 sur la 1, 2025 sur l'ensemble du réseau. Nous faisons le choix d'aller vite, certains me diront « *pas assez* ». Je veux le dire ici à Monsieur le Maire de Cournonterral – qui je sais s'exprimera et c'est normal – nous allons vers une première phase, parce que le but c'est qu'une fois que le réseau sera déployé, ce sera de continuer à améliorer sa performance, pour essayer d'identifier comment nous pouvons accroître le nombre de voies réservées pour les bus à haut niveau de service.

Ce sera donc un projet à l'horizon 2025, première phase, et qui aura vocation qualitativement à progresser à l'horizon de la deuxième partie de la décennie. Car nous, notre enjeu, c'est de pouvoir essayer d'aller au plus vite sur ces questions-là. Si nous offrons une offre de transport collectif performante, on peut avoir confiance dans les habitants de la Métropole : ils choisiront cette offre de transport performante. Ils la choisiront d'autant plus que, je le sais – on l'entend partout – tout le monde change, conscient des problèmes de pollution de notre responsabilité. Il y aura la gratuité des transports, protection du pouvoir d'achat de tous ceux qui ont du mal à vivre de leur travail, pour nos aînés, pour les jeunes qui ont ce droit absolu à la mobilité. Ce sera l'occasion aussi d'améliorer la qualité des espaces publics dans beaucoup d'endroits du territoire de la Métropole, où il faut structurer, créer des centralités, conforter des zones commerciales.

J'ai fait cette présentation, mais je dois le dire : c'est Madame FRÊCHE qui a travaillé ce diaporama. Elle a sa petite fille qui connaît des petits soucis de santé – comme les jeunes parents en connaissent – donc ce matin elle était, sur ce qui est essentiel à chacun, auprès de sa fille. Mais tout va bien et ça va se régler. J'ai assumé cette présentation de la manière la plus claire possible, et nous aurons un rendez-vous avec l'ensemble des

habitants de la Métropole pour la présenter et pour illustrer. Si nous continuons le développement du réseau de tramway, Montpellier affirme une ambition très forte sur ce qui sera le futur « *Bus-Tram* » – c'est ainsi que nous le dénommerons. Comme le tram, il est cadencé aux mêmes amplitudes horaires, mais on monte dans un bus. Voilà.

Je vous propose d'ouvrir la discussion avant de passer au vote. Madame DOULAIN, Monsieur MARTIN, puis ensuite je finirai par les maires. Allez-y Madame DOULAIN.

### **Alenka DOULAIN**

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Vous nous présentez avec cette affaire les modalités de mise en œuvre de ces bus à haut niveau de service, cinq nouvelles lignes qui devraient être théoriquement ambitieuses pour des transports efficaces, car vous le savez, la qualité du service, c'est la mère de toutes les batailles sur les questions de transport public.

Le terme de bus à haut niveau de service, notamment défini par le Centre d'Etudes sur les Réseaux, les Transports et l'Urbanisme (CERTU), à partir d'un certain nombre de caractéristiques. La première, c'est au moins 70 % de parcours en site propre. La deuxième, c'est une fréquence entre 5 et 10 minutes. Et la troisième, c'est une vitesse commerciale de plus de 20 km/h. Alors nous, on a décortiqué votre proposition pour savoir si, tout simplement, la proposition que vous nous présentez aujourd'hui répond à ces critères. Vous savez, on aime bien les chiffres et il faut être précis sur ces sujets.

Côté site propre, à part la ligne 1 et 2 qui respecteront le critère de 70 % en site propre, les lignes 3, 4, 5 ne le respecteront pas, avec même un petit 37 % pour le parcours dédié de la ligne 4.

Côté vitesse commerciale, et on sait que l'enjeu est considérable, on est sur des performances qui sont, il faut le dire, plutôt médiocres voire même parfois inférieures à ce que propose aujourd'hui nos bus sur la Métropole. Je prends l'exemple de la future ligne 2 de Bus-Tram, qui sera un petit peu celle qui est censée faire le tour : on est aujourd'hui sur une vitesse commerciale annoncée de 16 km/h, et c'est en-deçà aujourd'hui de ce que fait la ligne 15 – qui est l'ancienne ronde, qui est censé faire le tour et on sait que ces circulaires sont extrêmement importantes et stratégiques pour notre territoire.

Sur le troisième aspect, la fréquence, là vous nous annoncez 10 minutes en heure de pointe : je l'ai dit, ce n'est pas le cadencement qui est préconisé par le CERTU. Je précise aussi que vous annoncez une amplitude horaire jusqu'à 23 h, donc « *CQFD* » : les jeunes de nos villages, ils vont décider quand ils sortiront en ville à Montpellier : ça sera soit la voiture, soit rentrer en fin de soirée à 22 h.

Bref, pour nous, on se dirige aujourd'hui tout droit, avec cette fameuse feuille de route sur ces cinq premières lignes, vers finalement de jolies lignes de bus, mais pas des bus à haut niveau de service, ce qui est extrêmement fâcheux. Ce qui me fait dire finalement que les habitudes sont relativement tenaces chez les socialistes, cette manie de prendre des grands mots, des grands concepts et puis au final d'arriver à des réalisations qui sont relativement rabougries. Alors comment faire pour revoir la copie ? Vous avez dit « *on lance une consultation* ». Il s'agit ici d'être force de proposition – en effet, loin de moi l'idée de m'opposer à ces lignes de bus à haut niveau de service – je pense que ces solutions sont parfois nécessaires dans les villes où on n'a pas assez anticipé, dans les métropoles où on n'a pas été assez prévoyant – c'est notre cas – donc aujourd'hui il faut gérer l'urgence.

Il faut ces lignes pour gérer les points sensibles. Mais comment faire pour construire des lignes de bus à haut niveau de service adaptées à nos besoins ? On a besoin de lignes qui finalement devraient être plus longues, qui pénètrent dans le centre-ville et sur des voies dédiées évidemment, mais qui limitent aussi les temps de changements et les temps de parcours, qui doivent être concurrentiels par rapport à la voiture. Là, en gros, je vous explique : il y a certains trajets qui vont être faits, qui vont être extrêmement longs. Par exemple, Cournonterral-Millénaire, vous êtes sur 1 h 30 encore de transport en commun. Pourquoi ça ne va pas ? Parce ce qu'en fait, plutôt que de réduire le nombre d'arrêts sur la traversée de Montpellier, ça ne va pas être le cas et c'est contradictoire par rapport à ce qui se fait dans les grandes villes. Vous prenez le RER à Paris : vous pensez qu'il s'arrête tout le temps à chaque arrêt en traversant la ville ? Non. Il y a quelques arrêts sur des points névralgiques importants. Il faut absolument que le temps de trajet soit extrêmement court. C'est la seule manière pour concurrencer la voiture. Idem : on voit ce qui se passe à Madrid avec les bus express qui traversent rapidement les distances prévues et ce n'est pas le cas avec ce que vous nous proposez.

Il faut aussi arrêter les horaires de sous-préfecture pour ces bus à haut niveau de service, avec des plus grandes amplitudes. Il n'y a pas de raison qu'aujourd'hui on ne puisse pas rentrer le soir après sa soirée sur Montpellier et/ou quand les habitants de Montpellier veulent passer leur soirée dans les villages de la Métropole ; il faut aller jusqu'à 1 h du matin : c'est tout simplement coller aux pratiques des habitants et habitantes. Aussi, il faut revoir ce tracé de la ligne 2, qui aujourd'hui ne constitue pas une vraie circulaire et pourtant ces circulaires sont extrêmement importantes pour éviter de devoir traverser à chaque fois la Ville, mais plutôt de la contourner, et pour réduire les temps de trajet.

Voilà ce que seraient des bus à haut niveau de service enviables pour notre ville et pour ses habitants ! Ce qui m'amène finalement à un double constat : vous ne semblez pas capable de mettre en place des projets structurants. Finalement, là, vous ne faites qu'exécuter ce qui avait été décidé sous l'ancienne mandature – la ligne 1 et ces lignes de bus à haut niveau de service – mais vous ne semblez pas non plus capables de gérer l'urgence. Pour moi, il est impossible aujourd'hui de traiter ce sujet sans revenir sur la situation actuelle des bouchons que connaissent concitoyens et concitoyennes – et je crois que tout le monde sera d'accord pour dire que la situation est préoccupante. Vous avez voulu agir trop vite, vous êtes en train de paralyser la ville. Vous avez coupé de nombreux axes sans prévoir d'alternatives crédibles en transports en commun. Vous mettez dos à dos les cyclistes et les automobilistes. Les bus sont embourbés dans des embouteillages et rares sont maintenant ceux qui sont à l'heure. Vous avez réussi à mettre en colère tout le monde d'un coup, : chauffeurs, commerçants, habitants des villes périphériques et habitants du centre-ville. Moi aussi je suis en colère et pourtant j'ai la chance de pouvoir me déplacer en vélo. Malheureusement, aujourd'hui, on est dans une situation où personne ne semble sortir gagnant. Quand en début de mandat vous parliez du « *choc des mobilités* », on ne pensait pas que vous pensiez finalement au niveau de tension entre usagers aujourd'hui sur ces questions-là. Les gens – et vous l'avez dit – ne s'enferment pas dans les bouchons par choix. Il faut absolument proposer des alternatives qui soient attractives. Quand une solution est attractive, les gens s'en accommodent très, très vite.

Je crois qu'il faut rappeler aujourd'hui qu'on a beaucoup d'habitants de la Métropole qui sont dans une situation d'autosolisme contraint par leurs horaires de travail, puisqu'il y a les ouvriers, les employés – vous savez, ils travaillent parfois à des horaires décalés. Il y a énormément de personnes qui n'ont pas le choix aujourd'hui que de prendre la voiture. Il faut le dire et il faut du coup accepter. Vous avez décidé d'être Maire de la ville-centre et Président de la Métropole : vous devez être le Président de l'ensemble des habitants aujourd'hui de la Métropole et comprendre les spécificités et les enjeux territoriaux. Sachant qu'au passage les politiques d'urbanisation qui ont entraîné la situation dans laquelle on se trouve, on sait de qui elles viennent... Moi je vous demande solennellement aujourd'hui, avec la gravité que ça implique, un plan d'urgence sur les mobilités de notre Ville et de notre Métropole. Il faudrait peut-être lors du prochain Conseil de Métropole déjà lancer l'achat d'une trentaine de bus, l'embauche d'une cinquantaine de chauffeurs. Vous l'avez dit sur le cadencement : finalement, le fait d'avoir des horaires simples et audibles pour tout le monde, ça, on peut le mettre en place directement sur les lignes aujourd'hui où c'est extrêmement stratégique. Recadencer la ligne 4 de tramway et la ligne 15 de bus : aujourd'hui ces deux circulaires, elles n'ont pas les horaires assez suffisants et assez rapides pour répondre aux enjeux. Il faut traiter certains points noirs dans lesquels nos bus aujourd'hui sont enlisés, et du coup ils sont en retard : ça, c'est la réalité sur le terrain. La 10, par exemple, avenue Charles-Flahault, aujourd'hui est coincée dans les bouchons.

Il faut absolument un plan d'urgence. On ne peut pas attendre 2024-2025. On ne peut pas accepter cette situation, il faut absolument agir. La Métropole apaisée, Monsieur le Président, elle ne se décrète pas ; elle s'organise. Ouvrez les yeux et sortez notre Métropole de l'ornière dans laquelle vous êtes en train de la mettre. Agissez dès maintenant, parce que demain il sera trop tard. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame DOULAIN. À noter au procès-verbal, cette intervention. Monsieur MARTIN. Bien sûr, bien sûr – c'est vrai que Madame PÉCRESSE est une source d'inspiration sur l'organisation d'un réseau. Monsieur MARTIN.

### **Hervé MARTIN**

Merci, Monsieur le Président. Les transports en commun, c'est la première des solutions pour arriver à pallier le problème des embouteillages, très clairement, et à pallier le problème de la pollution. L'autosolisme ne peut pas avoir uniquement comme réponse le vélosolisme. Oui le vélo est une solution, mais les transports en commun, par la quantité de personnes déplacées, la rapidité du déplacement, sont la première des solutions.

Là nous avons une proposition qui permet – je le fais à la hache, je le reconnais – de doubler notre capacité de transport en commun entre les lignes de tramway déjà existantes ou la ligne 5 qui arrive, supplémentaire, et ces 5 nouvelles lignes. Qu'est-ce qui fait que le transport en commun est attractif ? Le métro parisien, il n'a pas toutes les qualités, mais en tout cas il propose un maillage extrêmement important qui fait qu'où qu'on soit dans la ville on a à proximité un arrêt de métro – c'est le maillage entre tramway et BHNS qui est proposé là. C'est aussi la cadence, qui permet d'avoir une fréquence de transport suffisante pour qu'on ait à proximité et dans des temps les plus réduits possibles un transport en commun qui va nous déplacer le plus rapidement possible, puisqu'il est sorti des embouteillages, que ce soit le tramway ou que ce soit le BHNS – alors que les bus très clairement sont beaucoup trop souvent pris dans les embouteillages. On a donc là la solution la meilleure possible pour arriver à pallier le problème à la fois des embouteillages et à la fois de la pollution.

D'ailleurs, je le glisse au passage, par rapport aux ZFE, qui font que les Montpelliérains et les habitants de la Métropole seront obligés bien souvent de changer de véhicule. La solution, elle est plutôt là, sur les transports en communs, parce que mon véhicule, je ne l'utilise pas que pour circuler dans Montpellier ou dans la Métropole. Dans tous les cas, je pourrais laisser mon véhicule au garage ou au parking pour pouvoir circuler dans la Métropole. Je n'en aurais besoin que pour circuler à l'extérieur et c'est là qu'il faudra voir un peu plus finement la question de la ZFE.

Si on double ça avec la question de la gratuité, ça veut bien dire que nous aurons une vraie attractivité : le maillage, la fréquence et la gratuité. On a là un schéma complet pour répondre en 2025, parce que les rails ou les BHNS, ça ne tombe pas comme ça en quelques jours. Nous aurons effectivement une vraie solution pour répondre à ces problématiques. Je vous remercie.

#### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur MARTIN. Monsieur LAFFORGUE, Madame VASSAS-MEJRI, Monsieur ARS, Madame CASSAR.

#### **Frédéric LAFFORGUE**

Monsieur le Président, mes chers collègues. Vous avez un maire heureux, deux lignes de bus à haut niveau de service sur la commune de Castelnau-le-Lez : je peux vous assurer que c'est un défi.

Je veux rappeler un petit peu le passé. 15 ans après, on va pouvoir réaliser deux lignes de bus à haut niveau de service – en 2010 était prévue la ligne 6 de tram, certains l'ont oublié. Aujourd'hui, nous aménageons notre territoire avec ces mobilités tant attendues. Sur Eurêka, deux lignes de bus vont se croiser, une qui va permettre d'aller à Sud de France et faire le tour – la fameuse ronde – quasiment comme à Madrid et la ligne 1 qui va pouvoir permettre de rejoindre Castries, mais aussi le centre de Montpellier. Je voudrais rappeler aussi : à Sablassou, là aussi on va croiser à la fois la ligne 2 de tram, la ligne de bus à haut niveau de service, mais aussi le réseau express vélo qui, de Sablassou, va pouvoir aller jusqu'à la ligne 2 au niveau du Mas du Rochet.

Moi je voudrais saluer le travail de Julie [FRÊCHE], parce qu'en même pas 18 mois, annoncer cinq lignes de bus à haut niveau de service, aller sur le territoire, rencontrer les maires, travailler avec les services et aujourd'hui on a un planning complet. Je ne vais pas vous rappeler l'énervement que j'ai eu sur certaines réunions : aujourd'hui on est dans du concret. 2024-2025, cinq bus à haut niveau de service sur cette Métropole. Je voudrais remercier les services, Yannick JACOB, mais aussi la TaM, aussi Olivier MERLIAUD, parce que – là je vais reprendre une autre casquette de Vice-Président – il va falloir organiser tous ces travaux. Là aussi c'est un travail avec les services, avec les maires, que nous allons mettre en place durant ces années, pour que les bus à haut niveau de service puissent être mis en service rapidement.

Monsieur le Président, je voudrais vous remercier, parce qu'en septembre 2020, ici, dans cette Assemblée, je vous proposais d'avoir un bus avec un artiste, comme les lignes de tram et aujourd'hui je vois que vous reprenez cette idée. J'ai soumis l'idée aussi d'avoir des arrêts végétalisés, à la fois sur Eurêka, à la fois sur Sablassou, dans les zones économiques, avec BRL à côté. Je sais qu'on doit faire ce travail avec Laurent NISON. Là aussi utiliser l'eau brute est aussi un gage.

En tout cas je voulais vraiment remercier toutes les équipes, et puis je crois que je ne suis pas le seul maire heureux d'avoir ces bus à haut niveau de service. Merci de votre attention.

#### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Madame VASSAS-MAJRI, Maire de Castries.

## **Claudine VASSAS-MEJRI**

Monsieur le Président, mes propos vont rejoindre en grande partie les propos de Frédéric LAFFORGUE. Je tiens vraiment à vous remercier, Julie [FRÉCHE], les services. On est également très heureux sur Castries, et je pense au-delà, parce que c'est la première fois que nous avons vraiment du concret, des propositions qui vont vraiment concurrencer la voiture, des projets de pistes cyclables, et ça va vraiment changer la vie de beaucoup de gens et la vie sur les routes. On peut toujours bien sûr critiquer et demander toujours mieux, mais c'est une performance, ce que vous avez fait là, de nous proposer des choses aussi concrètes avec un calendrier. On le sait très bien : il faut le temps de la concertation, maintenant, de passer toutes les étapes qui sont indispensables sur le plan réglementaire. On ne peut pas dire « *demain on met en place des bus* », on le sait très bien : il y a des procédures à respecter. Mais en tout cas merci beaucoup pour ces avancées très concrètes et qui seront très efficaces, j'en suis sûr.

## **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame le Maire. William [ARS], Maire de Cournonterral, puis Michelle [CASSAR], puis Roger [CAIZERGUES], puis Isabelle [TOUZARD].

## **William ARS**

Monsieur le Président, chers et chères collègues. Je suis plutôt d'un naturel optimiste et je suis souvent enclin à regarder le verre à moitié plein plutôt que le verre à moitié vide. Mon enthousiasme sera évidemment modéré, mais je tiens d'abord à dire que l'arrivée du BHNS est une très bonne nouvelle pour la population de Cournonterral et pour, plus largement, la population de l'ouest de la Métropole. Pourquoi ? Parce que d'abord il s'agit de rattraper une injustice. Il faut rappeler un peu quand même ce qui s'est passé, puisque nos populations se sont senties trahies sous la mandature précédente, parce qu'on leur avait promis le tram, la ligne 5. Le deuil a été douloureux mais il est fait aujourd'hui. Le BHNS est intégré, non pas comme un « *tram low cost* », parce qu'on nous l'annonce comme un transport moderne, cadencé – tout ça c'est très bien. Réparer une injustice aussi d'une certaine façon parce que nos populations pourront ainsi bénéficier pleinement de la gratuité des transports, qui est une très bonne chose pour éviter effectivement qu'on utilise trop nos véhicules.

J'ai dit que j'étais d'un enthousiasme modéré, car il y a deux éléments qui tempèrent ma satisfaction. Le premier c'est que le BHNS ne sera pas au rendez-vous du lycée à Cournonterral, qui devrait ouvrir ses portes en 2024. Mais la temporalité de l'action publique est difficile à caler, vous allez me dire : le chantier du lycée lui-même a pris deux ans de retard. Vous n'y êtes peut-être pour rien – sans doute – mais il faudra cependant aménager cette période transitoire, peut-être en augmentant la cadence des bus de TaM, etc., enfin voir ce qu'on peut aménager.

Ce que je retiens comme point positif, c'est que cette réponse arrive rapidement, après 18 mois de mandat. Même si tout le monde n'est pas pleinement satisfait, c'est une première réponse, dont j'entends qu'elle est évolutive, puisque le deuxième point sur lequel je peux être un peu critique, c'est le peu de voies dédiées, de site propre. C'est plus compliqué, plus coûteux, ça peut conduire à des Déclarations d'Utilité Publique (DUP), etc., mais si j'entends que c'est évolutif, vous pouvez compter sur mon énergie pour faire en sorte que ces déplacements en site propre soient développés à l'avenir. Je fais aussi confiance aux techniciens qui nous disent « *on a calculé les points de congestion pour évacuer le BHNS sur des voies propres* », mais les points de congestion d'aujourd'hui ne sont pas ceux de demain. Or notre territoire est en fort développement – vous l'avez souligné tout à l'heure – en particulier pour notre secteur ouest, où on peut constater que, par exemple, l'ouverture de la déviation de Montbazin a généré un flux routier extrêmement important, qui n'était peut-être pas perçu jusqu'à présent. Je compte sur votre vigilance – et j'y contribuerai – pour que la circulation en site propre soit développée.

En tout cas, j'ai hâte que nos populations puissent bénéficier encore une fois de ce transport moderne, même si ça n'est pas parfait – rien n'est parfait et c'est difficile dans des délais aussi courts. J'entends le souhait. Je crois que c'est plutôt positif d'apporter une réponse assez rapide à des populations qui n'en peuvent plus de passer des heures dans les embouteillages pour rejoindre les services publics, pour aller au travail, pour suivre leurs études, etc. C'est pour nous extrêmement compliqué, j'espère que cette arrivée sera au rendez-vous. 2025, ce n'est pas si loin en termes d'action publique, c'est demain. Je compte aussi sur vous pour aménager autant que faire se peut la période transitoire que nécessitera l'ouverture du lycée à Cournonterral. Merci.

## **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Je vous répondrai sur les deux points que vous avez évoqués. Madame

le Maire de Pignan, chère Michelle.

### **Michelle CASSAR**

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Je ne vais pas revenir sur l'historique de la ligne 5 – vous le comprendrez. Je vais intervenir sur la ligne 5 qui concerne l'ouest de Montpellier. Je vais parler du présent et puis de l'avenir de ces transports sur l'ouest.

Mais auparavant, Monsieur le Président, je voudrais que vous m'autorisiez à répondre à Madame DOULAIN sur certains points sur lesquels je ne suis pas du tout d'accord avec elle. Vous parlez, Madame DOULAIN, de mettre 1 h 30 de Cournonterral au Millénaire. Simplement, pour votre information, moi à l'heure actuelle, je mets de Pignan à la Métropole 1 h le matin pour assister au Conseil de Métropole. Ça, c'est un premier point. Vous dites qu'un trajet, il faut qu'il soit extrêmement court, mais justement c'est le but du bus à haut niveau de service : il a une voie dédiée. Si vous ne faites pas ces voies dédiées avec ce bus à haut niveau de service, le bus se retrouve pris dans les bouchons et vous n'avancez pas plus. Donc je n'ai pas compris votre intervention sur ce point.

Alors je pense que vous vous adressiez là au Président, qui n'est « *pas capable de gérer l'urgence* ». Pour l'ouest, je peux vous dire que oui, l'urgence est gérée. Nous avons eu des réunions avec les maires de l'ouest et effectivement je m'associe aux remerciements du Maire de Castelnau-le-Lez, pour les remerciements à Julie FRÊCHE, mais aussi aux services, aux différents services. Les problèmes de transport de l'ouest, ça ne date pas d'aujourd'hui, ça date d'il y a plus de dix ans. Du temps de l'Agglomération, plusieurs interventions, rien n'a été fait. Aujourd'hui, je peux vous assurer – et je pense qu'il y a aucun maire de l'ouest qui ne me contredira sur ce fait – les choses avancent. Alors bien sûr il faut du temps. On ne peut pas régler les problèmes de circulation en un jour et plus ça va dans l'évolution, plus c'est important, on peut le comprendre, avec effectivement les nouvelles constructions. Mais il faut du temps et on voit que les choses commencent à bouger, enfin, et pour nous c'est une satisfaction.

Vous parlez de lancer l'achat d'une trentaine de bus : mais s'ils ne peuvent pas circuler, je ne vois pas l'intérêt d'acheter des bus, si on se retrouve pris dans la circulation. Mettre plus de fréquence sur les bus actuels, oui, mais à l'heure actuelle, acheter des bus, c'est faire des dépenses en fait. Il vaut mieux avancer sur les travaux, sur la création des lignes de bus à haut niveau de service, plutôt que d'acheter des bus qui vont se retrouver pris dans les bouchons. C'était une dernière chose. Sur ces points-là, c'est vrai que je ne suis pas du tout, du tout d'accord avec ce que vous avancez, pour l'avoir vécu, nous, à l'ouest. Je vous invite vraiment à venir aux heures de pointe à l'ouest, et là vous pourrez parler en toute connaissance de cause.

Je voulais aussi remercier, je l'ai dit tout à l'heure, Julie FRÊCHE et les services, parce que c'est vrai que c'est une avancée, ces réunions. Du temps de l'Agglomération, nous n'avons jamais eu de réunions avec les élus, avec les Vice-Présidents en charge des transports. Nous avons fait plusieurs réunions avec le collectif 5, avec les transports publics de Pignan – entre autres – l'association Transports publics, transports pour tous. Mais c'est vrai que les choses avancent, et vraiment, moi je suis satisfaite.

Alors bien sûr on voudrait que tout soit réglé maintenant, qu'on puisse mettre 15-20-30 minutes pour venir sur Montpellier, mais voilà, ça avance. On sait que c'est long. On voit sur les différents travaux effectivement – comme le soulignait Frédéric LAFFORGUE tout à l'heure – le temps que ça met quand il y a des expropriations à faire, etc. Mais ça bouge. On ne peut pas dire que rien n'est fait. Mais il faut du temps. On comprend l'impatience. Moi je suis impatiente de pouvoir, je vous dis, mettre 20 minutes pour venir à Montpellier plutôt que de mettre 1 h le matin. Le matin je galère. Une fois j'ai rencontré le Maire de Saint-Georges-d'Orques parce que j'ai essayé de dévier par Saint-Georges, mais il y avait aussi les bouchons sur Saint-Georges. Donc c'est vrai que, voilà. Donc je voulais vraiment vous remercier.

Juste une petite remarque par rapport à l'habillage des trams, notamment de la ligne 5. Je sais qu'il y avait une artiste reconnue sur Pignan, Madame LECCIA, peintre qui avait fait une proposition. Sa proposition n'a pas été retenue, c'est dommage, parce que je pensais que pour la ligne 5, avoir un artiste sur le trajet ça aurait été bien. Voilà, c'est juste la petite remarque, la petite déception que j'aurais. Mais voilà, un grand merci à tous les services.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame le Maire de Pignan, d'être l'avocate des administrés de votre commune, et on est tous ici défenseurs de nos artistes, respectivement. Il y aura d'autres moments pour les artistes, pour pouvoir

s'exprimer. Monsieur le Maire de Lavérune, cher Roger.

### **Roger CAIZERGUES**

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Je vais intervenir et je ne vais pas redire déjà ce qui a été dit. S'il y a par contre un homme heureux qui a été déclaré, Monsieur LAFFORGUE, qu'il sache qu'il y a au moins un deuxième maire heureux, en l'occurrence le Maire de Lavérune. Je crois que nous attendions depuis de très nombreuses années qu'il y ait des propositions, et au-delà des propositions, des réalisations concrètes qui puissent se mettre en place. Je me réjouis effectivement de toute la programmation et de tout ce qui a été évoqué tout à l'heure.

Je pense que c'est important de pouvoir donner rapidement – et effectivement c'est le cas – un signe fort auprès de nos populations. Nos populations sont dans l'attente depuis de très nombreuses années, et même si tout n'est pas réalisé d'un coup de baguette magique – on en a bien conscience – il est important que déjà des signes de travaux puissent être réalisés. Je note effectivement Monsieur le Président que vous avez indiqué qu'on allait réaliser cette ligne – je parle surtout pour la ligne 4 – mais que des améliorations pourraient être amenées avec le temps, en fonction effectivement du développement des populations. Je prends note aussi de cet engagement qui me paraît quelque chose de très important.

Je remercie bien sûr l'ensemble des services, Madame Julie FRÊCHE. Encore récemment nous étions dans un bus, les représentants et les élus des communes de la ligne 4. Nous sommes allés sur le terrain, nous avons effectivement discuté, nous avons échangé. Ça aussi je crois que c'est très important, la relation qui existe avec les services, de la TaM ou de la Métropole, avec les maires, les élus concernés. Vraiment, chapeau par rapport à cette relation qui s'est mise en place et qui va continuer, puisque nous avons aussi les stations qui sont à voir. Par exemple au niveau de Lavérune, il y a une station qui va être à l'entrée du village, il y a toute une réflexion qui va être conduite sur ce point-là. Ce que je souligne aussi, c'est que l'installation de ces stations, selon où elles vont être installées, va pouvoir permettre de revoir l'aspect lié au PLU. C'est-à-dire que des stations, selon où elles seront placées, amèneront à revoir les réglementations pour les territoires qui seront autour de ces stations. Je crois que là aussi, pour nous, c'est très important.

Encore une fois, merci. Vraiment, c'est pour nous quelque chose de très important, cette mise en place des BusTrams.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Merci beaucoup Roger. La parole est à Cyril MEUNIER, Monsieur le Maire de Lattes.

### **Cyril MEUNIER**

Bonjour à tous. Président, tout à l'heure vous avez mis en avant les travaux de tram engagés par Georges FRÊCHE et les élus qui travaillaient avec lui à l'époque, et merci. C'est vrai que c'était une révolution au niveau de notre Métropole, mais c'était une révolution monolithique. C'est-à-dire qu'on ne parlait que de tram et qu'à ce titre-là, je pense qu'on a fait un certain nombre d'erreurs, qui auraient pu être arrêtées si cette idée de bus à haut niveau de service avait été tout de suite envisagée par les techniciens qui nous conseillaient, comme étant des solutions aussi qualitatives que le tram pouvait apporter. En particulier – je l'ai dit et je le répète – je pense qu'il aurait été beaucoup plus opportun pour Lattes d'avoir à partir de Carrefour un bus à haut niveau de service, qui aurait en plus permis de desservir le quartier de Maurin, qui aujourd'hui dans ma commune se trouve sous-qualifié, puisqu'il n'est pas desservi par le tram. Je suis ravi pour tous les collègues qui vont avoir des BHNS, c'est une bonne chose, en plus ça coûte moins cher. Comme on vise à la gratuité du transport – qui est aussi un objectif fort de notre mandat – je pense qu'il faut aussi être raisonnable quant au montant des investissements, parce qu'un tram, ça coûte très cher à la réalisation et ensuite à l'entretien.

Ceci étant, au nom des Lattois, je vous remercie Président d'honorer une promesse qui nous avait été, dans le mandat précédent, volée : celle de la station de Boirargues. Elle arrive et – comme le disais je ne sais plus qui tout à l'heure – il vaut mieux avoir des perspectives qu'aucune. Nous, on n'avait non seulement plus de perspective, mais en plus certaines promesses qui nous avaient été faites avaient été reniées dans le mandat précédent. Je ferai un petit coup de pied – allons, histoire seulement de m'amuser, parce que j'adore m'amuser avec mon ami Max LÉVITA – mais ce n'est pas très compliqué d'avoir de belles situations financières quand on ne fait rien pendant six ans !

Je voulais honorer le travail fait par les élus qui viennent d'arriver à la tête des délégations, en particulier celle



des mobilités, et les services. On a une réelle volonté d'amélioration de ce secteur, de nos compétences, avec de vrais objectifs et une vraie volonté d'avancer très vite pour que l'ensemble des habitants de la Métropole se sentent concernés par le réseau de transport en commun et pas seulement les habitants de la première ceinture. Etant Maire d'une Commune de première ceinture, je suis ravi que mes camarades des deuxièmes ceintures aient enfin ce qui aurait normalement dû être fait bien avant. Merci à vous tous.

#### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur le Marie, cher Cyril. Madame le Maire de Murviel-lès-Montpellier.

#### **Isabelle TOUZARD**

Monsieur le Président, chers collègues. Rapidement, j'approuve tout à fait ce plan ambitieux. Simplement, par contre, pour les communes – on l'a vu sur la carte – il y a de grands espaces blancs qui sont un peu éloignés des lignes. Je pense que toute la politique de rabattement, notamment en vélo, doit vraiment être annoncée – enfin si c'était possible – pour que ce soit compris. En même temps, je vais parler pour ma commune, je le fais rarement mais je vais le faire ici. C'est la commune, je crois, juste après Pignan, qui a le plus investi au niveau des habitants dans les vélos à assistance électrique. Il y a de très grosses attentes pour pouvoir rejoindre en effet ces transports en commun depuis Murviel-lès-Montpellier. Je pense que ce serait bien de pouvoir accompagner cette communication sur les priorités qui vont être mises dans les reports modaux vélo vers tram. Merci.

#### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame le Maire. Je vais vous répondre également. Il y avait Madame le Maire de Villeneuve-lès-Maguelone.

#### **Véronique NEGRET**

Je ne vais pas insister sur les problématiques de transports en commun à Villeneuve-lès-Maguelone, on les connaît et on sait qu'il va falloir attendre encore quelques années pour avoir une desserte efficace par le chemin de fer. J'aimerais quand même souligner un point qui me semble très important – je sais que vous l'avez en tête, mais quand même j'insiste – ce sont les questions de développement des transports publics sur la transversalité entre les communes, sans passer par la ville-centre. Il faut y penser également entre les EPCI. Au droit de ma commune, j'ai la route métropolitaine 185, nous avons le flot de voitures qui vient de Pignan, de Mireval, de Vic-la-Gardiole, y compris de Frontignan, qui se dirige sur Lattes, sur des transversalités. Il faut vraiment là entamer un travail dans ce sens-là dans notre Métropole et entre nos EPCI. Merci.

#### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Alors, plusieurs points ont été soulevés. D'abord, je voudrais dire à Monsieur le Maire de Cournonterral que je crois qu'il a bien saisi le propos : faire au plus vite pour ensuite améliorer. Si nous disons « *il faut que ce soit au top tout de suite* » : rendez-vous dans huit ans. Vous avez employé le mot, pour pouvoir avoir la voie en site propre, il faut procéder par DUP, enquêtes publiques. C'est souvent moi ce que j'appelle « *la France des procédures* » qui affaiblit, retarde « *la France des projets* ».

L'engagement qui est le nôtre, c'est parallèlement, dans la charge de travail de nos équipes – et vous avez dit des mots extrêmement élogieux et tellement mérités – d'engager cela, parce que le but, quand nous allons investir pour payer 60 bus totalement décarbonés, c'est d'optimiser au maximum., c'est comme ça que nous allons procéder. Je note que vous avez signalé le lycée de Cournonterral – qui est un très beau geste que la Région a mis sur le territoire de la Métropole, qui va par ailleurs aider la circulation dans un certain nombre d'endroits de la ville – le but c'est quand même que tous ces jeunes gens puissent utiliser les transports collectifs, les vélos. Nous sommes à un changement de paradigme extrêmement important que nous devons impérativement accompagner.

Ce qu'a dit Madame le Maire de Villeneuve-lès-Maguelone sur le lien entre les intercommunalités, c'est un sujet. Je vais faire une synthèse de tout ce qu'on met en œuvre sur la Métropole, mais il faut qu'on arrive à travailler avec nos voisins. Nous avons un rond-point où s'achève le tram, ce n'est pas le point le plus glorieux, pour l'aire urbaine – il faut travailler ce dossier. Il y a aujourd'hui une intercommunalité qui est très dynamique à nos côtés : c'est Cœur d'Hérault et son Président Jean-François SOTO, avec lequel nous travaillons sur l'idée d'un bus à haut niveau de service Gignac-Montpellier. Nous aurons dans le prochain trimestre l'occasion d'en parler, de le présenter.

Ça aura une valeur d'exemple et sera, j'espère, inspirant pour d'autres partenaires pour pouvoir travailler sur

les mobilités. Nous on est 31 communes, mais le problème des mobilités, ce sont les 131 communes qui fondent l'aire urbaine. Disons-le : jusqu'à présent, on ne parlait pas, et surtout il n'y a pas de projets qui voyaient le jour. Là on peut faire une continuité cyclable : c'est en cours avec Saint-Gély. Ça ne va pas assez vite parce qu'il y a un gros giratoire, qui est le carrefour de la Lyre, sur lequel ça nécessite beaucoup de travail pour réussir la sécurisation des cyclistes – ce n'est pas simple. Ce sont des infrastructures routières des années 80, qui n'ont pas été à l'époque pensées pour accompagner ce changement de modèle, mais nous avançons. Parallèlement au développement de ce que nous faisons à l'intérieur de la Métropole – vous avez rendu tous, et elle le mérite très largement, à Julie FRÊCHE un hommage à son engagement – nous dialoguons avec nos voisins. Concrètement, sur Gignac, on va avancer et il va falloir qu'on travaille sur les autres sujets. L'accord que nous avons obtenu sur la Ligne à Grande Vitesse (LGV) prépare le futur TER du littoral. C'est plus loin, parce que le temps de faire ce tronçon, c'est 2032. Mais ça nous permettra à terme d'avoir un cadencement comparable à celui de Baillargues (13 minutes), dont beaucoup découvrent l'importance, qui monte en puissance et c'est une très bonne nouvelle. Oui, les infrastructures de mobilité, c'est une gestion de court, moyen et long termes.

Il y a une chose qui est sûre. Mes chers collègues, je veux m'adresser aux maires et vraiment vous remercier de vos propos. Très sincèrement, ça dit ce que nous faisons ensemble et ce que nous essayons de faire. Nous sommes confrontés à un défi de congestion, un défi de pollution et un engagement résolu d'une transition écologique. Montpellier et sa Métropole doivent participer aux réductions de CO<sub>2</sub>. Cette stratégie, elle passe par offrir à nos administrés des alternatives à la voiture, donc une efficacité de temps de parcours, un coût réduit, des choix : le tramway quand il est là, demain le BusTram quand il sera là, le vélo, la marche. Tout crée ces conditions. Roger [CAIZERGUES] a évoqué l'arrêt de l'espace connecté au village : c'est tout cela que nous prenons à bras-le-corps. C'est le DOB qui a été présenté, c'est la PPI : 1 milliard d'euros pour des mobilités décarbonées. C'est un effort inédit sur le territoire.

Je le dis et nous l'entendons : soit on ne fait rien et là on stoppe, on est bloqués et on régresse ; soit à un moment donné on engage un certain nombre de chantiers et de travaux. Notre choix, c'est d'engager les chantiers et les travaux. J'ai reçu un compliment récemment dans la rue, on m'a dit : « *Monsieur le Maire, les travaux, c'est pénible, mais on sent que derrière il y a des projets* ». Les travaux, c'est compliqué, ce n'est pas agréable, ça bouscule, tous, nos habitudes. Je le sais et des fois on aimerait que ça aille plus vite, et nous tous. Mais derrière, c'est une amélioration. Demain la ligne 5, demain on sortira de cette situation ubuesque – tu ne l'as pas évoqué Cyril [meunier], mais c'est Boirargues qui prend le stationnement de la gare Sud de France – avec le tramway on apportera une forme de réponse – et nous devons être à tes côtés.

Le BusTram, tout ce que vous avez dit les uns les autres, mes chers collègues, montre qu'on commence à apporter des réponses. Tout à l'heure, ce que dira Jean-Luc [SAVY] sur le vélo, et ça va mettre en chantier, c'est complexe. On peut avoir deux attitudes dans ces cas-là : soit être populiste – on peut – ou on peut avoir la pédagogie du projet, dire que c'est ça le choix de la transition que nous voulons mener et créer ces alternatives. Je constate la quasi-unanimité pour soutenir ce choix de transition.

Nous avons une demande à laquelle nous allons devoir évidemment répondre – et c'est normal – mais je voudrais beaucoup d'indulgence. Il faut que nous soyons capables de bien montrer l'ensemble de cette cohérence, tramway, BustRam, voies cyclables. La structuration de l'intégralité des réseaux qui seront des alternatives au déplacement automobile. Il faudra pouvoir le montrer avec les phases de travaux pour que chacun, dans le secteur impacté, où il réside, où il se rend, puisse s'adapter, savoir pour combien de temps il en a : cela va arriver. Vous avez rendu hommage aux équipes et je veux le faire. Les équipes des mobilités, d'urbanisme, enfin l'ensemble des équipes de la Métropole sont sur-mobilisées pour rendre possible l'ensemble de ces projets. Je siège – je cumule, mais rassurez-vous je fais ça bénévolement – à la commission mobilité de France Urbaine, je nous compare : nous sommes une des métropoles les plus engagées là-dessus parce qu'on a du retard. La priorité, ça a été de bâtir, de mettre les projets bout à bout.

Maintenant, la logique d'ensemble va apparaître et elle nous sera collectivement présentée, à plus ou moins un mois avant le début des travaux. Tout le monde peut le comprendre parce que des fois on tombe sur – pas un os – un réseau où le Président de la Régie doit intervenir. C'est la vie des travaux. Mais nous engageons ce mouvement-là. Nous donnons un horizon 2025, nous le faisons dans une logique où ce n'est pas – l'expression des différents collègues – la Ville-centre qui est très dotée grâce au réseau de tramways – et qui va l'être grâce à la ligne 5, ce sont les maires de la Métropole qui peuvent aujourd'hui apporter des réponses à moyen terme à leurs administrés sur les problèmes de mobilité, avec ce dispositif. Il y aura aussi une carte des continuités cyclables entre ce que tu évoquais, chère Isabelle [TOUZARD], pour essayer de relier au

maximum.

Le mouvement, le changement, les choix, ça bouscule. Mais il faut les assumer. Nous nous dotons – et tu l’as très bien dit Cyril [MEUNIER] – de ce qui était le parent pauvre, le bus, et maintenant on va le mettre au même niveau que le tramway. Quant à la concertation, elle va nous permettre d’améliorer les choses : les amplitudes horaires, les cadencements, tout ça va être vu ligne par ligne. Nous allons tenir ce pari, qui est notre engagement collectif, de mener à la fois la gratuité des transports – parce que ce qui est décarboné doit être en libre accès – et de continuer à investir très fortement et d’accompagner le développement de notre réseau.

Nous sommes en cours d’acquisition de 77 rames de tramway pour muscler notre offre de transport collectif, et évidemment la ligne 5. Nous sommes en cours d’acquisition, on va lancer les marchés publics une fois que les élus ont voté, parce que si on le fait autrement, on n’est pas dans la loi – on respecte les règles – et on va pouvoir commander ces 60 BusTrams, qui seront une identité nouvelle pour le territoire dans notre système des mobilités. Parallèlement nous allons travailler sur leur amélioration, encore, de performance pour pouvoir répondre à ce que vous avez évoqué, Monsieur le Maire, dans votre intervention.

Je veux m’associer à vous dans les remerciements aux services, à Madame FRÊCHE, aux élus qui ont été très disponibles. Je sais par exemple que les maires de l’ouest se réunissent pour parler des mobilités. Continuez, comme ça on trouve ensemble des solutions, parce qu’ensemble on est plus forts. Plus il y a ce type de réunion, plus je me sens serein comme Président de la Métropole – je n’y vois pas un énième complot, d’ailleurs si on pense sa vie de manière paranoïaque, elle est bien triste. J’y vois qu’on essaie de travailler ensemble pour trouver des solutions, pour adapter, pour essayer de répondre au mieux aux besoins de nos administrés. Il y a des colères du matin, il faut les canaliser, les gérer, parce que le choix que nous faisons est celui d’une transition. Je le dis très clairement : on la fait pour les jeunes. Si on est capable d’offrir à 70 % des habitants de la Métropole des mobilités décarbonées, hors le vélo, on est à la hauteur de l’enjeu. Après, évidemment, on pourra toujours faire mieux, mais vous avez tous relevé le volontarisme. Monsieur NYS, Monsieur MERLIAUD, Monsieur JACOB, je crois que tout le monde, Madame BRETTE-CHEVET, l’ensemble des élus du Conseil de Métropole, je sais que vous travaillez beaucoup, parce qu’il y a beaucoup de pression, c’est vrai. Je veux ici, au nom de tous les élus, vraiment, vous remercier pour tout le travail qui est accompli, parce que nous accélérons. Merci à vous.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mathilde BORNE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 71 voix*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

## **AFFAIRE COMPLEMENTAIRE N° 2 : HORS COMMISSION - PROLONGATION DU DISPOSITIF D'AIDE A L'ACHAT DE VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE (VAE) - COUP DE POUCE VELO - CREATION D'UN DISPOSITIF D'AIDE A LA REPARATION DES VELOS MECANQUES - APPROBATION**

*Mme Z. DIRHOUSI sort définitivement de séance en donnant pouvoir à M. R. REVOL.*

*Mme R. ILLAIRE sort définitivement de séance en donnant pouvoir à M. R. CALVAT.*

*Mme I. TOUZARD sort définitivement de séance en donnant pouvoir à Mme E. LLORET (le pouvoir de Mme F. BRAU donné à Mme I. TOUZARD est annulé).*

*M. R. CAIZERGUES sort définitivement de séance en donnant pouvoir à M. J. VERA.*

### **Monsieur le Président**

Jean-Luc, sur le vélo, vas-y, dans le même esprit.

## **Jean-Luc SAVY**

C'est la prime Vélo à Assistance Electrique (VAE) coup de pouce vélo. Je m'associe à tout ce qui vient d'être dit, c'est pour ça que je ne suis pas intervenu, mais évidemment je salue ce qui vient d'être proposé par mes collègues et par vous-même. Dire aussi qu'on se réunit effectivement à 10 maires de l'ouest vendredi à Juvignac – j'en suis très heureux.

Saluer également – je vais parler par le prisme du vélo – ce retour du vélo dans Montpellier Méditerranée Métropole, puisqu'en témoignent les fortes tensions chez les vélocistes sur les stocks vélos et puis les nombreux débats qui agitent les uns et les autres sur les mobilités actives, et j'en suis heureux. Je parle de retour, parce que dans les années 30 ou 40, le vélo était le moyen de déplacement majoritaire dans la Métropole, mais il a été chassé des centres-villes durant les Trente glorieuses au profit des voitures. Le symbole fort, on a tous en tête ces images des automobiles qui tournent autour des Trois Grâces dans la Ville de Montpellier autour de la Comédie. On peut observer ces grands cycles de 30 ans dans un sens, puis dans un autre. Finalement la planète et la santé ne nous autorisent pas à donner 30 ans de plus pour respirer et pour notre santé, évidemment.

En France, 5 % des déplacements se font à vélo quotidiennement, contre quand même 30 % au Danemark et 43 % aux Pays-Bas. Les chiffres donnent le vertige mais il faut y aller, lutter contre l'autosolisme, maîtriser les émissions de gaz à effet de serre, fluidifier la ville pour celles et ceux qui ont besoin d'utiliser leur voiture tous les jours – il ne faut pas opposer les vélos aux voitures – c'est engager tous les chantiers en parallèle. Ce n'est pas l'un avant l'autre. Il faut avancer en même temps sans attendre.

Au cœur de la stratégie des déplacements alternatifs à la voiture, il y a le vélo à assistance électrique. Je vous donne des chiffres : concernant les ventes, il y en avait 100 000 en 2015, 350 000 en 2018 et 520 000 en 2020. L'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) fait du VAE « *un outil majeur pour réduire les fractures sociales et territoriales* », sachant qu'il s'utilise avec une fréquence de pratique et sur des distances de déplacement beaucoup plus importantes qu'un vélo classique, et touche principalement des Français plus âgés, qui ne faisaient plus de vélo et notamment des femmes.

L'aide à l'achat de 500 euros par personne, qui a été mise en place il y a un an, touche l'ensemble des habitants de la Métropole, quel que soit leur revenu. 20 000 dossiers quasiment à ce jour ont été déposés ; c'est potentiellement 20 000 vélos de plus dans l'espace public. 20 000 vélos, c'est 5 % de la population, à mettre en relation avec les 70 000 voitures qui entrent tous les matins dans le centre-ville de la Métropole et qui en repartent tous les soirs. Lorsqu'on analyse la répartition géographique des demandes d'aide, on observe que les 31 communes bénéficient de ces aides et confirment la place du VAE pour se déplacer plus loin et plus rapidement qu'en voiture ou qu'en vélo mécanique. C'est pourquoi nous vous proposons de voter le prolongement de l'aide de 500 euros jusqu'au 30 juin 2022. On peut penser qu'avec l'arrivée du printemps et les premiers travaux cyclables qui ont été engagés notamment dans le centre-ville, le nombre de demandes peut augmenter encore.

Comme cela ne suffit pas, il faut aussi accompagner la remise en état des vélos électriques et mécaniques – parfois récemment ressortis de nos garages poussiéreux. C'est pourquoi, à la fois pour contribuer au recyclage des vélos et pour soutenir la dynamique des mobilités actives, il est proposé de prendre en charge 50 % du coût de réparation des vélos chez un vélociste agréé par la Métropole, avec une aide plafonnée à 30 euros. Avec Julie FRÊCHE, nous avons consulté et concerté lesdits vélocistes pour ce dispositif que nous vous proposons de mettre en place à compter du 1<sup>er</sup> février 2022 jusqu'au 31 décembre 2022. Je vous en remercie.

## **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, cher Jean-Luc. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole là-dessus ? Madame DOULAIN, puis Monsieur GUISEPPIN.

## **Alenka DOULAIN**

Monsieur le Président, chers collègues. Évidemment, on est d'accord avec vous, comme il est justement indiqué dans cette délibération « *face à la réalité du changement climatique, il est plus que jamais urgent de multiplier les initiatives pour combattre efficacement l'autosolisme* » et le vélo fait évidemment partie de ces outils. Mais alors que vous évoquez l'absolue nécessité d'agir sur plusieurs leviers, la délibération que vous nous proposez révèle un manque cruel d'ambition pour nous.

Les Montpelliérains qui roulent à vélo et les habitants de notre Métropole le savent bien : l'un des gros

problèmes quand on fait du vélo, ce sont les discontinuités. On emprunte une belle piste cyclable, une très belle piste et puis d'un seul coup on se retrouve sur une route très fréquentée où on n'est vraiment pas les bienvenus. Votre politique de mobilité fait un petit peu penser à l'état du réseau cyclable de notre ville : une belle mesure étandard. On soutient à fond les VAE, 500 euros sans condition de revenu et puis plus rien. Plus rien pour le reste ou alors pas grand-chose. Vous nous proposez ici de mettre en place aussi des aides à la réparation : 30 euros, jusqu'à 50 % des coûts. Je rappelle que c'est uniquement le prolongement d'un dispositif existant mis en place par le Gouvernement qui était le Coup de Pouce. En plus on instaure une aide inférieure à ce qui était jusqu'à présent prévu – qui était de 50 euros. Pour nous, ça ne correspond pas du tout à la réalité des frais d'entretien d'un vélo du quotidien, et ça implique un reste à charge important pour nombre de nos ménages. Pour nous, cette mesure, c'est donc une « *mesurette* ». On propose donc de relever la barrière ridicule des 50 % de coûts éligibles et de monter à jusqu'à 50 euros d'aide à la réparation.

Pour nous, en fait, le compte n'y est pas vraiment, car il n'y a rien finalement aussi sur – deuxième point que je voulais aborder – les aides à l'achat de vélos mécaniques. Bien sûr, on se félicite que vous ayez depuis le début du mandat repris certaines de nos mesures : l'extension à l'achat de VAE d'occasion, par exemple en janvier 2021, ou l'extension au kit d'électrification en juillet 2021. Mais nous le savons : il n'est ni possible pour des raisons économiques pour certains de déménager de notre Métropole, ni souhaitable pour des raisons environnementales de massifier l'acquisition de VAE sur notre Métropole. Comme l'ont déjà fait remonter les associations qui promeuvent le vélo sur notre territoire, nous réitérerons donc des propositions pour lesquelles j'ai déjà fait passer des amendements - là je ne les ai pas remis – mais une aide de 200 euros pour l'acquisition d'un vélo mécanique neuf dans la limite de 50 % de la valeur d'achat, une aide de 500 euros pour les vélos cargos triporteurs ou remorques sans assistance électrique. On le sait : le transport des courses c'est extrêmement déterminant dans le fait de prendre sa voiture et/ou de prendre son vélo.

Aujourd'hui il faut montrer aux habitantes et aux habitants de notre Métropole que c'est tout à fait possible de se déplacer à vélo, puisqu'il existe aujourd'hui des équipements – mais qui restent encore chers. 500 euros pour les vélos cargos et autres outils de ce type et puis une aide de 50 euros pour l'acquisition d'un vélo mécanique d'occasion acheté chez un revendeur de la Métropole. On le sait : pour les ménages les plus modestes, et il y en a de nombreux sur notre territoire, c'est encore la meilleure manière pour accéder au vélo.

On a suffisamment perdu de temps je crois sur ce sujet. Il faut changer le braquet maintenant. J'entendais tout à l'heure – ce que j'ai compris des débats qu'il y a eu sur cette histoire de BHNS – c'est mieux que rien ou c'est mieux que ce qui était fait avant. Je m'excuse mais malheureusement, notre mandat 2021-2026, on ne peut pas juste se dire on fait un peu mieux puis on verra. Malheureusement, ce n'est pas notre faute. On hérite d'une situation, mais malheureusement, notre génération d'élus doit faire beaucoup mieux. On doit préparer nos villes, parce qu'aujourd'hui ce sont nos habitants qui perdent du temps dans les bouchons, c'est du temps en moins avec leur famille et pour faire leurs loisirs. Aujourd'hui ce sont les budgets de nos ménages qui sont grevés par les prix qui vont augmenter du coût du pétrole et donc il faut agir. C'est notre responsabilité et c'est comme ça. Merci pour vos réponses.

#### **Monsieur le Président**

C'est vrai que la gratuité des transports, ça va faire du bien au budget des ménages. Monsieur GUISEPPIN.

#### **Serge GUISEPPIN**

Je vais faire très court. Bien entendu, je partage l'avis sur l'aide au vélo : pas de souci. Par contre, il y a un petit delta entre la période où les gens achètent le vélo, réalisent le dossier et perçoivent l'aide. Là quand ils achètent, ils payent comptant, c'est-à-dire qu'ils décaissent, et il s'avérerait que le délai de l'aide est relativement long – on parle de mois. Ça veut dire que les gens attendent une somme importante sur un délai important. Est-ce qu'on peut me répondre sur ce délai ? Est-ce qu'on peut faire un effort pour activer ces remboursements, ou en tout cas la perception sonnante et trébuchante de ces aides en cette fin d'année qui, comme vous le savez, est une situation importante pour les budgets des ménages ? Merci.

#### **Monsieur le Président**

Monsieur GUISEPPIN, tout à l'heure je vous ai attentivement écouté : il faut qu'on maîtrise nos dépenses de fonctionnement, donc il y a beaucoup de choses qui se font. D'ailleurs, ceux qui l'ont dit tout à l'heure, ce sont des maires, ils représentent des milliers d'habitants. C'est pour ça que j'ai souhaité donner du temps de parole. Ils sont impliqués au contact avec leurs administrés. Effectivement, on est un peu victimes du succès. C'est-à-dire qu'il y a beaucoup de demandes et ce sont quasiment quatre agents qui gèrent pour verser le plus rapidement possible l'aide de 500 euros. On va essayer de s'améliorer, comme toujours.

C'est un effort qui est conséquent et qu'on a décidé de prolonger, parce que ce qu'on devait surtout attendre, c'est le VAE, tellement c'est victime de son succès – et le VAE cargo aussi. On a fait le choix de rajouter 6 mois sur un niveau d'aide qui est absolument conséquent, pas neutre. Monsieur CALVAT me disait quand on écoutait certaines interventions : « *mais ce sont les mêmes qui contestent qu'on trouve des recettes* ». On fait ce choix, on essaie d'être dans l'équilibre : chaque fois qu'on arrive à faire en sorte qu'une personne passe de sa voiture au vélo à assistance électrique, c'est une très bonne nouvelle – là on est à près de 20 000.

D'ailleurs c'est vrai que ça nous met une pression pour avancer sur les continuités cyclables, les pistes cyclables : on y consacre 150 millions d'euros sur le mandat, de peu à 150 millions d'euros je ne veux pas polémiquer et on a demandé au meilleur, Copenhagenize, qui fait référence, autorité, de nous accompagner dans ce déploiement. Il faut aussi un petit peu de temps, ça va arriver, sur Flahault, sur Millénaire, les travaux vont commencer pour bâtir le réseau express vélo et puis c'est le déploiement avec les infrastructures de transport, de bus à haut niveau de service et la ligne 5 du tramway, et puis dans d'autres endroits. L'honnêteté de certains – mais c'est une valeur qu'il faut parfois trouver – c'est d'observer qu'aux abords des écoles de Montpellier, les agents de protection des écoles, les pistes cyclables ont pu être tracées pour essayer d'avancer, mais évidemment, il faut trouver son rythme. Encore une fois les équipes sont plutôt à 120 % qu'autre chose.

Quant à l'aide aux vélos mécaniques sous forme de Coup de Pouce, elle s'installe parce que c'est aussi un levier. L'un des arguments qui fut employé dans cette Assemblée avait été de dire : ça permet à des gens qui avaient un vélo d'avoir une petite aide pour le faire réparer. On met en place ce dispositif en test, on va voir comment ça passe et puis on reviendra peut-être devant le Conseil pour voir ces évolutions, si c'est bien effectif ou pas, et peut être l'améliorer. Mais on s'était engagé à mettre en place ce Coup de Pouce.

Monsieur MEUNIER, vous vouliez rajouter quelque chose.

### **Cyril MEUNIER**

Je vais juste dire que la cohérence de la politique de la Métropole sur cet aspect-là, sur le vélo, va jusqu'au fait que, quand on a eu à choisir l'entreprise qui devait reprendre l'usine de Schneider, on a choisi – au milieu des trois candidats qui répondaient aux demandes de Schneider – une entreprise qui a pour vocation d'amener de la production de vélos sur le territoire de Montpellier, mais avant tout d'offrir une possibilité d'achat de pièces de réparation et de vélos, y compris électriques, à moindre coûts, et également de développer une offre de services autour du vélo. C'est une cohérence d'action de notre Métropole qui va porter ses fruits, y compris dans le positionnement de notre territoire sur ces secteurs d'activité et de production industrielle.

### **Monsieur le Président**

Merci à vous. Je propose de passer aux voix sur l'affaire 8. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix*

### **AFFAIRE N° 8 : AMENAGEMENT DURABLE - PROGRAMME SAVOIR ROULER A VELO AUPRES D'ELEVES DE CM2 SCOLARISES SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX COMMUNES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. C. ASSAF (avec les pouvoirs de MM. C. BOURDIN et M. SEBLIN) sort de séance.*

### **Monsieur le Président**

Affaire suivante. Savoir rouler à vélo. Vas-y Jean-Luc, pour présenter.

### **Jean-Luc SAVY**

Savoir rouler à vélo, c'est un programme qui est dédié à la sensibilisation et au développement de la pratique du vélo pour les enfants de CM2 – qui sont donc de futurs collégiens de notre territoire. Un programme ambitieux qui s'inscrit à la fois dans le cadre du plan déployé par la Métropole au titre de la stratégie du choc des mobilités – dont on a parlé – qui s'inscrit dans l'enveloppe budgétaire de 150 millions d'euros – dont a parlé Renaud [CALVAT] – dédiée à l'écosystème vélo et du plan vélo national lancé en 2018 par l'État. Avec



ce programme d'accompagnement de nos enfants pour des mobilités alternatives à la voiture, la Métropole est partenaire de la Fédération des Usagers de la Bicyclette (FUB) dont nous avons accueilli le congrès annuel début juillet à Montpellier.

Trois objectifs sont poursuivis : encourager la pratique du vélo et l'activité physique de nos jeunes ; permettre aux familles qui habitent à proximité des écoles et des collèges de changer leurs habitudes de déplacement ; et puis favoriser l'autonomisation des déplacements des jeunes et leur apprentissage dans un cadre sécurisé. Trois modules sont proposés par ce programme en trois étapes : d'abord savoir pédaler, c'est-à-dire s'équilibrer, savoir freiner, savoir tourner ; deuxième étape, savoir circuler en vélo dans un cadre sécurisé, rouler en groupe, apprendre les panneaux du Code de la route ; et puis troisième étape, savoir rouler en vélo, c'est-à-dire se positionner en environnement réel dans des conditions réelles sur la voie publique.

Les intervenants et les structures habilitées à dispenser ce programme sont toutes les associations cyclistes locales ou nationales, les fédérations diverses, les associations scolaires, extrascolaires, les vélocistes, et bien entendu les collectivités locales et l'Éducation nationale. Les communes ont naturellement vocation à participer très directement à la réussite de ce programme qui pourrait potentiellement toucher 1 500 enfants de CM2 à l'échelle de notre Métropole. C'est pourquoi il est proposé d'accompagner financièrement et sur convention les communes qui le souhaitent, sur la base d'une aide de 30 % du coût de la formation à partir d'un montant moyen estimé à 80 euros par enfant. C'est donc une enveloppe de 120 000 euros qui est proposée dans un premier temps aux 31 exécutifs de la Métropole pour la réussite de ce programme national.

Je terminerai, en entendant ce qu'on a dit précédemment, en vous recommandant les lectures de Sonia LAVADINHO, qui est une anthropologue suisse, dont *La Gazette* avait fait – pardon pour la citation – un portrait sur deux pages le mois dernier, qui parle de la ville plaisir, qui parle de la ville relationnelle et qui pose la problématique de cet espace public, souvent désagréable, que l'on traverse le plus vite possible, pour aller d'un point A à un point B, pour aller travailler, pour aller à l'école, pour aller au collège, en revenir. Vite, on passe d'un point à autre. Or il faut penser à ces connecteurs d'attractivité et les centrer dans l'espace public, car demain, parce que l'on réinvestira cet espace public pour le rendre ludique, culturel, agréable, planté, social, alors on ne parlera plus de mobilité, on ne parlera plus de déplacement, on parlera de la ville en mouvement. Je vous remercie.

#### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur le Maire, cher Jean-Luc. Qui a des questions sur cette délibération, pour que toutes les communes puissent accompagner la sensibilisation des enfants au vélo ? 1 500 cette année. Ok, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 82 voix*

#### **AFFAIRE N° 9 : HORS COMMISSION - RESORPTION DU BIDONVILLE DE CELLENEUVE - PROTOCOLE D'ACCORD POUR L'IMPLANTATION D'UN VILLAGE DE TRANSITION SECTEUR DE LA RAUZE A MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. C. ASSAF (avec les pouvoirs de MM. C. BOURDIN et M. SEBLIN) entre en séance.*

#### **Monsieur le Président**

Affaire n° 9. C'est sur une parcelle qui est située sur la commune de Montpellier – je sais qu'il y aura une intervention tout à l'heure – c'est de pouvoir accueillir pour 18 mois un village de transition pour nous accompagner dans la résorption du bidonville de Celleneuve. Il est là depuis près de 8 ans, il pose de nombreux problèmes de dignité des personnes dans ce lieu, et il s'inscrit dans la politique de résorption des squats et des bidonvilles sur laquelle nous essayons d'agir, avec la mobilisation là encore des associations et des services de la Ville.

Je mets au débat. Je sais que Monsieur le Maire de Lattes souhaite s'exprimer.

#### **Cyril MEUNIER**

Monsieur le Président et chers collègues. J'imagine qu'à 13 heures votre envie est de vous lever et d'aller manger, mais permettez-moi s'il vous plaît de vous prendre un peu de votre temps. Président, on le dit depuis

tout à l'heure, que ça soit dans la conduite de la politique fiscale, dans la conduite d'investissements, la conduite sur les mobilités et bien d'autres sujets : on ne peut que louer le volontarisme et notre travail d'équipe en matière de gestion de cette Métropole. Je vais y ajouter la volonté d'attaquer enfin le sujet des lieux indignes, dans lesquels un certain nombre de personnes sur nos territoires vivent. Je pense évidemment aux camps de Roms, je pense également aux bidonvilles que nous avons et aux différentes poches que nous supportons, et avec lesquels nous devons vivre.

Je rappelle à ceux qui ne le savent pas que, pour ma part, à Lattes, nous avons toute une partie de notre territoire qui est également un territoire qu'on pourrait qualifier de difficile à gérer : c'est celui qui est à côté de la Castel, entre les deux lignes de chemin de fer, où va reprendre la continuité de la LGV, mais sur lequel on a cette responsabilité – d'ailleurs une partie est à Montpellier, un peu plus petite que celle de Lattes – et sur lequel on essaie de faire en sorte que les gens vivent dans la dignité alors que leur situation personnelle est difficile.

La Commune de Lattes n'a jamais été en reste sur la gestion des personnes en difficulté. Cela fait plus de 15 ans qu'on accueille régulièrement plus d'une centaine de personnes migrantes ou de Mineurs Non Accompagnés (MNA) et qu'on le fait parce que la Commune de Lattes a une politique humaniste affirmée et volontariste. Je ne voudrais pas que les propos que je vais tenir maintenant soient des propos qui laissent à penser que notre Commune n'a pas envie, en solidarité, de prendre en charge une partie des problèmes. Non.

Je voulais juste dire : moi qui suis l'un de ceux qui est le plus ancien ici, je veux rappeler le fait métropolitain, ce sont des communes qui se mettent ensemble – on dit métropolitain, mais c'est l'intercommunalité, c'était le cas déjà à l'Agglomération – pour traiter le développement d'un territoire dans tous ses aspects. A partir de ce moment-là, l'un des facteurs principaux, c'est évidemment l'urbanisme, c'est évidemment la cohésion de l'occupation du territoire aux limites de nos Communes. En ce sens, je l'ai expliqué, vous imaginez bien, à Michaël [DELAFOSSÉ], on s'est eu au téléphone, on n'est pas en train de se surprendre mutuellement, ce n'est pas du tout ma manière de voir. Je pense que je suis un bon camarade dans cette Métropole, depuis des années et des années, j'en ai ô combien supporté, des sujets d'intérêt général. Mais Michaël a omis, avec l'ensemble des personnes qui travaillent sur ce dossier, de nous prévenir au niveau de la Commune de Lattes. Il y a un tel volontarisme qu'il y a sûrement beaucoup de précipitation dans beaucoup de choses et quand on se précipite, il y a des oublis. Dont acte. J'accepte les excuses qu'il m'a présentées hier et je tiens à le dire : je ne lui en veux pas. Je sais qu'aujourd'hui diriger la Métropole dans ce climat avec la Covid-19 et les retards qui ont été pris dans les 6 dernières années, ce n'est pas évident. Je le félicite pour son volontarisme et sa capacité de travail.

Ceci étant, si les élus en charge de ce dossier ou les techniciens – y compris les services de l'État qui se sont bien gardés de me prévenir – m'avaient posé la question sur la pertinence d'installation de ce village à 150 mètres du plus grand parc hôtelier et para-hôtelier de la Métropole, en tant que Vice-Président à l'attractivité du territoire, j'aurais dit *« je pense que ce n'est pas opportun »*. Si on m'avait posé la question, j'aurais montré les difficultés qu'on rencontre déjà dans ce quartier en matière de sécurité, liées à un camping qui reçoit beaucoup de publics difficiles, avec également la collaboration des services de l'État et de la Commune de Lattes pour essayer de résorber tous les problèmes sociaux et les problèmes de sécurité qu'on peut y avoir. J'aurais marqué que ce territoire n'est pas desservi par des transports en commun, et aussi aux alentours. Le terrain c'est vrai, a des problèmes d'inondabilité importante.

Ce territoire, c'est la Céréirède, parce que là on vous dit que c'est la rue de la Rauze, mais c'est la Céréirède. C'est en-dessous de l'ancienne autoroute A9 et c'est là où on a MAERA, en particulier – pour vous rappeler les équipements d'intérêt général que la Commune de Lattes porte pour chacun d'entre vous. Je pense que ce lieu n'est pas approprié. Il y a dans cette délibération un échange de terrain, avec BRL qui aujourd'hui occupe ce terrain. Je pense que le terrain qu'on va leur donner en échange, à Garosud, aurait été beaucoup plus pertinent pour gérer ce dossier. C'est une question de présence sur un territoire mal équipé et en plus en concurrence avec une activité touristique très forte pour notre territoire.

On est bien d'accord sur mon propos. Premièrement, je regrette de ne pas avoir été prévenu en tant que Maire de Lattes. C'est pour cela que les élus lattois vont voter contre, parce que je pense qu'il faut se rappeler, les uns et les autres, que même dans la précipitation, il ne faut pas qu'on fasse des choses, aucun d'entre nous d'ailleurs – parce que comme je l'ai dit à Michaël, *« si tu veux, moi, je vais t'installer une rampe de lancement de missiles sol-air, ou un établissement pour traiter les déchets nucléaires, et puis je te préviendrai au dernier moment en te disant excuse-moi j'ai mis en limite de la Restanque un équipement aussi nuisible »*. Je ne



compare pas évidemment avec le village, ce n'était pas mon propos. Mais on a déjà une centrale béton installée par Montpellier à côté d'un parc hôtelier, je pense que ce n'est pas du tout raisonnable.

Dernier point : je suis étonné – mais vous allez trouver mon côté taquin habituel, c'est histoire de vous dire que même si je suis en colère et je me suis déjà exprimé sur la question, j'essaie de garder mon caractère de bon compagnon – qu'on installe des gens pour vivre entre deux autoroutes. J'avais cru comprendre qu'à Cambacérès les particules fines étaient tellement importantes, qu'il ne fallait plus mettre de logements. Là *a priori* on peut installer entre deux autoroutes des personnes. C'est peut-être au niveau de la santé publique des gens moins importants parce qu'ils sont dans une situation sociale catastrophique, et évidemment je les plains. Évidemment, Lattes continuera à se mobiliser pour aider les personnes en grande difficulté.

Je rappelle juste que quand on a retiré le camp de Roms à Montpellier sur le Mas Rouge, une bonne partie sont venus s'installer sur Lattes. Nous assumons et vous n'avez vu aucune sortie médiatique de ma part sur la question. On assume la prise en charge de ces personnes qui ont évidemment, en humanité, besoin de la solidarité de chacun des êtres humains qui sont ici présents dans cette salle. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur le Maire. Madame HART.

### **Clare HART**

Monsieur le Président, chers collègues. Merci de m'avoir donné la parole. Je voudrais revenir sur l'historique qui nous amène à cette situation aujourd'hui. En 2014, en Conseil municipal de Montpellier, au moment de l'annonce du coup d'arrêt donné par la majorité municipale au projet de village d'insertion, à cette époque-là, nous avons clairement entendu la promesse qui avait été faite de résorber ce bidonville. Nous avons même à cette époque suggéré la mise en place d'un groupe de travail avec l'ensemble des parties prenantes, dont les associations expertes – que je salue très chaleureusement pour leur travail. Force est de constater qu'en fin de mandat, rien n'a été fait.

Depuis notre arrivée, nous prenons nos responsabilités et nous travaillons pour résorber ce bidonville dans le respect de ses habitants, et notamment des 108 mineurs qui y vivent. Beaucoup de personnes ont déjà trouvé le chemin du logement, le chemin de l'insertion, mais pour les autres il est nécessaire – même obligatoire – que l'on passe par un village de transition, qui sera encadré intégralement par l'association Coallia, qui a vraiment beaucoup d'expérience dans le domaine.

Ce village, cette solution que nous proposons, est une solution concrète au problème que personne n'avait affronté jusqu'alors. Je rappelle que le village de transition est une solution transitoire, comme son nom le dit, transitoire, pour les 18 prochains mois. Franchement, je pense qu'on est toutes et tous d'accord que cette solution a déjà trop duré et que nous ne pouvons pas accepter, ni de laisser vivre des personnes dans de telles conditions d'habitat indigne, ni de faire subir les conséquences de cette précarité au voisinage. Aujourd'hui nous devons agir, trouver des solutions concrètes et agir. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci, Madame HART. Quelques mots, rapidement. Je peux comprendre l'intervention : je m'en suis expliqué avec Cyril MEUNIER. Ce travail, nous le faisons en concertation avec l'État, qui est quand même compétent sur ce sujet-là. Notre but c'est d'arriver à trouver des solutions et aujourd'hui, depuis un an sur la Ville de Montpellier, squats, bidonvilles, on a trouvé des solutions par l'intercalaire, pour ensuite reconstruire des chemins de sortie. C'est bien cela l'objectif. C'est de ne pas installer de manière précaire, de manière indéfinie, les gens. C'est bien parce que, précisément, nous récusons l'idée qu'on puisse expulser violemment et que ça met des gens en situation d'errance qu'il nous faut ce type de solution. On hérite ou on a – peu importe – une solution qui est extrêmement complexe et pour laquelle il faut apporter une réponse la plus complète possible. Un lieu, qui sera transitoire. Je le dis très clairement : c'est ce que nous a signifié le Préfet et c'est ce que nous avons demandé dans nos dialogues, pour pouvoir ensuite construire des stratégies d'insertion. Les terrains ou les lieux d'ailleurs qui sont mobilisés là-dessus – je le demande aux équipes – c'est de manière privilégiée sur la Commune de Montpellier, c'est là que ça doit pouvoir se passer. J'entends bien qu'il y a un effet frontière qui peut ne pas aller plus simple. Mais ce que nous cherchons à faire, c'est de pouvoir construire des stratégies d'insertion, et c'est pour ça que nous nous appuyons sur Coallia.

Nous avons eu récemment avec le Département un travail similaire sur les MNA, qui maintenant font l'objet d'un accompagnement éducatif et pour lesquels nous avons – en les faisant sortir des hôtels où ils étaient

restés en errance – construit des trajectoires de réussite. Il se trouve que le bidonville dit du Mas Rouge, il y a eu une localisation Montpellier intra-muros dans un lieu, il n'y a aucun problème et à l'horizon de mars on sera en capacité d'avoir construit des solutions. Je le dis : des solutions qui ne font pas passer devant ceux qui sont en attente d'un logement social, mais mobiliser des dispositifs de droit commun pour accompagner. Je sais, je le dis et je le reconnais, tous les efforts que fait la Mairie de Lattes sur beaucoup de sujets, comme pour d'autres collègues. Nous sommes là sur des situations qui sont difficiles et ce bidonville n'a que trop duré sur Celleneuve, nous on doit pouvoir apporter une réponse là-dessus.

Voilà pourquoi on met aux voix cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, M. Michel CALVO, Mme Zohra DIRHOUSI, M. Yvon PELLET, M. René REVOL, M. Mikel SEBLIN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 74 voix*

*Contre : 4 voix*

*Ont voté contre : Mme Florence AUBY, M. Jean-Noël FOURCADE, M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT.*

#### **AFFAIRE N° 10 : SOLIDARITES - PROGRAMME CITES DE L'EMPLOI - LABELLISATION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - FEUILLE DE ROUTE ET PLAN D' ACTIONS - APPROBATION**

##### **Monsieur le Président**

Je vous propose d'aller un peu plus vite. Il y aura un temps pour Monsieur PENSO. Affaire n° 10. Est-ce qu'il y a des questions ? Tout cela a été vu en Commission. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

#### **AFFAIRE N° 11 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL3M) - ACTIONS D'INSERTION PAR LE LOGEMENT 2022 - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS ET CCAS - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. J-N. FOURCADE sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.*

##### **Monsieur le Président**

Affaire n° 11. Il s'agit du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL). Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 12 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL) - DELEGATION DE GESTION FINANCIERE ET COMPTABLE - CONVENTION AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CAF) DE L'HERAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. J. MARTINIER (avec le pouvoir de Mme M. FOURCADE) sort de séance.  
Mme M. CASSAR sort définitivement de séance en donnant pouvoir à M. J. VERA.*

**Monsieur le Président**

Affaire n° 12 relative au FSL et à la CAF. Je mets aux voix. Même vote ? Oui, Madame DOULAIN, allez-y.

**Alenka DOULAIN**

Très rapide.

**Monsieur le Président**

Non, non. Prenez votre temps.

**Alenka DOULAIN**

Merci. Effectivement, la première affaire sur le FSL, c'est ce qu'on donne aux associations, la deuxième c'est sur ce qu'on distribue en aide individuelle. Je tiens à faire remarquer que dans cette délibération il est marqué qu'en 2022 on va être sur 4 500 aides – on nous avait dit 5 000 aides en 2021 – et on va passer d'un budget qui était en 2021 de 2,1 millions à 1,9 million. J'entends du coup une baisse de ces aides qui sont prévues aujourd'hui. Ma question elle est très simple : elle est de savoir si c'est parce qu'il y a une baisse de la précarité sur notre territoire ou est-ce que c'est parce que ce dispositif n'est pas assez connu de nos concitoyens et concitoyennes ? Merci pour vos réponses.

**Monsieur le Président**

Madame DOULAIN, vous pointez le sujet du non-recours au droit. Le FSL, c'est un dispositif très important, pour des gens qui sont dans une situation de vulnérabilité, que tous les maires ici souvent sollicitent. Mais on a un sujet de non-recours au droit, qui fera d'ailleurs l'objet d'un travail sur le territoire dans le cadre des états généraux de la solidarité. Si jamais on avait davantage de dossiers, évidemment, il y aurait une décision budgétaire modificative. Je crois que vous partagez cette idée, d'avoir des dispositifs plus cohérents, quitter les logiques de guichet, sur lesquels nous voulons travailler. Ça vous va ? Ok, merci.

Je mets aux voix. Même vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

**AFFAIRE N° 13 : SOLIDARITES - RAPPORT ANNUEL POLITIQUE DE LA VILLE 2020 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire n° 13. Rapport annuel sur la politique de la ville. Vous en avez pris connaissance. Y a-t-il des remarques ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N° 14 : ATTRACTIVITE - PREVENTION DES RISQUES MAJEURS - SYSTEME DE GESTION D'ALERTE EN CAS DE RISQUES MAJEURS - CONVENTION DE MUTUALISATION DE PRESTATIONS ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET SES COMMUNES MEMBRES POUR L'AIDE A LA GESTION D'ALERTE EN CAS DE RISQUES MAJEURS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. J. MARTINIER (avec le pouvoir de Mme M. FOURCADE) entre en séance.  
Mme M. BORNE sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire n° 14. Jean-François, quelques mots. Sujet important.

**Jean-François AUDRIN**

Oui, sujet important, la gestion des risques majeurs, qui est une préoccupation majeure et constante de la Métropole, qui a suscité une réflexion pour mutualiser la gestion de ces sinistres, notamment par des solutions qui permettent d'alerter.

La solution retenue, c'est un système de télé-alerte, avec une diffusion de messages par mail ou par téléphone ou par SMS. La solution qui a été retenue est F24 France. Elle permet de déclencher immédiatement des campagnes d'information sur plusieurs canaux simultanés. La Métropole prendra à sa charge le coût des abonnements, ainsi que le coût d'installation et de maintenance, et le coût des consommations liées au déclenchement des alertes seront à la charge des Communes. Il faut savoir qu'il y a une option envisageable aussi : c'est que les Communes peuvent adhérer aussi à une option qui leur permet de communiquer quand ce ne sont pas que des alertes, et je propose aux différents maires de se rapprocher des services pour mettre en place ce système de communication pour l'ensemble des administrés.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur AUDRIN. C'est développer la culture du risque sur notre territoire qui, comme nous le savons, est très vulnérable, notamment inondations, canicules, feux de forêt. Donc la Métropole accompagne les communes pour le développement de la télé-alerte, elle est encore trop méconnue, et elle peut sauver des vies.

**Jean-François AUDRIN**

Tout à fait.

**Monsieur le Président**

Merci à vous, en tout cas de porter ce dossier. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 15 : SOLIDARITES - OBSERVATOIRE LOCAL DES LOYERS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'ADIL 34 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire n° 15. Subvention à l'Agence Départementale Information Logement (ADIL) pour financer l'Observatoire des loyers qui donnera l'indice de référence dans le cadre du décret qui reconnaît la Métropole de Montpellier pour procéder à l'encadrement des loyers. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité. Adoptée.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Claudine VASSAS MEJRI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

## **AFFAIRE N° 16 : ANIMATION DU TERRITOIRE - MUSEE FABRE - TRANSFERT DE PROPRIETE DE L'ÉTAT DE DEUX TABLEAUX DE JEAN-HONORE FRAGONARD - "LE JEU DE LA PALETTE, VERS 1761-1765" ET "LA BASCULE, VERS 1761-1765" - APPROBATION**

*Mme M. BORNE entre en séance.*

*M. F. RIO (avec les pouvoirs de Mme A. RIMBERT et M. J-P. RICO) sort de séance.*

*M. W. ARS sort définitivement de séance en donnant pouvoir à M. J. MARTINIER.*

*M. J-F. AUDRIN sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.*

### **Monsieur le Président**

Monsieur PENSO, je vous donne la parole pour présenter deux informations très importantes dans le cadre de notre politique culturelle.

### **Éric PENSO**

Monsieur le Président, chers collègues. Effectivement, je pense que c'est important de prendre un petit temps. Cette délibération porte sur le transfert de propriété de l'État vers la Métropole, particulièrement le musée Fabre, de deux tableaux de Jean-Honoré FRAGONARD, l'un qui s'appelle *Le jeu de la palette*, qui a été peint entre 1761 et 1765, et *La bascule*, qui a été peint dans les mêmes années. D'abord, rappeler aux collègues qui l'ignoraient peut-être que FRAGONARD est un des peintres les plus célèbres du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Je vais quand même raconter la petite histoire de ces tableaux, parce qu'elle est à la fois atypique et très particulière, qui a un destin plutôt incroyable, qui nous touche. Ces œuvres appartenaient au receveur général des finances de Montauban dans ces années 1700 et quelques. A sa mort, en 1786, elles ont disparu. Elles ont réapparu en 2017 dans un château de l'Orne et leur propriétaire de l'époque ignorait qu'elles étaient des FRAGONARD. L'État a immédiatement classé ces tableaux en trésors nationaux, impliquant de fait une interdiction de sortie du territoire et des dispositifs fiscaux très incitatifs pour le mécénat. C'est en 2021 que le musée du Louvre, avec le soutien du ministère de la Culture et de mécènes privés, ont fait l'acquisition de ces œuvres. Vous le savez puisque la presse s'en était fait largement l'écho sur le territoire, en juillet dernier, en présence de Madame la Ministre de la Culture – qui a fait déjà deux visites sur le territoire pour saluer le travail culturel que nous menons – elles ont été prêtées au musée Fabre.

Ce qui est proposé et ce qui a été défendu devant le Haut Conseil des musées de France en novembre dernier et voté à l'unanimité, c'est un transfert de propriétaire vers la Métropole, vers le musée Fabre, pour que nous puissions bénéficier de ces œuvres. Effectivement, pour le musée Fabre, pour la Métropole et je dirais même pour le territoire de manière plus large, c'est une extraordinaire nouvelle qui déclenche un enthousiasme chez moi et chez nous, Monsieur le Président, que vous partagez. C'est extraordinaire, puisqu'aucune œuvre de FRAGONARD n'est disponible dans les musées de la Région Occitanie, nous sommes les seuls à les avoir. Il est bien évident que le prix de ces œuvres... FRAGONARD est un peintre très coté ; ses œuvres atteignent plusieurs millions d'euros. Ces deux acquisitions, à hauteur de 5 millions d'euros, n'auraient pas été envisageables pour le musée Fabre, puisque ça correspond à une année entière du budget d'investissement et de fonctionnement, ou presque 15 années de budget d'acquisition.

Le choix qu'a fait l'État – que je veux saluer ici en notre nom à tous – rend possible cette acquisition, et c'est un transfert de propriété qui est une extraordinaire opportunité pour ces œuvres qui sont de tout premier plan. Ça porte aussi une extraordinaire reconnaissance aux équipes du musée Fabre pour le rayonnement du territoire. Je rappelle d'ailleurs que ce soir, il y a un vernissage à 18 h dans notre très beau musée Fabre. Voilà ce que je voulais vous dire, Monsieur le Président, pour marquer cette incroyable nouvelle qui nous frappe avec bonheur.

### **Monsieur le Président**

Tout à fait. Merci, Monsieur le Vice-Président. Merci de votre implication sur ce dossier, au côté, en lien avec Madame la Ministre de la Culture, Roselyne BACHELOT. Jamais nous n'aurions pu nous payer ces deux chefs-d'œuvre. C'est le travail qui paye, c'est le travail du musée, c'est à la suite de sa venue, la garantie, à Madame la Directrice des musées de France, qu'on pouvait les accueillir. On vient enrichir les collections du musée de deux œuvres exceptionnelles, et je pense qu'elles vont être largement découvertes. Mais on aura l'occasion d'en reparler, notamment avec les jeunes publics dans le cadre du bicentenaire du musée.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N° 17 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONTRAT D'EXPLOITATION DE L'IMAGE DE L'ARTISTE YAN PEI-MING ET DE REPRODUCTION DE L'ŒUVRE "L'IMPOSSIBLE RENCONTRE" - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme V. NEGRET (avec le pouvoir de M. S. DESSEIGNE) sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Maintenant, autre modalité, pour acquérir une œuvre de YAN Pei-Ming, qui a fait une œuvre liée au musée Fabre, en lien avec nos collections. Monsieur PENSO.

**Éric PENSO**

Nous avons aujourd'hui proposé en délibération un contrat d'exploitation de l'image de cet artiste, YAN Pei-Ming, en lien avec le musée Fabre parce qu'il y a toute une histoire – mais je ne vais pas rentrer dans les détails, ce serait un petit peu long et je crois que ça va vous lasser.

Par contre, la démarche qui est proposée dans la délibération : les œuvres sont déposées à titre gratuit, « *L'impossible rencontre* » 2019, qui est un triptyque, trois huiles d'une valeur d'environ 300 000 euros sont au musée Fabre. Il s'agit à la fois de cadrer l'exploitation de l'image de l'artiste et surtout d'accompagner le musée qui lance, par cette démarche, sa première campagne participative d'appel aux dons qui va permettre, nous l'espérons, l'acquisition de cette œuvre. Le soutien des visiteurs, des habitants de la Métropole, les différents publics du musée, sera décisif pour l'enrichissement du patrimoine de Montpellier de demain, du musée de demain. Grâce à cette action, l'œuvre d'un artiste contemporain de renommée internationale pourra, nous l'espérons fortement, rejoindre les collections du musée Fabre. C'est ce qu'on appelle le « *crowdfunding* », un anglicisme – même si je suis à moitié anglais, je n'aime pas ces expressions – mais je pense que c'est une démarche innovante à nouveau pour le musée Fabre et pour notre territoire. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur le Vice-Président. Qu'on soit bien clair : le budget d'acquisition du musée a été plutôt augmenté et dans la PPI il apparaît. Mais là nous avons une œuvre exceptionnelle et effectivement tout le monde peut participer. Déjà des mécènes ont aidé, mais le musée, son conservateur, on trouve cette démarche très bien, on peut contribuer, les uns les autres ici, vous pouvez aider le musée Fabre à enrichir sa collection par ce triptyque de YAN Pei-Ming, qui a vocation à rester avec nous et pas à partir dans son atelier à Dijon. Je crois que c'est un des grands artistes contemporains qui fut exposé récemment à Avignon.

*Je mets aux voix ce principe rapporté par Monsieur le Vice-Président. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 78 voix*

**AFFAIRE N° 18 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT AVEC LA REGION OCCITANIE POUR LA CONNAISSANCE DU PATRIMOINE METROPOLITAIN - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire n° 18. Convention-cadre avec la Région Occitanie sur le patrimoine de la Métropole. Ça nous aide à obtenir des financements. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 78 voix*



**AFFAIRE N° 19 : ANIMATION DU TERRITOIRE - FDI STADIUM - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HANDBALL - AVENANT N° 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme V. NEGRET (avec le pouvoir de M. S. DESSEIGNE) entre en séance.  
M. G. BALAZUN sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 19. Y a-t-il des questions ? FDI Stadium. Convention d'occupation temporaire du domaine public. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur ASSAF ? Merci à vous.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Eliane LLORET, Yvon PELLET.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 69 voix*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

**AFFAIRE N° 20 : AMENAGEMENT DURABLE - SERVICE KARTATOO - CONVENTION RELATIVE A LA TARIFICATION MULTIMODALE SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire n° 20. Service Kartatoo. C'est sur l'intermodalité des transports. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mathilde BORNE, M. Renaud CALVAT, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 65 voix*

**AFFAIRE N° 21 : HORS COMMISSION - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) TRANSPORT URBAIN - AVENANT N°5 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 21. DSP. Avenant n° 5 sur TaM. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mathilde BORNE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 65 voix*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

**AFFAIRE N° 22 : AMENAGEMENT DURABLE - CREATION DU COMITE DES PARTENAIRES "COPAR-MOBILITE" AU TITRE DE L'ARTICLE L.1231-5 DU CODE DES TRANSPORTS - COMPOSITION - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 22. Création du comité des partenaires. C'est une obligation de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM). Il faut fixer le nombre de représentants, il y aura société civile, usagers, il y aura employeurs. Ça devra présenter toutes les orientations que nous mettons en œuvre sur les mobilités. C'est une obligation légale et on la met en œuvre bien volontiers. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 79 voix*

**AFFAIRE N° 23 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES COMMUNES DE BEAULIEU, SAINT-DREZERY, RESTINCLIERES, BAILLARGUES, SAINT GEORGES D'ORQUES ET VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 23. Monsieur LAFFORGUE. Convention de fonds de concours entre la Métropole et les Communes de Beaulieu, Saint-Drézéry, Restinclières, Baillargues, Saint Georges d'Orques, Villeneuve-lès-Maguelone. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 79 voix*

**AFFAIRE N° 24 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNES DE SAINT GEORGES D'ORQUES ET DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER - CONVENTIONS DE FONDS DE CONCOURS DE 2020 - AVENANTS N°1 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 24. Fonds de concours. Avenant avec la Commune de Saint Georges. Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 79 voix*

**AFFAIRE N° 25 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE REFACTURATION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA COMMUNE DE PEROLS - DELIBERATION MODIFICATIVE A LA SUITE D'UNE ERREUR MATERIELLE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 25. Entre la Métropole et la Commune de Pérols. Fonds de concours. Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 79 voix*



**AFFAIRE N° 26 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTFERRIER-SUR-LEZ - RENONCIATION A ACQUERIR - EMLACEMENT RESERVE N°D2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) GREVANT LES PARCELLES CADASTREES AH 166, AH 167 ET AH 168 - MISE EN DEMEURE DE LA SOCIETE CIVILE DE CONSTRUCTION VENTE (SCCV) OLIVIA - BOULEVARD DE LA LIRONDE - APPROBATION**

*M. F. RIO (avec les pouvoirs de Mme A. RIMBERT et M. J-P. RICO) entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 26. Commune de Montferrier-sur-Lez. Renonciation à acquérir, sur le PLU. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur CALVAT ? Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix*

*Abstention : 2 voix*

*Se sont abstenues: Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER*

**AFFAIRE N° 27 : AMENAGEMENT DURABLE - PROJET DE RENOVATION URBAINE CEVENNES (PETIT BARD - PERGOLA) - CONVENTION PARTENARIALE ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'AGENCE NATIONALE DE COHESION DES TERRITOIRES (ANCT) - AVENANT N°4 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 27. Projet de rénovation urbaine (Petit Bard – Pergola). Convention partenariale Métropole, Ville de Montpellier et Agence nationale de cohésion des territoires. Avenant n° 4. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, M. Laurent NISON, Mme Marie-Delphine PARPILLON, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Mikel SEBLIN, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 59 voix*

**AFFAIRE N° 28 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE COURNONTERRAL - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) CANNABE - CREATION D'UNE ZONE D'ACTIVITES A VOCATION ARTISANALE ET D'UN HAMEAU AGRICOLE - DOSSIER D'ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE (DUP) ET A LA CESSIBILITE DES TERRAINS - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 28. Commune de Cournonterral. Zone d'Aménagement Concerté Cannabe. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Allez-y Madame.

**Alenka DOULAIN**

Merci, Monsieur le Président. Pareil, très rapidement sur la 28, et la 35, moi je vais voter contre. On est sur de la bétonisation pour des zones d'activités sur Cournonterral et Sussargues. J'ai l'impression que c'est déjà un peu Noël avant l'heure pour les bétonneurs de notre Métropole, et que de manière générale ce qui va se passer c'est qu'on va bétonner tout ce qu'on peut, et puis après on fera le PLUi, ça me pose problème. Voilà, merci.

**Monsieur le Président**

Madame DOULAIN, le PLUi, fin 2023. En ce moment, tous les maires font des efforts pour réduire les zones

AU et mettre fin à l'extension urbaine – et je veux les saluer. Pour d'autres, c'est obligé, parce qu'il y a les vulnérabilités inondations, feux de forêt. Là il s'agit des zones d'activités qui permettent de développer de l'activité économique, et donc de donner de l'emploi, et y compris avec un gros travail de réinvestissement urbain sur ces secteurs-là. Je crois qu'il est quand même indispensable pour notre Métropole de pouvoir accueillir des entreprises et de l'emploi – tout comme il faut accueillir des agriculteurs sur les deux tiers. Voilà ce que nous présentons. J'ai bien noté votre opposition. D'autres remarques ? Abstentions ? Ok. Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, M. Laurent NISON, Mme Marie-Delphine PARPILLON, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Mikel SEBLIN, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 57 voix*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

## **AFFAIRE N° 29 : ATTRACTIVITE - CONVENTION DE COOPERATION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA COMMUNE DE BARGNY AU SENEGAL - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme B. CONTE-ARRANZ sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.*

### **Monsieur le Président**

Affaire 29. Convention de coopération. Ce sont les suites du sommet Afrique-France. Clare, trois secondes.

### **Clare HART**

Très rapidement. C'est effectivement une très belle nouvelle, parce que c'est notre toute première convention de coopération avec une Ville en Afrique subsaharienne. Ça suit naturellement vraiment le nouveau sommet Afrique-France, où nous avons reçu des chercheurs, des entrepreneurs, des entrepreneuses, des créateurs et tout un tas de personnes de l'Afrique, qui sont venus sur notre territoire. Ce travail a été fait en commun, il faut le dire, avec une association du territoire, l'Association des Sénégalais de l'Hérault. Je voudrais juste rajouter, pour le petit clin d'œil, que le Maire de Bargny, au Sénégal – qui est une Ville en périphérie de Dakar, donc qui fait partie du grand Dakar – a fait six ans à l'Université de Montpellier. C'est un ex-Montpelliérain, qui est absolument ravi de revenir.

Dernière toute petite chose : Rufisque, qui est le Département dans lequel se retrouve Bargny. Nous avons actuellement, avec Marie [MASSART], avec Isabelle [TOUZARD] un travail de coopération décentralisée sur l'alimentation durable avec Rufisque. C'est vraiment notre premier pas sur le continent africain subsaharien. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci, Madame HART. Nous procédons à des accords de coopération, pas de jumelage, pour que les relations soient effectives et pas distendues comme c'est le cas. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 81 voix*

**AFFAIRE N° 30 : ATTRACTIVITE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LA THEMATIQUE "RELATIONS INTERNATIONALES" - EXERCICE 2021 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. G. BALAZUN entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire n° 30. Il s'agit de subventions au titre des relations internationales. Y a-t-il des questions ? Y a-t-il des oppositions ? Y a-t-il des abstentions ?

**Max LÉVITA**

Je demande des précisions sur ce que vous allez faire avec la Maison de Montpellier à Chengdu. Puisqu'il y a 20 000 euros à la Métropole et 50 000 euros à la Ville, vous changez de dimension – ce qui est votre droit – mais sans aucune explication. Si c'est possible d'en avoir.

**Monsieur le Président**

Monsieur LÉVITA, oui bien sûr. L'idée, c'est de plutôt intensifier. Vous savez qu'on travaille. Enfin vous le savez d'ailleurs mieux que personne, c'est le jumelage le plus ancien pour Montpellier. C'est là, au titre de la Métropole, sur tout ce qui est le volet développement économique, en particulier sur le vin.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÉCHE, Mme Clare HART, M. Sophiane MANSOURIA, M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 68 voix*

*Abstentions : 6 voix*

*Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.*

**AFFAIRE N° 31 : ATTRACTIVITE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'ASSOCIATION MONTPELLIER RUSSIE POUR LE FESTIVAL DE CINEMA RUSSE DE MONTPELLIER - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire n° 31. Convention de partenariat entre la Métropole, la Ville et l'Association Montpellier Russie pour un festival qui vient d'avoir lieu. C'est une subvention. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Yves BARRAL, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Coralie MANTION, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 68 voix*

**AFFAIRE N° 32 : ATTRACTIVITE - COOPERATION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LES 31 COMMUNES ET LES CENTRES COMMUNAUX D'ACTION SOCIALE (CCAS) - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE GESTION DE SERVICES NUMERIQUES COMMUNS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 32. Coopération entre la Métropole et les 31 communes au titre des CCAS. Renouvellement de la convention de gestion de services numériques. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N° 33 : ATTRACTIVITE - CONVENTION D'ENGAGEMENT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ETAT DANS LE CADRE DU DISPOSITIF QUARTIERS PRODUCTIFS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 33. Convention d'engagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'État dans le cadre du dispositif Quartiers productifs. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N° 34 : ATTRACTIVITE - MED VALLEE - RAYONNEMENT ET INNOVATION AU SEIN DE LA FILIERE ENVIRONNEMENT - POLE DE COMPETITIVITE AQUA-VALLEY - CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION - EXERCICE 2021 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 34. Med Vallée. Rayonnement et innovation, en lien avec le pôle de compétitivité remarquable Aqua-Valley, avec un concours financier à hauteur de 40 000 euros, comme l'an passé. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N° 35 : ATTRACTIVITE - COMMUNE DE SUSSARGUES - PARC D'ACTIVITES ÉCONOMIQUES JULES RIMET - DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME - CONCERTATION AU TITRE DE L'ARTICLE L. 103-2 DU CODE DE L'URBANISME - OBJECTIFS POURSUIVIS ET MODALITES DE LA CONCERTATION – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 35. Commune de Sussargues. Parc d'activités économiques Jules-Rimet. Madame le Maire est là. Modification du PLU. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix*

*Contre : 2 voix*

*Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

**AFFAIRE N° 36 : HORS COMMISSION - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, L'UNIVERSITE DE NIMES (PROJET COLLEGE DOCTORAL LR) ET L'UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA (PROJET PEPITES LR) - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 36. Conventions d'attribution entre la Métropole et les universités de Nîmes et de Perpignan. C'est le Contrat de Plan Etat Région (CPER) sur les programmes de recherche qui avaient été engagés en 2015. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge DESSEIGNE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, Mme Isabelle TOUZARD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 65 voix*

**AFFAIRE N° 37 : ENVIRONNEMENT - CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIF A L'EXPLOITATION DU MARCHE D'INTERET NATIONAL (MIN) - AVENANT N°12 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 37. Modification de la DSP pour le MIN, pour lui permettre d'engager ses investissements et donc son développement dans le cadre de son schéma directeur, le MIN étant présidé par Madame MASSART. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOU, M. Guy LAURET, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Radia TIKOUK.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 69 voix*

**AFFAIRE N° 38 : ENVIRONNEMENT - MARCHE D'INTERET NATIONAL DE MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOMIMON - CONCESSIONNAIRE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 38. Le MIN. C'est la suite des délibérations. Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOU, M. Guy LAURET, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Radia TIKOUK.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 69 voix*

**AFFAIRE N° 39 : ATTRACTIVITE - COVID-19 - DISPOSITIF GARANTIE CONGRES - AVENANT N°5 AU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIF A LA GESTION ET A L'EXPLOITATION DU CORUM ET ZENITH SUD - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme E. LLORET sort définitivement de séance en donnant pouvoir à Mme C. VASSAS-MAJRI (le pouvoir de Mme. I. TOUZARD est annulé).*

**Monsieur le Président**

Affaire 39. Dispositif garantie congrès. Avenant 5 à la DSP Corum Zénith. Qui a des questions ? Allez-y, Monsieur GUISEPPIN.

**Serge GUISEPPIN**

Monsieur le Président, chers collègues. Je souhaite revenir sur cette délibération, afin de faire la dichotomie entre le fond et la forme. Sur le fond, il n'y a pas l'ombre d'un doute, dans la nécessité de préserver au mieux les intérêts touristiques, et plus particulièrement avec le tourisme d'affaires qui passe – il faut bien le dire –

par les fourches caudines du Palais des congrès et à un degré moindre de Zénith sud. Notre économie touristique a besoin de la présence de congrès nationaux et internationaux pour faire vivre cette filière qui, indiscutablement, est une des filières les plus impactées par la crise de la Covid-19. Nous devons entreprendre pour apporter plus de sérénité aux donneurs d'ordre, quand bien même l'impact pour les collectivités est onéreux : nous aurons des retombées économiques bien plus conséquentes que l'investissement. Donc sur le fond, il n'y a aucune ambiguïté et il me semble utile de bien l'entendre.

Mais sur la forme, bien que nous l'ayons déjà votée en décembre 2020, j'avais alerté en son temps sur le sujet, mais ceci est passé café crème dans les observations. Aujourd'hui je ne fais que constater que nous renouvelons sans rien modifier, comme un persiste et signe et je ne peux m'empêcher de débattre le sujet.

Je reprends l'historique : lors de la délibération de décembre 2020, nous avons voté une enveloppe de 400 000 euros. Aujourd'hui il est exposé dans la délibération proposée qu'il a été consommé sur cette enveloppe 200 000 euros. Lors de la commission ressources, j'ai questionné pour connaître le détail sur qui, et – à un degré moindre – sur quoi ont porté les efforts, pour justifier cette valeur de 200 000 euros. Les réponses ne me sont jamais arrivées. Alors à quoi servent les commissions si c'est pour débattre les sujets à nouveau au Conseil de Métropole, mobiliser du temps de parole, et allonger le temps du Conseil ? Car dans cette délibération, ce n'est pas très clair. Je cite : « *L'aide apportée par la Métropole en 2021 et 2022 est d'environ 200 euros* ». « *Environ* » ? Je trouve que ce n'est pas clair, nous devons être précis, me semble-t-il. J'aurais préféré : « *à ce jour, voilà les détails consommés, ce qui justifie le bon sens de notre vote de 2020 et l'agrandissement de la plage calendaire de cette subvention jusqu'en 2023* » – parce qu'on parle bien de l'élargissement de la plage calendaire.

Pour rappel, cette subvention de 400 000 euros programmée a pour but d'accompagner Montpellier Events. Je lis à nouveau les motifs : « *l'aide à la signature de nouveaux contrats, l'aide au maintien des manifestations en mode dégradé, l'aide au report* ». Que Montpellier Events soit obligée de s'adapter au marché, ce qui l'oblige à faire des efforts commerciaux significatifs, quoi de plus logique pour une société commerciale ? En sachant que ceci a et aura un impact sur son compte d'exploitation. J'ai comme l'impression que nous habillons la mariée, car les trois motifs ne peuvent pas être justifiés concrètement. Alors appelons un chat un chat, en subventionnant Montpellier Events pour compenser les pertes d'exploitation. Oui, mais je rappelle que cette société de droit privé est détenue à 16,37 % par des actionnaires privés. Voilà une faiblesse sur cette délibération qui demande de rallonger les dates sur une base qui me semble discutable.

Pour conclure j'ai deux questions pour prendre une position. Est-ce que c'est la mission de la Métropole de subventionner cette société (qui est de droit privé) pour motif qu'elle subirait des contrecoups financiers dus à la Covid-19 ? Et ensuite, avoir une clarification des actionnaires privés pour lever l'ambiguïté d'intérêt particulier dans cette affaire ? D'ailleurs, dans l'affaire n° 73 qu'on va suivre tout à l'heure, je vous demanderai d'être attentif sur les exposés et je redemanderai la parole. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur GUISEPPIN. Monsieur MEUNIER va vous répondre.

### **Cyril MEUNIER**

Serge GUISEPPIN et l'ensemble des personnes qui étaient à la commission : je vous prie de m'excuser, je n'ai pas pu assister à la commission pour des raisons personnelles. Je suis en train de traverser une épreuve assez importante avec mon papa, et je n'ai pas pu répondre. Si j'avais été là, Serge, je t'aurais répondu en direct à la commission. Encore une fois désolé de mon absence.

Bien sûr, Montpellier Events traverse – comme Occitanie Events, comme tout le secteur d'activité lié au tourisme et à l'événementiel – une période particulièrement sombre. Il faut quand même se rappeler qu'on a eu 16 mois de fermeture du Zénith, et puis qu'on a eu, en 2020, 35 % des dates de congrès et des réservations qui nous ont été confirmées. Alors il a fallu qu'on mette plus de moyens pour essayer de tenir la barque et de pouvoir se recentrer et se relancer à l'automne 2021. Ce qui était une vraie réussite puisqu'on a fait pratiquement 53 congrès depuis septembre jusqu'à décembre – on va croiser les doigts par rapport aux conditions actuelles.

Il a fallu qu'on investisse également, pour qu'on puisse garder un certain nombre d'événements. Il a fallu qu'on investisse en moyens de présence virtuelle aux congrès pour faire des mixtes – c'est-à-dire des gens qui étaient en présentiel et également en vidéoconférence. On a fait des efforts et puis il faut se rappeler aussi



qu'on a dû participer à la prise en charge d'un certain nombre de frais pour garantir le maintien d'un certain nombre d'évènements, dans le cas de renégociations avec des opérateurs qui souhaitaient conserver leur date et leur réservation, mais à charge pour nous de revoir les contrats qu'on avait avec eux. Voilà à peu près à quoi étaient utilisés les 200 000 euros sur l'enveloppe de 400 000 euros. J'aurais tendance à dire – mais ça serait de l'autosatisfaction – qu'on a été plus que raisonnable quant à la consommation de l'enveloppe qui nous avait été donnée.

Maintenant, bien sûr que Montpellier Events est une Société d'Economie Mixte (SEM), tu as raison. Mais c'est aussi, elle était également liée à une DSP. Dans cette DSP, nous avons non seulement l'organisation des congrès, la commercialisation, etc., mais on a un entretien du patrimoine et le développement du patrimoine de la Métropole – qui est constitué par le Zénith et le Corum. On a également un certain nombre d'engagements de la Métropole et de ses partenaires dans le cadre de la DSP. Il faut aussi qu'on se rappelle tous qu'à l'intérieur il y a le festival de Radio France – qui n'a pas eu lieu en 2020 – et il y a l'accueil permanent de l'Opéra, Orchestre de Montpellier, qui vient rajouter une complexité à l'analyse du dossier – que je pourrais faire ici mais je crois qu'il est un peu tard pour que je vous explique un peu tous les tenants et les aboutissants.

Si vous me le permettez, faites confiance à l'équipe que j'ai le plaisir de présider depuis un an et demi, à Sandra VERNIER. On a vraiment fait au cordeau et nos résultats – puisque je suis Premier vice-président de France Congrès – sur cet automne ont montré l'efficacité de toutes les démarches qu'on avait pu entreprendre, en équipement et en rééquipement de cet outil, le Corum, qui commence à être vieillissant, sur lequel on va devoir faire un certain nombre d'investissements. Notre politique commerciale et relationnelle avec nos clients a fait que dès qu'on a pu, on a réorganisé des choses : de 37 dates qu'on avait pressenties à l'automne, début d'hiver on est passé à 53. Voilà où sont passés les 200 000 euros.

Encore une fois désolé à tous les collègues ici présents et ceux qui nous écoutent de ne pas avoir pu participer aux deux dernières commissions relatives à ces dossiers.

#### **Monsieur le Président**

Monsieur le Vice-Président, ne soyez pas désolé, parce que vous avez des circonstances personnelles et puis, au demeurant, le dossier peut être traité en séance.

Je me permets, Monsieur GUISEPPIN. Ce dispositif-là a clairement permis de garantir un niveau de fréquentation de l'hôtellerie et de la restauration. Aujourd'hui, il nous est demandé ailleurs, les gens disent : *« mais on voudrait prendre la même délibération »*.

C'est le fonds de garantie du dispositif quand les congrès s'annulent, c'est un élément qui donne confiance, c'est pour ça qu'il faut qu'on proroge. C'est ça l'idée. C'est une SEM, il y a des partenaires privés, et en posant de manière assez novatrice ce dispositif-là, on a permis d'attirer beaucoup de congrès. Vraiment, Cyril, bravo, bravo aux équipes de Montpellier Events, parce qu'on le voit partout sur l'événementiel, tout le monde est inquiet.

#### **Serge GUISEPPIN**

Je voulais juste discuter très légèrement sur une subvention à Montpellier Events en tant que telle, et non pas habillée sur des ingrédients qui me semblent être discutables. C'est tout. Sur le fond, c'est une très bonne chose et on en a besoin. Cette partie n'est pas discutable pour moi.

#### **Monsieur le Président**

Dont acte, Monsieur GUISEPPIN, et je comprends. Mais pour l'hôtellerie et la restauration, heureusement qu'on a pris cette décision. Je vous remercie, parce que le 31 juillet 2020 : ça a été un élément majeur. On est la ville la plus attractive en ce moment. Derrière, c'est l'emploi des jeunes, etc. Je peux comprendre vos interrogations et Monsieur MEUNIER y a très bien répondu. Mais ce dispositif de garantie congrès, heureusement qu'on l'a eu. Et on le prolonge, parce qu'hélas...

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, Mme Régine ILLAIRE, M. Frédéric LAFFORGUE, M.*

*Sophiane MANSOURIA, Mme Coralie MANTION, M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT, M. Manu REYNAUD, Mme Sylvie ROS-ROUART, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 60 voix*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

**AFFAIRE N° 40 : CYCLES DE L'EAU - RESSOURCES EN EAU - CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE LE SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE (SMGC) ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - PARTICIPATIONS FINANCIERES 2020 ET 2021 AU POSTE D'ANIMATEUR DES CAPTAGES PRIORITAIRES DE GARRIGUES BASSES ET DE BERANGE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire n° 40. Je le fais rapide, Véronique [NEGRET], s'il y a des questions. Convention entre le Syndicat Mixte Garrigues Campagne et la Métropole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Génès BALAZUN, Mme Zohra DIRHOUSI, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOL, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Yvon PELLET, M. Eric PENSO, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Sylvie ROS-ROUART.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 70 voix*

**AFFAIRE N° 41 : CYCLES DE L'EAU - EAU BRUTE - ALIMENTATION EN EAU DU LEZ - AVENANT N°8 A LA CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, BRL ET BRL EXPLOITATION RELATIVE A LA MISE EN PLACE ET A LA GESTION DES OUVRAGES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 41. Alimentation en eau du Lez. Convention avec BRL. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Zohra DIRHOUSI, M. Yvon PELLET, M. René REVOL, M. Mikel SEBLIN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 75 voix*

**AFFAIRE N° 42 : CYCLES DE L'EAU - RESSOURCES EN EAU - RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT - PROJET LEZ 2020 - DEVELOPPEMENT D'UN OUTIL ROBOTIQUE SUBAQUATIQUE D'EXPLORATION KARSTIQUE SEMI-AUTONOME - ACCORD DE CONSORTIUM - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 42. C'est un sujet qu'on présentera, si vous avez des questions auprès de Monsieur REVOL, sur la ressource en eau et le projet Lez 2020, développement pour étudier la nappe karstique. Je mets aux voix. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 81 voix*



**AFFAIRE N° 43 : CYCLES DE L'EAU - REUTILISATION DES EAUX USEES - PROJET LIFE REWA - ACCORD DE CONSORTIUM ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LE BUREAU D'ETUDE DV2E ET L'INSTITUT EUROPEEN DES MEMBRANES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 43. Projet pour lequel nous sommes lauréats au niveau européen en Recherche et Développement (R&D). Bravo aux équipes, bravo aux équipes sur la réutilisation des eaux usées. Ça va être très bon pour le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET). Y a-t-il des questions auprès de Monsieur REVOL ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 81 voix*

**AFFAIRE N° 44 : CYCLES DE L'EAU - NOTE LIMINAIRE 2020 SUR L'EXERCICE DES COMPETENCES EAU ET ASSAINISSEMENT - RAPPORTS ANNUELS 2020 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE DE L'EAU POTABLE DU SYNDICAT BAS LANGUEDOC ET DU SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE - APPROBATION**

*Mme C. HART (avec les pouvoirs de MM. Y. BARRAL et S. MANSOURIA) sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 44. Note liminaire 2020 sur l'exercice des compétences. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur le Vice-Président ? Oui, Madame BORNE, vous aviez dit que vous vouliez vous exprimer, pardon. Allez-y.

**Mathilde BORNE**

En effet, je vous avais dit que je poserais une question à ce niveau-là. Comme vous l'avez appris, Mesdames et Messieurs les conseillers et conseillères métropolitaines, à travers le courrier que nous avait envoyé Monsieur René REVOL, le Syndicat Mixte Garrigues Campagne a décidé de prolonger jusqu'en 2034 la délégation de service public de l'eau. Nous pouvons souligner que l'étude des différentes solutions qui a permis aux élus siégeant dans ce syndicat de prendre cette décision est aussi succincte que le temps qu'ils ont eu pour la découvrir. La manière de prendre une décision aussi importante, comme la décision elle-même, m'interrogent beaucoup. Cela me questionne non seulement sur le sujet de fond de la gestion de cette ressource si précieuse, si fragile et du coup des possibilités qu'il y a de la gérer, mais aussi sur le fait que ça démontre quand même un petit dysfonctionnement démocratique lié au mix Communes-Métropole-syndicat mixte. Les citoyens, tout comme les conseillers municipaux, sont totalement exclus de ce dispositif.

Passé ce propos introductif, pour ce qui concerne justement le rapport annuel sur le prix de la qualité du service public de l'eau potable du Syndicat Mixte Garrigues Campagne, on note que pour l'année 2020, dans le rapport, il n'évoque plus le niveau de renouvellement des compteurs, pourtant un objectif et contractualisé avec Veolia, et cet indicateur était communiqué les années précédentes. Deuxième point : c'est que le niveau de renouvellement des branchements, pourtant aussi un objectif et contractualisé avec Veolia, et cet indicateur était communiqué les années précédentes. J'ai deux questions auxquelles j'aimerais avoir une réponse : pourquoi aujourd'hui ces deux paramètres sont absents de ce rapport ? Est-ce que Veolia a atteint justement ces objectifs contractuels dans le cadre de ce rapport ? Merci beaucoup pour vos réponses à mes questions.

**Monsieur le Président**

Monsieur le Vice-Président.

**René REVOL**

Madame BORNE, je partage tout à fait votre remarque concernant le premier point. Je vous signale que dans le Syndicat Mixte Garrigues Campagne, il y a deux EPCI qui sont représentés en plus des communes directement : le Grand Pic Saint-Loup et Montpellier Méditerranée Métropole. Le représentant de la Métropole – que je suis – et le représentant du Pic Saint-Loup se sont abstenus sur le choix de la DSP, parce que nous considérons que les conditions d'un débat démocratique – aussi long que celui que nous avons pu porter nous pour l'extension de notre Régie – n'étaient pas réservées. Ceci dit, c'est un débat interne maintenant au Syndicat Mixte Garrigues Campagne, qui concerne tous les élus ici qui en font partie et je leur propose de s'exprimer dans ce cadre et de trouver les moyens pour permettre à tous les conseillers municipaux

de toutes les communes concernées de pouvoir mener ce débat pour arriver à une solution qui puisse correspondre aux intérêts des uns et des autres.

La remarque que vous faites est pertinente : ce rapport est insuffisant et donc on demandera un complément concernant la question que vous soulevez.

**Monsieur le Président**

Le courrier et les réponses vous sera évidemment transmis. Je mets aux voix. Oui ? Pardon Joël.

**Joël RAYMOND**

Merci, Monsieur le Président. Je ne vais pas revenir sur le vote qui s'est tenu au Syndicat, puisqu'il appartient au Syndicat.

Concernant les compteurs, Madame BORNE, je voudrais vous dire qu'il faut savoir que le Syndicat Mixte Garrigues Campagne, sur le contrat qui le lie avec le fermier sur les 11 dernières années, a engagé le renouvellement complet des compteurs – de mémoire – puisque nous sommes passés à la télérelève. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, les 26 580 et quelques foyers qui sont alimentés bénéficient de la télérelève et donc peuvent justement ajuster et suivre leur consommation. Par la même occasion, le Syndicat a bouclé le plan de remplacement des compteurs comportant du plomb et donc a bénéficié des aides de l'Agence de l'eau pour faire ce chantier – qui a été bouclé de mémoire il y a 2 ans maintenant. Voilà une partie peut être d'éléments de réponse à vos questions.

Mais sachez que le Syndicat fonctionne avec 24 communes au nord de Montpellier, qui alimente Sussargues, il fait partie de la Régie publique. Vous pourriez aussi regarder des indicateurs qui sont très performants en matière budgétaire, mais également sur tout ce qui est adduction d'eau et services auprès des administrés, puisqu'il y a peu de recours auprès du Syndicat sur le service. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur RAYMOND. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 75 voix*

*Abstentions : 3 voix*

*Se sont abstenues : Mme Mathilde BORNE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

## **AFFAIRE N° 45 : RESSOURCES - BUDGET - CLOTURE DU BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 45. Budget. Clôture du budget annexe de l'eau potable. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur CALVAT ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 78 voix*

## **AFFAIRE N° 46 : RESSOURCES - APUREMENT DES REGIES 2021 - REMISE GRACIEUSE TOTALE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 46. Apurement des régies 2021. Remise gracieuse. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur le Vice-Président ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 78 voix*

## **AFFAIRE N° 47 : RESSOURCES - ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2021 DEFINITIVE A LA SUITE DE LA CLECT DU 5 OCTOBRE 2021 - APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Affaire 47. Attribution de compensation définitive à la suite de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 5 octobre 2021. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur le Vice-Président aux finances ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 78 voix*

## **AFFAIRE N° 48 : RESSOURCES - TARIFS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Affaire 48. Tarifs de Montpellier Méditerranée Métropole. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 76 voix*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

## **AFFAIRE N° 49 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION D'ACOMPTES DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES THEMATIQUES CULTURE, MOBILITES, DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, TRANSITION ÉNERGETIQUE, SPORTS ET RESSOURCES HUMAINES - EXERCICE 2022 - COMPLEMENTS DE SUBVENTIONS - EXERCICE 2021 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Affaire 49. Attribution de subventions d'acomptes dans le cadre des thématiques culture, mobilités, développement économique, transition, sports, ressources humaines. Exercice 2022.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

### **Thématique Culture :**

*Pour: 45 voix*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : 33 voix*

*Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Génès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michel CALVO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, M. FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Julie FRECHE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOU, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, Mme Sylvie ROS-ROUART, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK.*

### **Thématique Transition énergétique :**

*Pour : 74 voix*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote: 4 voix*

*M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION.*

### **Thématique Développement économique :**

*Pour : 48 voix*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote: 30 voix*

*M. William ARS, Mme Florence AUBY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, M. Michel CALVO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge DESSEIGNE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRECHE, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Nathalie LEVY, Mme Eliane LLORET, M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT, Mme Véronique NEGRET, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Joël RAYMOND, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, M. Mikel SEBLIN, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.*

### **Thématique Sports :**

*Pour: 68 voix*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote: 10 voix*

*M. Mohed ALTRAD, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN ; M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRECHE, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Nicole MARIN-KHOURY.*

### **Thématique Ressources humaines :**

*Pour : 67 voix*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote: 11 voix*

*M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, Mme Emilie CABELLO, Mme Michelle CASSAR, M. Sébastien COTE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Hervé MARTIN, M. Jacques MARTINIER, M. Laurent NISON, M. Joël RAYMOND.*

### **AFFAIRE N° 50 : RESSOURCES - RELATIONS INSTITUTIONNELLES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - CREATION DE SERVICES COMMUNS ET CONVENTIONS DE CREATION DE SERVICES COMMUNS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

#### **Monsieur le Président**

Affaire 50. Relations institutionnelles entre la Métropole et la Ville de Montpellier. Création de services communs. C'est la mise en œuvre de la réorganisation des services. Je mets aux voix s'il n'y a pas de question. Qui s'abstient ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 70 voix*

*Abstentions : 8 voix*

*Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.*

### **AFFAIRE N° 51 : RESSOURCES - REGIME INDEMNITAIRE - MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA PART COMPLEMENTAIRE - APPROBATION**

#### **Monsieur le Président**

Affaire 51. Régime indemnitaire. Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 70 voix*

*Abstentions : 8 voix*

*Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max*

LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

**AFFAIRE N° 52 : RESSOURCES - ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL A 1607H - MISE EN PLACE D'UN TEMPS DE TRAVAIL ANNUALISE AU SEIN DE L'ECOLOTHEQUE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 52. Organisation du temps de travail. Même vote ? Abstentions ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 67 voix*

*Abstentions : 11 voix*

*Se sont abstenus : M. Serge DESSEIGNE, Mme Zohra DIRHOUSI, Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Clothilde OLLIER, M. René REVOL, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.*

**AFFAIRE N° 53 : HORS COMMISSION - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 53. Tableau des effectifs. Même vote ? Abstentions ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 72 voix*

*Abstentions : 6 voix*

*Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.*

**AFFAIRE N° 54 : SOLIDARITES - OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2019-2024 - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION DE 42 LOGEMENTS SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 54. Attributions de subvention pour 42 logements situés dans diverses communes de la Métropole. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 78 voix*

**AFFAIRE N° 55 : SOLIDARITES - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 - QUARTIERS COURREAU, FIGUEROLLES, NORD ECUSSON - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 55. Renouvellement urbain. Même vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 78 voix*

**AFFAIRE N° 56 : SOLIDARITES - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES ET DU CREMATORIUM - SAEMPL SFMA - TARIF GENERAL 2022 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 56. Délégation de service public sur le crématorium. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Zohra DIRHOUSI, Mme Nathalie LEVY, Mme Eliane LLORET, M. Bruno PATERNOT, M. Joël VERA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 70 voix*

**AFFAIRE N° 57 : SOLIDARITES - COMPLEXE FUNERAIRE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2020 - EXAMEN**

*Mme C. HART (avec les pouvoirs de MM. Y. BARRAL et S. MANSOURIA) entre en séance.  
M. B. TRAVIER sort définitivement de séance sans donner pouvoir.*

**Monsieur le Président**

Affaire 63. Réseau de distribution de gaz. Rapport annuel du délégataire. Y a-t-il des questions auprès de Madame TOUZARD ? Je vous propose de prendre acte. Oui, Madame BORNE ?

**Mathilde BORNE**

On est parti de la 57 à la 63 ? Ou je me suis trompée, de la 58 à la 63 ?

**Monsieur le Président**

Non, dans mon dossier, il y a 56, et ça passe à 63. Excusez-moi, je change, veuillez m'excuser. Ok c'est bon. Pardon. Merci, Madame BORNE. Veuillez excuser ce petit point.

Donc 57. Prendre acte.

*Le Conseil prend acte.*

**AFFAIRE N° 58 : AMENAGEMENT DURABLE - EXPLOITATION ET GESTION DES SERVICES DE TRANSPORT PUBLIC - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2020 - EXAMEN**

**Monsieur le Président**

Affaire 58. Gestion des services de transport public. DSP. Rapport du délégataire 2020.

*Le Conseil prend acte.*

**AFFAIRE N° 59 : AMENAGEMENT DURABLE - PARCS DE STATIONNEMENT EN OUVRAGE - DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC - RAPPORTS ANNUELS DES DELEGATAIRES RELATIFS A L'EXERCICE 2020 - EXAMEN**

**Monsieur le Président**

Affaire 59. Parcs de stationnement en ouvrage. Je vous demande de prendre acte.

*Le Conseil prend acte.*

**AFFAIRE N° 60 : ENVIRONNEMENT - MARCHE D'INTERET NATIONAL - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2020 - EXAMEN**

**Monsieur le Président**

Affaire 60. Le MIN. La SOMIMON. Prendre acte. Y a-t-il des questions ?

*Le Conseil prend acte.*

**AFFAIRE N° 61 : ENVIRONNEMENT - RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHALEUR ET DE FROID (RMCF) - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2020 - EXAMEN**

**Monsieur le Président**

61. Réseau de chaleur et de froid. Madame BORNE. C'est pour ça que vous suiviez.

**Mathilde BORNE**

Exactement.

**Monsieur le Président**

Allez-y.

**Mathilde BORNE**

Exactement. J'avais une intervention justement, mais c'est sur les trois affaires qui arrivent en fait : donc la 61, 62 et 63. En fait c'est plutôt une proposition que je souhaite vous faire sur toutes ces délibérations concernant l'énergie. Proposer que nous mettions en place une régie publique de l'énergie. Voilà, c'est ça ma proposition. Je vais un peu dérouler. Ça dure 2 minutes, mais voilà.

En effet, pour faire face aux urgences sociales et écologiques, la mobilisation de toutes et de tous est plus que nécessaire, et ce à toutes les échelles, notamment dans nos collectivités territoriales. Au regard de cette chance et de la forte hausse des prix des énergies – comme vous en avez parlé en début de ce Conseil – il faut aller plus loin et plus vite. C'est l'objet de notre proposition, c'est-à-dire s'engager dans la transition énergétique tout en menant une politique sociale. Pour lutter contre le réchauffement climatique, la question de l'énergie est une question clé. Pour répondre aux enjeux, nous devons à la fois diminuer drastiquement notre consommation d'énergie en nous engageant dans la sobriété et l'efficacité énergétique, mais également en développant les énergies renouvelables pour produire l'énergie qui reste indispensable. Je sais, Monsieur le Président, sur ce dernier point que vous avez une volonté forte de développer le photovoltaïque et je le soutiens totalement.

Afin de s'engager sur ce chemin, nous proposons que la Métropole se dote d'une régie publique de l'énergie sous la forme par exemple d'une société publique locale, qui aurait comme fonction :

- Produire à partir d'énergies renouvelables – donc le solaire, l'éolien, la biomasse – de la chaleur et de l'électricité ;
- Distribuer ces énergies aux habitants et habitantes de ce territoire ;
- Expertiser, conseiller et impulser directement des politiques de rénovation énergétique des logements, des bâtiments publics et privés, pour arrêter le gaspillage de l'énergie et diminuer fortement la consommation d'énergie dans ce secteur ;
- Faire de l'énergie un bien commun, comme pour la Régie de l'eau, afin que les usagers et les collectivités du territoire gèrent ce bien collectivement et démocratiquement.

Des exemples de régies publiques de l'énergie existent, sous diverses formes. Un exemple intéressant à étudier – pour aller encore plus loin – est celui de la Régie publique de la Commune de Grenoble, une société mixte locale gaz électricité de Grenoble qui produit des énergies renouvelables, gère les réseaux de distribution de gaz et d'électricité à Grenoble, fournit de l'électricité et du gaz, et propose des services d'éclairage public.

Comme pour la Régie de l'eau, les bénéfices de cette régie publique pourront être réinvestis dans le développement de centrales de production à partir d'énergies renouvelables, d'énergies chimiques, biogaz, hydrogène, méthane, électriques et thermiques publiques, et dans la rénovation thermique et dans la tarification sociale et écologique de l'énergie pour éradiquer la précarité énergétique de notre territoire. C'est un levier majeur pour faire avancer la justice climatique et sociale et je propose que nous commençons à y réfléchir et à y travailler ensemble pour l'envisager dans un avenir proche. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Merci, Madame BORNE. Je vais me permettre de vous apporter quelques éléments de réponse. Vous avez

cité Gaz Electricité de Grenoble (GEG), qui est une société qui a été fondée en 1903, qui est un des premiers barrages qui a été réalisé en France. C'est vrai qu'il y a un historique sur ce territoire, très spécifique, très singulier et qui a fait que même le grand opérateur public, à l'époque, EDF-GDF n'avait pas droit de cité dans la région de Grenoble. C'est un outil très précieux.

Nous, aujourd'hui, qu'est-ce que nous faisons ? Je me permets de vous le dire. D'abord, en ce moment, je veux utiliser un mot, nous faisons « *le cadastre du solaire* », nous identifions tous les endroits où nous allons pouvoir développer du photovoltaïque sur l'ensemble des espaces de la Métropole : les toits, les espaces agricoles, partout où cela est possible. Ça c'est un enjeu majeur. Nous avons dans la PPI engagé des crédits très importants pour monter en puissance, vous l'appellez de vos vœux, et vous l'avez soutenu – ce que vous dites, je le partage – pour monter en puissance sur la rénovation thermique de l'habitat et principalement sur les copropriétés privées, où la vulnérabilité est colossale : Saint-Martin, les Cévennes – il y en a à tour de bras, hélas, sur le territoire de la Métropole, et principalement sur la ville-centre, mais aussi sur le parc social. Dans le cadre du PCAET sur lequel travaille Madame TOUZARD, on donnera des chiffres précis. Aujourd'hui nous nous dotons de l'ingénierie pour rendre visible pour les opérateurs privés l'accompagnement. Vous le savez, nous le savons : c'est quand même très compliqué, avec l'ALEC, qui est maintenant faubourg Saint-Jaumes, en lien avec la Région, nous avons la prime Rénov', et ça va nous permettre d'avoir l'outil pour accélérer.

Troisième point : la question des prix. Quand vous êtes raccordé au réseau de chaleur urbain – et ça a été un choix remarquable de Georges FRÊCHE à l'époque, pour Antigone – ça permet d'encadrer le prix de l'énergie et de le mettre à l'abri des variations. Ce réseau de chaleur, c'est un atout maître sur notre territoire. Avec la future centrale de trigénération à Montcalm, nous allons – non pas sur la ville-nouvelle comme Monsieur GUISEPPIN l'a nommée tout à l'heure dans des termes très justes – pouvoir par exemple développer le réseau de chaleur sur le Mas Dreton, ce secteur-là où on trouve ces copropriétés, les grandes vulnérabilités en termes d'énergie. Nous essayons de devenir un territoire producteur d'énergie : cadastre solaire, centrale de trigénération, tout comme la chaufferie bois de Port Marianne et un projet au nord là-dessus.

Ce qui nous conduira d'ailleurs à adopter en Conseil de Métropole – ça charge encore les équipes – un schéma directeur de l'énergie, où précisément nous aurons un débat démocratique sur notre stratégie énergétique. Dire que nous pourrions être autosuffisants est illusoire. Dire que nous devons contribuer à notre souveraineté énergétique, à une sobriété énergétique et une capacité à produire, c'est cela notre chemin. C'est ce que nous ferons sur Maera, c'est ce que nous ferons sur les biodéchets, sur la méthanisation, quand nous serons à 5 000 biodéchets, on produit du méthane, et c'est la clinique Saint-Roch que nous pourrions chauffer.

Ensuite, l'outil, et c'est une question. L'outil, c'est peut-être par méconnaissance, mais nous l'avons. Ça s'appelle Énergies du Sud, qui est dans la SERM, qui est une société d'économie mixte mais où la puissance publique est représentée au capital – pardonnez-moi – entre 60 et 70%, mais largement majoritaire, Ville de Montpellier et Métropole, dans le cadre du Groupement d'Intérêt Economique (GIE). Énergies du Sud est notre bras armé pour mettre en œuvre les politiques publiques que je viens de vous décrire. Nous aurons d'autres rendez-vous dans ce Conseil pour pouvoir parler de ces sujets, ce que vous dites, Madame BORNE, est absolument essentiel. Aujourd'hui on voit comment tout le monde en prend plein la figure à cause du prix de l'essence, à cause du prix de l'électricité. On est tellement dépendant de Monsieur POUTINE pour le gaz – moi je ne suis pas un ami des Russes, je pense qu'ils jouent avec nous. On doit travailler pour que notre territoire soit plus sobre, produise sa propre énergie. La question des outils, elle est posée et d'une certaine manière, notre société publique, nous l'avons déjà à travers Énergies du Sud, qui aujourd'hui permet à des milliers de résidents – et en particulier ceux d'Antigone, ceux de Port Marianne – de ne pas être exposés à la variation des prix.

**Mathilde BORNE**

Les investissements, en fait, du coup, est-ce que ça revient à l'énergie ?

**Monsieur le Président**

Évidemment.

**Mathilde BORNE**

En gros, ces investissements de la société mixte.



**Monsieur le Président**

C'est d'ailleurs tout notre enjeu. Comme nous avons cette société mixte et qu'elle peut s'appuyer sur un niveau de capital – je vous ferai passer les chiffres : on n'a absolument rien à cacher là-dessus – ça va nous permettre de contracter de nouveaux emprunts pour pouvoir investir et venir sur un certain nombre d'endroits, sur le photovoltaïque, ou pour pouvoir porter le développement des réseaux de chaleur. C'est un vrai levier – c'est vrai qui est dans la SERM, dans l'aménageur – mais dont le travail est absolument remarquable. Monsieur PRUNIÈRES va vous faire passer un certain nombre d'éléments qui illustrent tout cela – d'ailleurs on a fait un petit bilan comptable – et qui montrent qu'il y a une vraie capacité à investir. Ça va être ça, notre bras armé public, pour mettre en œuvre les décisions sur lesquelles nous serons invités à nous prononcer sur le schéma directeur des énergies. Voilà. Mais merci de votre question, parce que c'est pour moi – peut-être un peu rapidement – l'occasion de préciser. Si Madame TOUZARD avait été là, elle aurait pu compléter.

*Le Conseil prend acte.*

**AFFAIRE N° 62 : ENVIRONNEMENT - RESEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2020 - EXAMEN**

**Monsieur le Président**

On prend acte, l'affaire 62.

*Le Conseil prend acte.*

**AFFAIRE N° 63 : ENVIRONNEMENT - RESEAUX DE DISTRIBUTION DE GAZ - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2020 - EXAMEN**

**Monsieur le Président**

On prend acte, l'affaire 63.

*Le Conseil prend acte.*

**AFFAIRE N° 64 : ANIMATION DU TERRITOIRE - PLANETOCEAN - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2020 - EXAMEN**

**Monsieur le Président**

On prend acte sur Planetocéan.

*Le Conseil prend acte.*

**AFFAIRE N° 65 : ANIMATION DU TERRITOIRE - PATINOIRE VEGAPOLIS - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2020 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

On prend acte sur la patinoire Végapolis.

*Le Conseil prend acte.*

**AFFAIRE N° 66 : ATTRACTIVITE - CORUM-PALAIS DES CONGRES-OPERA ET ZENITH SUD - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2020 - EXAMEN**

**Monsieur le Président**

On rend acte sur Montpellier Events, Corum Palais des congrès. Oui. Ne soyez pas désolé, Monsieur GUISEPPIN. C'est normal. Vous avez tout à fait le droit, ici. C'est long, mais c'est normal.

**Serge GUISEPPIN**

Je sais. Justement j'avais prévu de détailler la liste, donc je vais faire très court. Sur le rapport, il y a un bénéfice de 193 000 euros obtenus. Le rapport ne dit pas si les bénéfices ont été affectés ?

Ma deuxième question, et ça c'est important – et d'ailleurs le Maire Monsieur Cyril MEUNIER l'a précisé – la DSP prévoit de mettre à niveau et d'investir dans cet outil qui est vieillissant. Or cette année il a été investi beaucoup moins que prévu, et nous avons un delta de 237 000 euros dans l'investissement dit « *d'entretien* ». Nous avons une somme beaucoup plus conséquente avec un delta de 2,6 millions sur la partie d'investissement. Ma question rejoint ces deux éléments-là : est-ce que ça a été reporté ? Est-ce qu'il y a eu quelque chose de contractualisé qui va faire que cet investissement sera fait ou ne sera jamais fait ? Ce sont mes trois questions qui me semblent les plus importantes – le reste, je passe sous silence, parce que, comme ça, on gagne du temps.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur GUISEPPIN. Mais vos questions, Monsieur MEUNIER va y répondre.

**Monsieur le Président**

Oui, oui, bien sûr, évidemment, les investissements ont été reportés, ils ne sont pas du tout abandonnés. Ils vont même être mis dans un plan pluriannuel de réhabilitation, en particulier du Corum – et non, il n'y a pas de distribution de dividendes. On renforce nos capacités financières, puisque malheureusement on en est tous convaincus – parce qu'on porte ce masque depuis tout à l'heure on commence à tous étouffer – la Covid-19 est loin d'être terminée. Je le disais tout à l'heure – puisque comme tout le monde j'essaye un peu d'occuper un peu de temps – on est à 193 cas de *Omicron* – je ne sais plus comment ils appellent, à une lettre près, c'était Macron, il a eu du pot, le Président. On risque d'avoir une cinquième vague un peu désastreuse. On a été très prudents dans la gestion. Ceci étant, tout à l'heure j'ai bien précisé qu'on a quand même fait les investissements nécessaires au maintien de notre activité pour donner droit aux demandes qu'on avait de congrès par visio et en présentiel, et c'est ce qui nous a permis de nous en sortir beaucoup mieux que d'autres.

**Monsieur le Président**

Monsieur le Vice-Président.

**Renaud CALVAT**

Juste rappeler que nous prenons acte ici des comptes rendus d'activité de l'année 2020. En 2021, de nombreux investissements ont été réalisés. Là nous devons aujourd'hui prendre acte de l'activité d'il y a 2 ans.

**Monsieur le Président**

Merci.

*Le Conseil prend acte.*

**AFFAIRE N° 67 : ENVIRONNEMENT - AMETYST - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP)  
- RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2020 - EXAMEN**

**Monsieur le Président**

Affaire 67, sur AMETYST, le Conseil prend acte.

Affaire 68. Sous-concessions de plages, Villeneuve-lès-Maguelone. Il s'agit de prendre acte. Oui ?

**Max LÉVITA**

67 : il faut voter. Il faut approuver. Je lis votre rapport.

**Monsieur le Président**

Sur 67 ? Nous, on nous dit, Monsieur le DGS dit prendre acte. On peut prendre acte. C'est un rapport.

**Max LÉVITA**

Je lis votre littérature.

**Monsieur le Président**

Je vous propose de prendre acte.

**Max LÉVITA**

Il est marqué : « Il est proposé au Conseil d'approuver le rapport. »

**Monsieur le Président**

Je vous propose de donner acte. On interrogera le contrôle de légalité.

*Le Conseil prend acte.*

**AFFAIRE N° 68 : AMENAGEMENT DURABLE - SOUS-CONCESSIONS DE PLAGES DE LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) - RAPPORT ANNUEL DES DELEGATAIRES (LOT 1 ET LOT 2) RELATIF A L'EXERCICE 2020 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 68. Est-ce que vous prenez acte ? Oui.

*Le Conseil prend acte.*

**AFFAIRE N° 69 : RESSOURCES - MANDAT SA3M POUR LA REALISATION DE LA PREMIERE TRANCHE DU CIMETIERE METROPOLITAIN - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2020 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 69. C'est un mandat qu'on donne à la SA3M et là c'est un vote pour la réalisation de la première tranche du cimetière métropolitain, exercice 2020. Donc c'est quelque chose qui a été engagé. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 80 voix*

**Monsieur le Président**

Mes chers collègues, le Conseil arrive à son terme. Nous avons fait 680 votes cette année – c'est le nombre de délibérations que nous avons adoptées. Je voudrais remercier en votre nom les services des Assemblées et les personnes qui permettent de rendre accessible à tous et à toutes nos travaux en langue des signes, pour leur mobilisation, pour que nous puissions délibérer.

Je voudrais vous remercier aussi pour la qualité de nos débats, qui se passent dans le respect – parfois peut-être un peu plus longs que prévus, d'où l'impatience pour certains d'aller manger. Remercier la presse qui couvre régulièrement les sessions du Conseil de Métropole. Il y a encore quelques Conseils municipaux ici et là, mais si nous ne nous revoyons pas, je vous souhaite de passer de bonnes fêtes. Comme l'a dit Monsieur le Maire de Lattes, Cyril MEUNIER, je vous invite à être prudent compte tenu du contexte sanitaire.

Je préciserai dans quelques jours notre position sur les vœux, pour savoir si nous en tenons. Mais il est évident que la situation devient très préoccupante sur le nouveau variant de la lettre grecque Omicron – le mal-nommé. Merci à tous.

***L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 14h30***



**Conseil du 14 décembre 2021  
Décisions prises par le Président  
et non présentées lors du précédent Conseil,  
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales**

---

**N°MD2021-226 - 22/10/21 - Direction Appui Technique aux Territoires**

**Décision relative au marché n°M8D0022EP de maintenance et de réparation des ouvrages d'art et des murs de soutènement - Lot 1 - Avenant n°2 de prix nouveaux - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 de prix nouveaux au lot n°1 du marché n°M8D0022EP, relatif à la maintenance et à la réparation des ouvrages d'art et des murs de soutènement et conclu avec le groupement d'entreprises COFEX MEDITERRANEE / DEMATHIEU BARD CONSTRUCTIONS domicilié à GARONS. L'avenant permet d'assurer une continuité des prestations et n'a pas d'incidence financière.

**N°MD2021-282 - 14/10/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BO 579 - Propriété de Monsieur CONSTANS - Route métropolitaine n°5 de Pignan à Lavérune - Commune de Pignan**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur CONSTANTS pour un montant de 3 000 € la parcelle cadastrée BO 579, d'une superficie de 600 m², située lieu-dit La Peyrière à Pignan, en vue de réaliser les nouvelles voies d'accès au futur cimetière de Pignan.

**N°MD2021-568 - 28/10/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 4 logements sociaux, résidence 'Essentiel', 22 rue des Eglantiers à Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 558 084 € représentant 75 % des 3 prêts souscrits par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 4 logements locatifs sociaux, résidence « Essentiel », 22 rue des églantiers à Montpellier. La garantie accordée ouvre droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

**N°MD2021-573 - 28/10/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 3 logements sociaux, résidence ' Hôtel du Peyrou ', 2 Boulevard Ledru-Rollin à Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 179 124,75 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 3 logements locatifs sociaux, résidence « Hôtel du Peyrou », 2 Boulevard Ledru-Rollin à

Montpellier. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

**N°MD2021-578 - 28/10/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 14 logements sociaux, résidence ' Organza ', rue du Jeu de Mail des Abbés à Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 616 805,25 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 14 logements locatifs sociaux, résidence « Organza », rue du Jeu de Mail des Abbés à Montpellier. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

**N°MD2021-692 - 03/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à la signature d'une convention de prise de possession anticipée - Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson sur le territoire des Communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone**

**Objet :** Les travaux d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson sur le territoire des Communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone ont démarré au mois d'avril 2021 sur les parcelles appartenant au GFA BONNEFOND ET FILS. Montpellier Méditerranée Métropole n'étant pas en mesure à ce jour de passer les actes d'acquisition, il convient de conclure une convention de prise de possession anticipée permettant de régulariser l'occupation des emprises nécessaires aux travaux. Cette prise de possession anticipée a été consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 8 000 €.

**N°MD2021-698 - 10/11/21 - Direction des Ressources Informatiques**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion OPEN DATA FRANCE 2021**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion 2021 au sein de l'association OPEN DATA FRANCE au tarif annuel de 1 300 € HT (TVA à 0 %).

**N°MD2021-734 - 19/10/21 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**

**Décision relative à un avenant n°3 au marché n°3875GD15 de "Nettoiemnt et collecte des déchets ménagers et assimilés du centre-ville de Montpellier"**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°3 au marché n°3875GD15 de "Nettoiemnt et collecte des déchets ménagers et assimilés du centre-ville de Montpellier" qui a pour objet de modifier le bordereau des prix du marché afin de faire face aux évolutions d'usage de l'espace public. Le montant prévisionnel de l'avenant n°3 est de 127 575,21 € HT.

**N°MD2021-835 - 19/10/21 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**

**Décision relative au marché n°M0B0080VD de fourniture de pièces détachées de conteneurs enterrés de type SOTKON pour la collecte des déchets - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M0B0080VD à la société CONNECT SYTEE sise à Aix en Provence. Il concerne la fourniture de pièces détachées de conteneurs enterrés de type SOTKON pour la collecte des déchets. Le marché est attribué sans montant minimum mais avec un maximum de 89 500 € HT et prend effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un an.

**N°MD2021-852 - 21/10/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine privé - Parcelles cadastrées section EK n°186p et 188 - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de la société OC SANTE une convention d'occupation temporaire de son domaine privé d'une durée de 3 ans sur une emprise d'environ 3 500 m² à prendre sur les parcelles situées sur la Commune de Montpellier, cadastrées section EK n° 186p et 188, afin d'y aménager une aire de stationnement provisoire d'une centaine de places dédiées à son personnel. La convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'une redevance de 21 € par place soit pour 124 places un montant annuel de 31 248 € TTC.

**N°MD2021-853 - 21/10/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle DR 501 Rue de St Hilaire - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole souhaite régulariser, auprès de la SCCV RAUZE SAINT HILAIRE, une emprise de 994 m<sup>2</sup> déjà aménagé en trottoir et voirie pour les travaux du tramway, à savoir la parcelle cadastrée DR 501, située rue de Saint Hilaire, sur la Commune de Montpellier. Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement.

**N°MD2021-862 - 28/10/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels**

**Décision relative à la garantie d'emprunt contracté par Promologis pour la construction de 8 logements sociaux - Résidence ' Casa Moov ', 11 Avenue Emile Bertin Sans à Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 330 503,25 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 8 logements locatifs sociaux, résidence « Casa Moov », 11 avenue Emile Bertin Sans à Montpellier. La garantie accordée ouvre droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

**N°MD2021-863 - 28/10/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 11 logements sociaux, résidence ' Graphik', 174 avenue de Monsieur Teste à Montpellier - Autorisation de signature.**

**Objet :** Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 789 322,50 €, représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS, pour la réalisation de 11 logements locatifs sociaux, résidence « Graphik », 174 avenue de Monsieur Teste à Montpellier. La garantie accordée ouvre droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

**N°MD2021-864 - 28/10/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 9 logements sociaux, résidence ' Lise & Léa', 57 rue Esprit Aubert à Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 482 616 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 9 logements locatifs sociaux, résidence « Lise & Léa », 57 rue Esprit Aubert à Montpellier. La garantie accordée ouvre droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

**N°MD2021-891 - 03/11/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

**Décision relative à un avenant "Spécial Avis d'échéance 2021" du lot n°2 "Dommages aux biens" du marché public M8D5196AJ - Souscription des contrats d'assurance permanentes de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant au lot 2 "dommage au bien" du marché public n°M8D5196AJ "Souscription des contrats d'assurance permanentes de Montpellier Méditerranée Métropole". Au regard des événements climatiques majeures de plus en plus fréquents et du poids croissant des incivilités et des incendies criminels dont les collectivités territoriales sont les premières victimes, le conseil d'administration de SMACL ASSURANCES a pris la décision d'une évolution tarifaire sur la branche "Dommages aux biens" de 5% (y compris l'évolution indiciaire FFB de +0.07%).

**N°MD2021-897 - 14/10/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à des demandes de subventions auprès de l'État et des Collectivités Territoriales pour le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) au titre de l'année 2022**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le renouvellement, au titre de l'année 2022, des demandes de subventions auprès de l'État et des Collectivités Territoriales.

**N°MD2021-899 - 15/10/21 - Direction des Finances**

**Décision relative à la modification de la régie de recettes et d'avances de la billetterie en ligne du réseau des piscines - Modification de l'encaisse ainsi que de l'avance.**

**Objet :** Il s'agit de modifier le montant de l'encaisse maximum à 21 000 €, afin de procéder aux remboursements des usagers. Il convient également de modifier le montant de l'avance à 10 000 €.

**N°MD2021-900 - 14/10/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Parcelle cadastrée LR n° 61 - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole souhaite aménager 30 arceaux à vélo avenue de Heidelberg dans le quartier Mosson sur une propriété Ville de Montpellier cadastrée LR 61. L'usage visé est double : accueil tout public mais également répondre aux besoins lors des matchs de football organisés au stade de la Mosson. La Ville met à disposition de la Métropole l'emplacement nécessaire, à titre gratuit compte tenu de l'intérêt public de cet usage, pour une durée de 10 ans.

**N°MD2021-905 - 03/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire avec SNCF Réseau - Cheminement piéton quartier ' Les Aubes ' - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renouveler avec SNCF RESEAU, la convention d'occupation temporaire autorisant le cheminement piétonnier, sur une emprise de 1 650 m<sup>2</sup> sur les parcelles cadastrées CL n°450p, CM n° 222, 223, 224 et 225p sise lieu-dit « Les Aubes » sur la Commune de Montpellier. Cette occupation temporaire est consentie à titre gratuit, pour une période de 8 ans et prend effet à compter du 1er janvier 2022 pour se terminer le 31 décembre 2029.

**N°MD2021-910 - 15/10/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative à un avenant n°1 au marché 4757 de Maîtrise d'œuvre relative aux travaux de protection contre les inondations de la Mosson sur la Commune de Juvignac**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché 4757 Maîtrise d'œuvre relative aux travaux de protection contre les inondations de la Mosson sur la Commune de Juvignac conclu avec la société ANTEA GROUP. Il a pour objet de prendre en compte les prestations supplémentaires non prévues au marché initial ainsi que de fixer la rémunération définitive du maître d'oeuvre. L'avenant est conclu pour un montant de 27 145,90 € hors taxes.

**N°MD2021-918 - 10/11/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM SFHE Groupe Arcade pour la construction de 42 logements sociaux - Résidence ' Roque Fraisse ', ZAC Roque Fraisse, lot 34A à Saint Jean de Védas - Convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 3 658 500 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM SFHE GROUPE ARCADE, auprès de la CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 42 logements locatifs sociaux, résidence « Roque Fraisse », ZAC Roque Fraisse Lot 34 A à Saint Jean de Védas. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

**N°MD2021-920 - 28/10/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société FACILIGO dans l'Hôtel French Tech à Montpellier**

**Objet :** La candidature de la société FACILIGO est agréée en vue de la location du lot 3.3 de 17,92 m<sup>2</sup> dans l'Hôtel French Tech.

**N°MD2021-929 - 14/10/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AR 1, AR 225 et BO 65 - Propriétés du Département de l'Hérault - Route métropolitaine n°5 de Pignan à Lavérune - Commune de Pignan**

**Objet :** L'augmentation du trafic pendulaire entre Pignan et Montpellier rend difficile les insertions pour les voitures de l'avenue du Général Grollier sur la route métropolitaine n°5 de Pignan à Lavérune. Montpellier Méditerranée Métropole souhaite, en collaboration avec la Mairie de Pignan, créer un giratoire afin d'améliorer la sécurité de l'ensemble des usagers. Ces aménagements nécessitent de récupérer le foncier appartenant au Département de l'Hérault sur ce secteur, à savoir les parcelles cadastrées AR 1 (826 m<sup>2</sup>), AR 225 (571 m<sup>2</sup>) et BO 65 (1 007 m<sup>2</sup>). Le prix de la transaction s'élève à un montant total de 4 300 €.

N°MD2021-931 - 22/10/21 - Direction Services aux Territoires

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché subséquent M9D0107AT - Travaux d'aménagement des rues du quartier de la Mairie à Saint Jean de Védas - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché subséquent n°M9D0107AT relatif aux travaux d'aménagement des rues du quartier de la Mairie à Saint Jean de Védas et conclu avec l'entreprise COLAS FRANCE. Il a pour objet la création de prix nouveaux et une prolongation des délais en raison des travaux complémentaires. L'avenant n°2 est signé pour un montant en plus-value de 6 790, 90 € HT soit une augmentation de 1, 96%.

N°MD2021-932 - 14/10/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition des voiries et équipements publics - Lotissement "Mas Crespy" - Propriétés GGL Groupe - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

**Objet :** GGL GROUPE a sollicité auprès de la Métropole la rétrocession des voiries et équipements publics du lotissement "Mas Crespy" situé sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Après vérifications techniques, le Pôle Littoral a émis un avis favorable à cette rétrocession. La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens acquis.

N°MD2021-935 - 21/10/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à l'avenant n°1 du marché 5031DC18 concernant l'extension du nettoyage à l'immeuble LE THEBES - Lots 1 et 12 - Autorisations de signature**

**Objet :** Il s'agit d'un avenant concernant l'extension du nettoyage à l'immeuble Le thebes :  
- Pour le lot 1 (médiathèque Emile Zola, les archives municipales de la ville de Montpellier, la médiathèque Federico Fellini, la Résidence de création littéraire), à l'entreprise LITTORAL SERVICES domicilié à Sète pour un montant de 16 200 € HT ;  
- Pour le lot 12 (vitrierie inaccessible du réseau) à l'entreprise ALPIROC domiciliée à Montpellier pour un montant de 1 590 € HT.

N°MD2021-940 - 21/10/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à la vente d'une emprise de 844 m² au profit de la société civile immobilière Collector - Commune de Juvignac**

**Objet :** Le magasin UNION MATERIAUX installé sur la Commune de Juvignac souhaite réaménager son accès pour faciliter les manoeuvres des camions sur son site. La solution consiste à vendre pour l'usage de l'enseigne UNION MATERIAUX (société civile Immobilière Collector), une emprise non aménagée ni utilisée issue du domaine public, qui a fait l'objet d'un déclassement par décision n° 2021-459 en date du 3 juin 2021. L'emprise concernée est d'une superficie de 844 m². La transaction est acceptée au prix de 99 €/m² au vu de l'avis des Domaines. UNION MATERIAUX accepte de végétaliser en limite de l'emprise vendue pour créer un écran végétal depuis la voie.

N°MD2021-941 - 28/10/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 18 logements sociaux, résidence ' Mikaza ', 1 852 Avenue de Toulouse à Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 1 077 223,50 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 18 logements locatifs sociaux, résidence « Mikaza », 1 852 avenue de Toulouse à Montpellier. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.



**N°MD2021-943 - 28/10/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 32 logements sociaux, Résidence ' L'Oasis ', 1 560 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 1 833 483 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 32 logements locatifs sociaux, résidence « l'Oasis », 1 560 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

**N°MD2021-949 - 14/10/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AR 217, AR 221, AR 225, AR 228 et AR 231 - Propriétés des consorts GARCIA - chemin de l'Estelle - Commune de Pérols**

**Objet :** La Commune de Pérols a sollicité du Pôle Littoral la modification du profil de la voie dénommée chemin de l'Estelle. Les contraintes techniques et altimétriques nécessitent l'acquisition des parcelles concernées par l'emplacement réservé n°8 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Pérols relatif à l'opération d'élargissement à 12 mètres du chemin n°3 de l'Estelle, appartenant aux consorts GARCIA. Il s'agit des parcelles cadastrées AR 217 (23 m²), AR 221 (22m²), AR 225 (22 m²), AR 228 (23 m²) et AR 231 (24 m²). La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens acquis.

**N°MD2021-951 - 15/10/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative à une demande d'aides financières auprès de l'Union européenne (FEDER) - Sécurisation des digues de la Mosson à Lattes**

**Objet :** Il s'agit de solliciter des aides financières de l'Union Européenne auprès du FEDER, à hauteur de 20% du montant de l'opération de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson, sur une

dépense	éligible	de	3	800	000	€	HT.
---------	----------	----	---	-----	-----	---	-----

**N°MD2021-954 - 04/11/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise DO IT NOW pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Il s'agit d'une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise DO IT NOW pour l'occupation d'une surface de 50,30 m² au sein du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 30 septembre 2024 et pour une redevance mensuelle HT et HC de 708,73 € conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°2020-483 du Conseil de Métropole en date du 17 décembre 2020.

**N°MD2021-958 - 18/10/21 - Direction Projet et Planification Territoriale**

**Décision relative à une demande d'autorisation de subventions dans le cadre de l'organisation de la Journée Nationale de la Qualité de l'Air 2021**

**Objet :** Les journées nationales de la Qualité de l'Air 2021 ont lieu entre le 11 et le 17 octobre 2021. Il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole organise des interventions dans les écoles pour sensibiliser les enfants aux enjeux de la qualité de l'air et installe un stand sur l'Esplanade Charles de Gaulle pour sensibiliser sur les enjeux et les pratiques préventives ou correctives. L'objectif de cette décision est d'autoriser la demande de deux subventions auprès de l'ADEME et de la DREAL dans le cadre de l'organisation de la Journée Nationale de la Qualité de l'Air 2021.

**N°MD2021-965 - 14/10/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 181 m² - Impasse des Frères - Commune de Pignan**

**Objet :** Dans le cadre du projet Hélénis sur les parcelles AB 64, AB 65 et AB 66 sur la Commune de Pignan, un PUP "impasse des Frères", il est prévu d'intégrer au périmètre de ce PUP, une emprise de 181 m² issue du domaine public de l'impasse des Frères afin que le promoteur puisse agrandir l'espace vert au droit de son projet. Avant de pouvoir céder cette emprise, il faut au préalable la désaffecter et déclasser.

**N°MD2021-968 - 19/10/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative à un marché n°M0D0076EA - Renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable Rue de la Concorde et Rue Pierre Causse à Montpellier**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la conclusion d'un marché n°M0D0076EA avec le groupement EHTP-MALET sise à Mauguio. Il concerne le renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable Rue de la Concorde et Rue Pierre Causse à Montpellier. Il est conclu pour un montant estimatif de 1 031 796,06 € HT et pour un délai d'exécution proposé par le candidat de 22 semaines hors période de préparation de durée fixe de 6 semaines. Le marché démarre par ordre de service.

**N°MD2021-969 - 14/10/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature d'espaces publics - Commune de Vendargues**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès FDI HABITAT ou toute société s'y substituant, les parcelles AB 352 (5 m<sup>2</sup>), AB 353 (9 m<sup>2</sup>), AB 355 (38 m<sup>2</sup>), AB 356 (33 m<sup>2</sup>), AB 357 (21 m<sup>2</sup>), AB 360 (40 m<sup>2</sup>), constituant des places de stationnement et des trottoirs. La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises en nature d'espace public.

**N°MD2021-971 - 04/11/21 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux**

**Décision relative à l'attribution d'un marché "diagnostic et schéma directeur VRD" dans le cadre du mandat d'études préalables à la requalification de plusieurs parc d'activités économique métropolitains existants**

**Objet :** Il s'agit, dans le cadre des études relatives à la requalification de plusieurs parcs d'activités économiques sur le territoire de Métropole, d'attribuer le marché d'études préalables « Diagnostic & schéma directeur VRD de requalification de l'existant » comme suit :

- le lot A attribué au Groupement PRESENTS (mandataire), SERI et CEREG (cotraitants), sise à Lyon – Agence régionale de Montpellier-Pérois, pour un montant maximum de bons de commande de 120 000 € HT ;

- lot B attribué à NALDEO (unique contractant) sise à Lyon – Site de Montpellier, Agence régionale Toulouse, pour un montant maximum de bons de commande de 90 000 € HT. Les marchés sont conclus pour une durée de 48 mois à compter de leur notification.

**N°MD2021-977 - 21/10/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition d'un plateau de bureaux situé au 6ème étage du bâtiment Coupole Sud et de places de stationnement - Parcelles HI n°315, 356 et 359 - Montpellier**

**Objet :** La SCI SQUIRREL a mis en vente le plateau de bureaux lui appartenant situé au 6ème étage de l'immeuble Coupole Sud et 5 places de stationnement en sous-sol. Cet immeuble accueille le siège de la Métropole et cette dernière poursuit une politique de maîtrise foncière des lots de copropriété qui s'y libèrent. Seul le plateau de bureaux reste à acquérir. Dans cette logique, il a été fait une proposition d'achat à 870 000 €. Ce prix correspond à l'évaluation des services de France Domaine. La SCI SQUIRREL a accepté la proposition d'achat.

**N°MD2021-980 - 14/10/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à la vente de la parcelle cadastrée AL 590 - Rue des Troènes - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

**Objet :** La SOCIETE IMMOBILIERE EUROPEENNE DES MOUSQUETAIRES, lors de la mise en œuvre de son permis de construire relative à l'extension du magasin Intermarché de Villeneuve-lès-Maguelone, a réalisé des aménagements au-delà de son emprise. La volonté de Montpellier Méditerranée Métropole est de régulariser ce foncier, de surface réduite, en le vendant à la société. Au préalable cette emprise a été désaffectée, déclassée et nouvellement cadastrée AL 590 (267 m<sup>2</sup>). Conformément à l'avis de France Domaines le prix de la transaction a été fixée à 93€/m<sup>2</sup> soit un montant total de 24 831 €.

N°MD2021-981 - 14/10/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition des parcelles CD 827 et CD 830 - Rue du Jeu de Mail des Abbés - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir auprès de SOGEPROM-PRAGMA les parcelles cadastrées CD 827 et CD 830 d'une superficie totale de 519 m<sup>2</sup>, nécessaires à l'élargissement de la rue du Jeu de Mail des Abbés sur la Commune de Montpellier. Cette acquisition est consentie à un euro pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu. Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

N°MD2021-982 - 20/10/21 - Direction des Mobilités

**Décision relative au marché n°M0D0088DM de travaux d'installation d'équipements de Signalisation Lumineuse Tricolore sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M0D0088DM à l'entreprise AXIMUM GES MIDI MEDITERRANEE sise à Vendargues. Il concerne les travaux d'installation d'équipements de signalisation lumineuse tricolore sur le territoire de la Métropole. Il est conclu pour un montant maximum de 3 400 000 € HT et pour une durée d'un an reconductible 3 fois à compter de sa notification.

N°MD2021-983 - 28/10/21 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

**Décision relative à un accord cadre à marchés subséquents "réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Aire de Fabrègues - Lot 3 " - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°5 relatif à la reprise des dégradations et vols subis sur l'aire d'accueil des gens du voyage de Fabrègues à l'entreprise REEL MEDITERRANEE sise à Cournonsec. Il est conclu pour un montant de 69 669,36 € HT et pour une durée d'un mois à compter de sa date de notification.

N°MD2021-985 - 21/10/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition à la Commune de MONTAUD du terrain cadastré ZD 481 pour l'aménagement d'une aire de lavage des engins agricoles**

**Objet :** Pour permettre à Montpellier Méditerranée Métropole d'aménager une aire de lavage des engins agricoles, la Commune de Montaud lui cède à l'euro symbolique le terrain cadastré ZD 481 d'une superficie de 4 500 m<sup>2</sup>.

N°MD2021-987 - 14/10/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la conclusion d'une convention d'occupation précaire avec le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier dans le cadre de la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'occupation précaire avec le CHU de Montpellier. Elle concerne une emprise foncière située sur la parcelle de la crèche du CHU, cadastrée BT 0364, pour l'installation d'une clôture provisoire de chantier réalisée depuis octobre 2021 pour une durée approximative de 3 mois. Cette mise à disposition est consentie sans contrepartie financière.

N°MD2021-989 - 04/11/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative au marché n°M1B0071DC - Nettoyage des bâtiments du Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M1B0071DC de nettoyage des bâtiments du site archéologique Lattara – musée Henri Prades à l'entreprise GIMN'S REGION sise à Ramonville (31), pour un montant de prestations forfaitaires de 60 348,12 € HT pour la durée totale du marché, et pour un montant de maximal annuel de 10 000 € HT de prestations exceptionnelles de nettoyage.

N°MD2021-990 - 21/10/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AL 259 - Chemin des Courèches - Commune de Fabrègues**

**Objet :** La Métropole acquiert auprès de la SCI DES COURECHES la parcelle AL259 (185 m<sup>2</sup>), afin de régulariser une emprise déjà intégrée dans la voirie, sur la Commune de Fabrègues. Acquisition à l'euro symbolique.

**N°MD2021-994 - 22/10/21 - Direction Services aux Territoires**

**Décision relative au marché n°M9D0084AT - Entretien et aménagement des espaces verts de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenants aux lots 1 et 2 - Autorisations de signature**

**Objet :** Afin de faciliter les révisions de prix et le traitement des factures, il est apparu nécessaire en cours d'exécution du marché de modifier l'article sur les modalités de variation des prix du Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché M9D0084AT d'entretien et d'aménagement des espaces verts de Montpellier Méditerranée Métropole.

**N°MD2021-997 - 14/10/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à la déconsignation à la suite de l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété des lots de copropriété de la SCPI PF Grand Paris, situés 145 rue de l'Acropole - Commune de Montpellier**

**Objet :** Par décision en date du 27 octobre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a exercé son droit de préemption urbain sur des lots faisant partie de la copropriété du Parthéna I à Montpellier, 145 rue de l'acropole. Par décision du 24 février 2021, il a été décidé de consigner le prix de cette préemption, un blocage inhérent au vendeur a empêché la signature de la vente. Aujourd'hui, le blocage a été levé, l'acte d'acquisition a été signé, il convient donc de déconsigner.

**N°MD2021-998 - 18/10/21 -**

**Décision relative à l'autorisation de passer commande auprès de l'UGAP pour un appui complémentaire à l'accompagnement des pôles dans le cadre de la nouvelle organisation de l'administration mutualisée - Marché n°M1D0072VI**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le principe de passer commande auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour un appui complémentaire à l'accompagnement des préfigurateurs (vague 1 et vague 2) des pôles dans la nouvelle organisation rassemblée. Le montant total estimé du marché n°M1D0072VI est de 309 000 € HT pour les années 2021 et 2022.

**N°MD2021-1001 - 02/11/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Décision relative au marché M0D0005MG de Télésurveillance, intervention de sûreté et sécurité du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°M0D0005MG « Prestation de télésurveillance, intervention de sûreté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole » avec le titulaire du marché, la société GLCE LITTORAL. L'objet de l'avenant est de changer la répartition financière entre la Direction de la Culture et la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments concernant la Médiathèque Emile Zola. Ceci introduit un écart de +2% sur le montant total annuel du marché pour la partie forfaitaire (sans révision des prix) en portant le nouveau montant total annuel du marché public pour la partie forfaitaire à 891 308,52 € HT soit 1 069 570,23 € TTC (TVA 20%).

**N°MD2021-1002 - 13/10/21 - Direction des Ressources Informatiques**

**Décision relative à un contrat n°1184723 de maintenance et de support technique des logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) ESRI de la gamme ArcGIS**

**Objet :** Il s'agit de conclure un contrat de maintenance et de support technique informatique avec la société ESRI FRANCE sise à Meudon. Il prend effet à compter du 1er janvier 2021 et court jusqu'au 31 décembre 2021. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 66 783,36 € TTC.

**N°MD2021-1005 - 22/10/21 - Direction Appui Technique aux Territoires**

**Décision relative au marché n°M8D0027EP - Fourniture de matériel et de pièces détachées d'éclairage public - Avenants aux Lots 1 à 10 - Autorisations de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature des avenants aux lots n°1 à n°10 du marché n°M8D0027EP relatif à la fourniture de matériel et de pièces détachées d'éclairage public. Il a pour objet la modification de l'article 9.2 – Modalités de variation des prix du Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché afin de faciliter les révisions de prix et le traitement des factures. Les avenants sont sans incidence financière.

**N°MD2021-1006 - 03/11/21 - Direction Appui Technique aux Territoires**

**Décision relative au marché n°5108EP18 - Fournitures de mâts d'éclairage public de type boulevard urbain - Avenant n°1 - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°5108EP18 relatif aux Fournitures de mâts d'éclairage public de type boulevard urbain et conclu avec l'entreprise TECHNILUM sise à Béziers. Il a pour objet la modification de l'article 9.2 – Modalités de variation des prix du Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché afin de faciliter les révisions de prix et le traitement des factures. Les avenants sont sans incidence financière.

**N°MD2021-1007 - 03/11/21 - Direction Appui Technique aux Territoires**

**Décision relative au marché n°M9D0053EP - Fourniture de mâts d'éclairage public de type tramway - Avenant n°1 - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°M9D0053EP relatif à la Fourniture de mâts d'éclairage public de type tramway et conclu avec l'entreprise TECHNILUM sise à Béziers. Il a pour objet la modification de l'article 9.2 – Modalités de variation des prix du Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché afin de faciliter les révisions de prix et le traitement des factures. Les avenants sont sans incidence financière.

**N°MD2021-1012 - 20/10/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une portion d'impasse - rue du Pradas - Commune de Grabels**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une portion de 30 m<sup>2</sup> d'une voie située rue du Pradas sur la Commune de Grabels. La Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une portion de 30 m<sup>2</sup> d'une voie située rue du Pradas sur la Commune de Grabels et intègre cette emprise dans son domaine privé. Les services du cadastre sont sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

**N°MD2021-1013 - 03/11/21 - Direction Appui Technique aux Territoires**

**Décision relative au marché G8D5215EP de réfection des tranchées et d'investigations complémentaires - Avenant n°2 - Autorisation de signature**

**Objet :** A la suite d'une erreur d'indice de révision dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché n°G8D5215EP de « réfections des tranchées », il convient de modifier l'article 3.2 Modalités de variation des prix en précisant que l'indice TP08 "travaux d'aménagement et d'entretien de voirie" sera désormais le seul indice de révision applicable pour tous les prix du marché.

**N°MD2021-1014 - 03/11/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Décision relative à un avenant n°2 au marché 5210MG18 "Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la maintenance des Ascenseurs"**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°5210MG18 d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la maintenance des ascenseurs conclu avec la société ACCEO, en raison du retrait d'un appareil de l'ancien site du CCR et de l'ajout de 3 appareils pour le nouveau site. Le montant de l'avenant est de 876,88 € HT, soit un montant TTC de 1 052,26 € TTC (TVA 20%). Le pourcentage d'écart introduit par l'avenant n°2 par rapport au montant initial est de 9,7%, ce qui porte le nouveau montant du marché à 84 820,88 € HT soit 101 785,06 € TTC (TVA 20%).

**N°MD2021-1017 - 04/11/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative au marché n°M0D0013EA "Raccordement des eaux usées de la ZAC CAMBACERES sur l'intercepteur Est"**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un marché n°M0D0013EA avec le groupement SCAM TP (mandataire)/ EIFFAGE (co-traitant) situé à Cournonsec et les entreprises ABE SOL et COLAS en tant que sous-traitantes. Il concerne le raccordement des eaux usées de la ZAC Cambaceres sur L'intercepteur Est. Il est conclu pour un montant de 609 990,02 € HT. Le délai d'exécution est de 23 semaines, (dont 2 mois de préparation) de préparation et démarre par ordre de service.

**N°MD2021-1018 - 22/10/21 - Direction Services aux Territoires**

**Décision relative au marché n°5023A02 - Aménagement de l'avenue de Cournonterral à Fabrègues - Avenant n°2 - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant au marché n°5023A02 relatif à l'aménagement de l'avenue de Cournonterral à Fabrègues. La commune de Fabrègues souhaite, à la suite du mécontentement des riverains par rapport à la nature du revêtement des trottoirs, changer ce revêtement de surface modifiant le programme initial des travaux. Ces travaux ont engendré une plus-value de 20 046,64 € HT.

**N°MD2021-1019 - 04/11/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société KOOVEA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société KOOVEA pour une période de douze mois à compter du 1er novembre 2021 et jusqu'au 31 octobre 2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 148,12 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 2 087,01 €

**N°MD2021-1020 - 04/11/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SUBSCRIPTION TECH au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société SUBSCRIPTION TECH pour une période de douze mois à compter du 1er novembre 2021 et jusqu'au 31 octobre 2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 29,44 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 414,81 €.

**N°MD2021-1023 - 18/10/21 - Direction des Relations Internationales**

**Décision relative à une convention de prestation de service dans le cadre du Sommet Afrique / France à Montpellier du 7 au 9 octobre 2021 entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Lycée Georges Frêche**

**Objet :** Dans le cadre du Sommet Afrique / France de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite confier au Lycée Georges Frêche une prestation d'hôtes et d'hôtesse. Le contenu de la prestation relève du programme de formation du BTS Tourisme et s'inscrit dans le cadre des épreuves professionnelles. Elle mobilise les 100 étudiants des 4 classes de la section. Les enseignants assurent l'encadrement nécessaire en lien avec les référents prévus par Montpellier Méditerranée Métropole. Pendant toute la durée de cette convention, les étudiants conservent leur statut et bénéficient en matière d'assurance des mêmes garanties qui leur sont accordées au lycée.

**N°MD2021-1025 - 16/11/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative à la convention de dépotage de sous-produits de l'assainissement en station d'épuration sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature des conventions quadripartites de dépotage de sous-produits de l'assainissement en station d'épuration sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole : Maera, Baillargues et Fabrègues. Les conventions ont pour objet de fixer les conditions d'accès aux sites, de donner les critères d'acceptabilité, de qualifier les déchets (Matière de vidange, Graisses, Produits de curage de réseaux et "Mélanges") et d'exposer les responsabilités de chacun des signataires.

**N°MD2021-1026 - 15/10/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Décision relative à un avenant n°1 au contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Inoxy Films - Locaux site Hélios à Fabrègues**

**Objet :** Il est proposé un avenant n°1 au contrat de location avec la société INOXY FILMS concernant la location de divers locaux situés sur le site Hélios, Commune de Fabrègues dans le cadre d'activités destinées à l'audiovisuel. Cet avenant rajoute un bureau de 13 m<sup>2</sup> identifié n°6 dans le bâtiment H. Le bureau n°6 est loué pour une période de 1 mois à compter de la signature pour un montant de 88,32 € HT.

L'avenant n°1 modifie le montant forfaitaire de la redevance. Le nouveau montant forfaitaire pour l'ensemble de la location est de 10 089,41€ HT charges comprises, soit 12 107,29 € TTC.

**N°MD2021-1028 - 03/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle MS 324 rue Paul Rimbaud - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir auprès de M&A PROMOTION, la parcelle cadastrée MS 324, d'une superficie de 68 m<sup>2</sup>, afin d'élargir le trottoir, située rue Paul Rimbaud à Montpellier. Cette acquisition est consentie à un euro pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

**N°MD2021-1030 - 02/11/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Décision relative à l'autorisation de passer des commandes auprès l'UGAP pour recourir à un bureau d'études en sûreté et en sécurité incendie**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à passer commande à l'Union des Groupements d'Achats Publics de recourir à un bureau d'études en sûreté et en sécurité incendie sous le numéro de marché M1B0097MG. Le marché est conclu pour un montant estimé à 80 000 € HT pour les années 2021 et 2022.

**N°MD2021-1031 - 21/10/21 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux**

**Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Côté village ' avec la société RB GROUP - Commune de Grabels**

**Objet :** La société RB GROUP projette la construction de 17 logements, dont 5 sociaux, sur une unité foncière d'environ 3 730 m<sup>2</sup> sur les parcelles AX0139-AX0349 et AX0350 à Grabels. Le programme nécessite la réalisation d'équipements publics. Il y a lieu de conclure une convention de PUP. Le montant prévisionnel de participation de RB GROUP s'élève à 50 522,06 €, sur un montant prévisionnel de travaux de 58 517,92 €.

**N°MD2021-1033 - 18/10/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Peugeot Partner immatriculé EL-730-TR - Hôtel des Ventes de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un véhicule de marque Peugeot Partner immatriculé EL-730-TR à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis à Montpellier. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

**N°MD2021-1034 - 18/10/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Citroën Jumper immatriculé 86-AQW-34 - Hôtel des Ventes de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un véhicule de marque Citroën Jumper immatriculé 86-AQW-34 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis Montpellier. Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

**N°MD2021-1035 - 18/10/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Décision relative à la cession d'un véhicule de marque Renault Twingo économiquement non réparable immatriculé CE-331-RH - Hôtel des Ventes de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule économiquement non réparable de marque Renault Twingo immatriculé CE-331-RH à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier. Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

**N°MD2021-1036 - 03/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AT 520 - Impasse des Lilas - Commune de Pérols**

**Objet :** Dans le cadre du programme de travaux de réalisation d'une voie douce et du réaménagement des trottoirs de l'avenue Saint-Vincent à Pérols, l'emprise de l'impasse des Lilas est nécessaire en acquisition. Par conséquent, la Commune et le Pôle Littoral requièrent son intégration dans le domaine public métropolitain. L'impasse des Lilas est constituée de 5 parcelles appartenant à chaque propriétaire au droit de leur habitation. Madame MIRON, propriétaire de la parcelle cadastrée AT 520, a accepté les termes de la négociation le 19 septembre 2021. La transaction est consentie au prix d'1€ compte tenu de la nature du bien acquis.

**N°MD2021-1037 - 04/11/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative à un marché n°M1D0037EA - Marché d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collectif et traitement) - Lot n°1 Est et lot n°2 Ouest**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature du marché n°M1D0037EA avec le groupement conjoint SAUR (mandataire)/ALLIANCE ENVIRONNEMENT. Il concerne un marché d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collectif et traitement) - Lot n°1 Est et lot n°2 Ouest.

Le marché Lot n°1-EST est conclu pour un montant de 4 421 728 € HT (toutes tranches confondues) pour les prestations d'exploitations, de 831 161 € HT (toutes tranches confondues) pour les prestations liées au renouvellement et sans minimum, ni maximum pour les prestations à prix unitaires à destination de Montpellier Méditerranée Métropole ou des tiers.

Le marché Lot n°2 - OUEST est conclu pour un montant de 7 760 038 € HT (toutes tranches confondues) pour les prestations d'exploitations, de 813 915,90 € HT (toutes tranches confondues) pour les prestations liées au renouvellement et sans minimum, ni maximum pour les prestations à prix unitaires à destination de la Métropole ou des tiers.

**N°MD2021-1038 - 04/11/21 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines**

**Mise à disposition d'un agent de cat B auprès de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la mise à disposition de Monsieur Sylvain CASTAGNET, chef de service PM, auprès de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er octobre 2021 pour une durée d'un an.

**N°MD2021-1039 - 22/10/21 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux**

**Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la ZAC Euromédecine II - Association ADAGES (parcelle TL 183) - Commune de Grabels - Autorisation de signature**

**Objet :** Dans la perspective de la délivrance du permis de construire de l'association ADAGES, une convention de participation au coût des équipements publics de la ZAC Euromédecine est conclue avec l'association ADAGES, constructeur, et la SERM, aménageur. Le montant de la participation au programme des équipements publics est fixé à 42 € par m<sup>2</sup> de surface de plancher soit un montant de participation due par le constructeur de 28 669,20 €.

**N°MD2021-1040 - 28/10/21 - Direction des Finances**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Assemblée des Communautés de France (AdCF) - Exercice 2021**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser, pour l'exercice 2021, le paiement de la cotisation de renouvellement à l'ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES DE FRANCE d'un montant de 9 000 €.

**N°MD2021-1042 - 27/10/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative au droit de préemption urbain - Commune de Montpellier - Propriété de la SCI CARTHAGE - Echelles de la ville - 1 place Paul Bec - parcelle HK 231 - lots 139-140-141**

**Objet :** Il est proposé de préempter des locaux à usage de bureaux situés au 3ème étage de l'immeuble dénommé les Echelles de la ville, d'une contenance de 168,70 m<sup>2</sup> au prix proposé dans la DIA soit 400 000 € conformément à l'avis de France Domaines. L'immeuble "les Echelles de la Ville" est situé dans le périmètre d'études Comédie-Lez, il constitue un élément charnière dans l'articulation de l'aménagement urbain entre le centre historique et le quartier Antigone. Cette préemption permettra de contribuer à la mise en œuvre de ce projet urbain.

**N°MD2021-1044 - 21/10/21 - Mission Espaces Publics**

**Décision relative à la conclusion d'un avenant n°1 au marché subséquent portant sur des missions d'études préliminaires dans le cadre du contrat de maîtrise d'œuvre des espaces publics "Comédie Esplanade Triangle"**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché subséquent n°2 "études préliminaires" conclu par l'accord cadre n°201902927S1903 portant sur une mission de maîtrise d'œuvre d'espaces publics réalisée dans le cadre du mandat d'études Comédie-Esplanade-Triangle. Il a pour objet la rémunération complémentaire du groupement de maîtrise d'œuvre à hauteur de 36 881 € HT portant le montant du marché de 147 726 € HT à 184 607 € HT. Il fait suite aux demandes d'évolution du programme d'aménagement intégrant de manière prioritaire la plantation d'arbres sur la place de la Comédie et nécessitant ainsi la réalisation d'études et d'investigations non prévues initialement.



**N°MD2021-1045 - 27/10/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à un droit de préemption urbain - Commune de Montpellier - Propriété DELEUTRE - Parcelles DN n°34-224-225-226-227 - 711 rue de la première écluse**

**Objet :** La propriété des consorts DELEUTRE est située dans le secteur dit "première écluse" sur la Commune de Montpellier. Il est proposé de préempter ce bien au prix de 200 000 € afin de constituer des réserves foncières sur ce secteur dans l'attente de la réalisation d'un projet d'aménagement d'ensemble.

**N°MD2021-1047 - 03/11/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Décision relative à l'attribution d'un marché n°M1B0077MG - Acquisition de caisson aspire feuilles amovible pour type de véhicule polybenne**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M1B0077MG à la société SAS BRO MERIDIONALE DE VOIRIE sise à Avignon. Il concerne l'acquisition de caisson aspire-feuilles amovible pour type de véhicule polybenne. L'accord-cadre à bons de commande mono attributaire est conclu sans minimum et un maximum de 70 000 € HT et pour une durée de 7 mois à compter de l'édition du bon de commande.

**N°MD2021-1048 - 22/10/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2104388-1 TA - Association vigilance Verte Montpellier Nord"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU Avocat à la suite du dépôt de la requête n°2104388-1 près le Tribunal administratif de Montpellier le 17 août 2021 par l'Association VIGILANCE VERTE MONTPELLIER NORD. La requête a pour objet l'annulation de la convention de prêt d'usage de terrains situés lieu-dit Blanquette à Montpellier propriété de Montpellier Méditerranée Métropole au profit du Conseil Départemental de l'Hérault et ce, pour l'implantation de locaux modulaires à destination de l'hébergement des mineurs non accompagnés.

**N°MD2021-1050 - 25/10/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative au marché n°M1B0068DE - Définition du projet de modernisation et d'extension du MIN de Montpellier - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M1B0068DE relatif à la définition du projet de modernisation et d'extension du MIN de Montpellier comme suit :  
- le lot 1 « Programmation » à l'entreprise GROUPE ELAN, pour un montant de 59 900 € HT et pour une durée de 8 mois à compter de la signature de l'acte d'engagement ;  
- le lot 2 « Définition du modèle économique/financier », à l'entreprise BST CONSEIL, pour un montant de 24 500 € HT et pour une durée de 6 mois à compter de la signature de l'acte d'engagement.

**N°MD2021-1052 - 04/11/21 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines**

**Mise à disposition d'un agent de catégorie C auprès de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Un agent de la ville de Montpellier au grade adjoint administratif, est mis à disposition auprès de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er octobre 2021 pour une durée d'un an.

**N°MD2021-1062 - 03/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition des parcelles EY 826, EY 827 et EY 829, allée des Frères Grimm & rue Charles Perrault à NEXITY - Commune de Montpellier**

**Objet :** Il s'agit d'une acquisition à l'euro symbolique par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la société NEXITY IR PROGRAMMES LANGUEDOC ROUSSILLON des parcelles EY 826, EY 827 et EY 829, allée des Frères Grimm & rue Charles Perrault, permettant leur aménagement et leur intégration au domaine public métropolitain.

**N°MD2021-1065 - 03/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle EO 490, rue Georges Brassens à Crédit Agricole Immobilier - Commune de Montpellier**

**Objet :** Il s'agit d'une acquisition à l'euro symbolique par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la société « Crédit Agricole Immobilier », de la parcelle EO 490, rue Georges Brassens à Montpellier, permettant son aménagement et son intégration au domaine public métropolitain.

**N°MD2021-1066 - 04/11/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à l'adhésion à l'Association des Professeurs de Formation Musicale pour l'année scolaire 2021/2022**

**Objet :** Il s'agit d'adhérer à l'Association des Professeurs de Formation Musicale pour l'année scolaire 2021/2022 pour un montant de 130 €.

**N°MD2021-1068 - 03/11/21 - Direction Appui Technique aux Territoires**

**Décision relative au marché subséquent n°M1D0061EP - Aménagement d'une zone de rencontre rue Guillaume Pellicier à Montpellier - Attribution du marché**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M1D0061EP relatif à l'aménagement d'une zone de rencontre rue Guillaume-Pellicier à Montpellier à l'entreprise EIFFAGE ROUTE MEDITERRANEE (agence de Montpellier). Il est conclu pour un montant estimatif de 444 369,53 € HT et pour une durée de 4 mois (période de préparation de 30 jours non comprise).

**N°MD2021-1069 - 03/11/21 - Direction Appui Technique aux Territoires**

**Décision relative au marché n°M1B0084EP - Missions de coordination SPS de niveaux 2 et 3 pour les infrastructures de voirie, de réseaux et de génie civil - Lots 1, 2 et 3 - Attributions**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M1B0084EP de missions de coordination SPS de niveaux 2 et 3 pour les infrastructures de voirie, de réseaux et de génie civil lots 1, 2 et 3 aux entreprises suivantes :

- Lot 1 3M secteur Ouest à CALLIESPACE CREATION pour un montant maximum total de 29 990 € HT ;
- Lot 2 3M secteur Montpellier à SITETUDES pour un montant maximum total de 29 990 € HT ;
- Lot 1 3M secteur Ouest à CALLIESPACE CREATION pour un montant maximum total de 29 990 € HT.

Les marchés sont conclus pour une durée de 2 ans.

**N°MD2021-1070 - 04/11/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision modificative relative au marché n°M9D0007EA d'assistance à maîtrise d'ouvrage à l'organisation des modes de gestion des services publics de l'Eau et de l'Assainissement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Il est proposé de modifier la décision initiale afin de permettre l'utilisation du marché par tous les services de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, y compris ceux rattachés au budget principal.

**N°MD2021-1073 - 04/11/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative à un permis de démolition de l'ancienne usine de traitement d'eau potable de Portaly**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer un permis de démolir de l'ancienne usine de traitement d'eau potable de Portaly sur le terrain sis 220 rue Montels de l'Église - 34000 – Montpellier.

**N°MD2021-1075 - 04/11/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre de trois œuvres de Dominique Gauthier, Provisions pour Cimabué, Enchantés et Orphique noir**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la FONDATION D'ENTREPRISE DU MUSEE FABRE sise à Montpellier, représentée par son Président Monsieur Claude CAZES de trois oeuvres de Dominique GAUTHIER : Provisions pour Cimabué, Acrylique, stuc, et résine sur toile, 250 x 230 cm d'une valeur de 11 000 € – Enchantés, Acrylique et résine sur toile, 180 x 425 cm d'une valeur de 9 000 € – Orphique noir, Acrylique, huile, laque et résine sur toile, 205 x 200 cm d'une valeur de 13 000 € . Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

**N°MD2021-1082 - 28/10/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative à une demande d'aides financières auprès de l'Agence de l'Eau - Restauration de la Viredonne à Saint Geniès des Mourgues**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole envisage la restauration physique de la Viredonne sur la section entre la confluence avec le fossé de Font Rouge et l'A9 sur la Commune de Saint Geniès des Mourgues. Le montant total estimé des travaux est de 300 000 € HT. Cette opération est susceptible de faire l'objet de subventions de la part de l'Agence de l'eau et pourrait bénéficier de l'appel à projets "REBOND Eau Biodiversité Climat 2020-2021". Il est décidé de solliciter les aides financières les plus larges possibles auprès de l'Agence de l'eau pour les travaux de restauration de la Viredonne à Saint Geniès des Mourgues, d'un montant prévisionnel de 300 000 € HT.

**N°MD2021-1087 - 10/11/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Décision relative à un Avenant n°2 au contrat de mise à disposition entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Inoxy Films - Site Hélios à Fabrègues**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole signe avec la société INOXY FILMS un avenant n°2 au contrat de mise à disposition concernant des locaux situés sur le site Hélios à Fabrègues. Il a pour objet de prolonger le délai d'occupation de la partie gauche du bâtiment I dédiée au tournage jusqu'au 5 novembre 2021. L'avenant n°2 n'a pas d'incidence sur le montant de la redevance.

**N°MD2021-1099 - 16/11/21 - Direction des Mobilités**

**Décision "rectificative" relative à une acquisition foncière du lot privatif n°79 (Volume B7) au sein de la copropriété ' le domaine de la Coustaude à Saint Jean de Védas dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole décidé d'acquérir dans le volume B7 le lot privatif n°79 au sein de la copropriété « le domaine de la coustaude » située 1 chemin de la coustaude à Saint Jean de Védas, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à la SCICV VILLA DANAÏDE, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant de 7 150,00 € suite à sa décision n°MD2021-648 en date du 25 juin 2021 et il convient de modifier le prix afin d'appliquer une TVA. L'acquisition se fera pour un montant de 8 580,00 € TTC.

**N°MD2021-1100 - 05/11/21 - Direction des Mobilités**

**Décision relative à l'achat de capteurs GPS Blindspot pour équiper les bus et la formation des conducteurs à leur utilisation via l'UGAP**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à acquérir des capteurs GPS Blindspot pour équiper les bus du réseau de systèmes type "radar de recul" afin de limiter l'accidentologie subie par les usagers actifs piétons ou cyclistes.

**N°MD2021-1102 - 04/11/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à l'agrément de candidature de l'Office Central de la Coopération de l'Ecole de l'Hérault (OCCE 34) dans le VEAS Hannibal à Cournonsec**

**Objet :** Déjà locataire du lot B05 de 59,51 m², la société est candidate à la conclusion d'un bail commercial pour ce même lot. L'entreprise projette un effectif de 6 personnes dans 3 ans.

**N°MD2021-1104 - 04/11/21 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines**

**Décision relative à la mise à disposition d'un agent de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit de la mise à disposition d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole auprès la direction des Relations institutionnelles et de l'événementiel, unité accueil mutualisée de la Ville de Montpellier pour une durée de 6 mois à compter du 15 octobre 2021.

**N°MD2021-1105 - 04/11/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société BS sur la ZAC Parc 2000 - 2ème extension à Montpellier**

**Objet :** La candidature de la société BS est agréée en vue de l'acquisition du lot 20 de 1 578 m² dans la ZAC Parc 2000 - 2ème extension pour la construction d'un bâtiment de bureaux, locaux de formation et entrepôts de 1 765 m². L'utilisateur final sera la société PSI (Protection Sécurité Industrie) pour une activité de sécurité, gardiennage, formation. La société projette un effectif de 60 emplois à 3 ans.

**N°MD2021-1107 - 02/11/21 - Direction Transition Energétique et Ecologique**

**Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser l'octroi d'une aide aux travaux de rénovation énergétique pour le premier ménage qui a déposé une demande conforme au règlement d'attribution voté par le Conseil de Métropole en juin 2021. Le montant de l'aide est de 1 300 €.

**N°MD2021-1109 - 04/11/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société CNRS/BIOINSPIR dans le bâtiment Cap Delta à Grabels**

**Objet :** La candidature de la société CNRS/BIOINSPIR est agréée en vue de la location du lot CD 0.1 de 27 m<sup>2</sup> dans le bâtiment Cap Delta pour une période de 36 mois. Son activité est le développement, la fabrication et la commercialisation de composés chimiques. La société prévoit un effectif de 12 personnes à 3 ans.

**N°MD2021-1124 - 04/11/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à une convention de prêt de mobiliers archéologiques pour l'exposition "Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques" au Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades avec la Ville de Troyes - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention relative au prêt de 16 objets de mobilier archéologique est conclue entre la Ville de Troyes et le Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole. Elle prend effet à compter de sa date de signature et prendra fin le 29 juillet 2022 après le transport retour et la restitution des œuvres empruntées à la Ville de Troyes. Elle est conclue à titre gratuit, moyennant obligation d'assurance des objets (transport et exposition)

**N°MD2021-1127 - 04/11/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à une convention de prêt de mobiliers archéologiques pour l'exposition "Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques" au Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades avec la Commune du Cailar - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention relative au prêt de 62 objets de mobilier archéologique est conclue entre la Commune du Cailar et le Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole. Elle prend effet à compter de sa date de signature et prendra fin le 31 août 2022 après le transport retour et la restitution des œuvres empruntées. Elle est conclue à titre provisoire et gratuit, moyennant obligation d'assurance des objets (transport et exposition).

**N°MD2021-1133 - 04/11/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à une convention de prêt de mobiliers archéologiques pour l'exposition "Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques" au Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades avec la Ville de Dijon - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention relative au prêt de 27 objets de mobilier archéologique est conclue entre la Ville de Dijon et le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole. Elle prend effet à compter de sa date de signature et prendra fin après le transport retour et la restitution des œuvres empruntées. Elle est conclue à titre provisoire et gratuit, moyennant obligation d'assurance des objets (transport et exposition).

**N°MD2021-1137 - 04/11/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une sculpture de Jean-Baptiste GIRAUD (1752-1830), Achille Blessé, vers 1789**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la FONDATION D'ENTREPRISE DU MUSEE FABRE sise à 13 Montpellier, représentée par son Président Claude CAZES d'une sculpture de Jean-Baptiste GIRAUD (1752-1830), Achille Blessé, vers 1789 de 55 x 83 cm d'une valeur de 44 134,18 €. Cette sculpture sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

**N°MD2021-1142 - 09/11/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à l'occupation temporaire de l'auditorium du Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades par l'association Lattes Loisirs et Culture pour l'organisation de conférences**

**Objet :** Il s'agit d'accorder à l'association Lattes, LOISIRS ET CULTURE, la mise à disposition gratuite, ponctuelle et non exclusive, de l'auditorium du Site archéologique Lattara-musée Henri Prades pour l'organisation de 10 conférences annuelles également gratuites, sur un sujet historique ayant un rapport avec le musée archéologique, à l'exclusion de tout autre type de manifestation.

N°MD2021-1143 - 09/11/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à l'occupation temporaire de l'auditorium du Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades par l'association Histoire et Information pour l'organisation de conférences**

**Objet :** Il s'agit d'accorder à l'association HISTOIRE ET INFORMATION, la mise à disposition gratuite, ponctuelle et non exclusive, de l'auditorium du Site archéologique Lattara-musée Henri Prades pour l'organisation de 6 conférences annuelles, également gratuites, sur un sujet historique ayant un rapport avec le musée archéologique, à l'exclusion de tout autre type de manifestation.